

## Alain Scudellaro en mission Coopération internationale au Népal

### Chronique : La Vie à Katmandou, Dix Ans Après le Tremblement de Terre



Alain Scudellaro en mission Coopération internationale au Népal

Dix ans se sont écoulés depuis les terribles tremblements de terre qui ont frappé le Népal en avril et mai 2015, causant la mort de plus de 9 000 personnes et laissant des dizaines de milliers de victimes. Katmandou, la capitale vibrante du Népal, a été profondément marquée par cette tragédie, mais elle a également montré une résilience remarquable face à l'adversité.

Aujourd'hui, alors que nous commémorens cet anniversaire tragique, il est essentiel de réfléchir à la manière dont la ville a évolué depuis cette catastrophe. Les rues de Katmandou, autrefois empreintes de désolation, commencent à retrouver leur dynamisme. La reconstruction des édifices historiques, tels que le Durbar Square de Katmandou et celui de Patan, est un symbole fort de cette renaissance. Grâce à la collaboration entre le gouvernement népalais, les municipalités concernées, l'UNESCO et de nombreux donateurs de la communauté internationale, ces sites emblématiques sont en train de retrouver leur splendeur d'antan.

Le Durbar Square de Katmandou, classé au patrimoine mondial de l'UNESCO, a subi d'importants dommages lors des tremblements de terre. Aujourd'hui, les efforts de restauration sont visibles, avec des artisans locaux travaillant sans relâche pour redonner vie aux temples et aux monuments qui font la fierté de la ville. De même, le Durbar Square de Patan, avec ses magnifiques sculptures et son architecture unique, est en pleine phase de réhabilitation, attirant à nouveau les visiteurs et les habitants.

La reconstruction ne se limite pas seulement aux bâtiments. Elle s'étend également à la communauté. Des initiatives ont été mises en place pour soutenir les familles touchées par la catastrophe, en leur offrant des formations professionnelles et des opportunités économiques. La solidarité entre les Népalais et les organisations internationales a été un facteur clé dans ce processus de rétablissement.

Actuellement, Alain Scudellaro, co-fondateur de l'association Gers-Himalaya et maire de Lamothe-Goas, est présent au Népal. Son engagement envers l'aide humanitaire et le développement durable témoigne de l'importance de la coopération internationale dans la reconstruction du pays. Sa présence souligne également le rôle crucial que jouent les acteurs locaux et internationaux dans la revitalisation de Katmandou.

Alors que nous nous souvenons des pertes tragiques de 2015, nous devons également célébrer la résilience et la détermination du peuple népalais. Katmandou, avec son mélange unique de traditions anciennes et de modernité, continue d'avancer, et chaque pierre restaurée est un pas vers un avenir meilleur.

Ensemble, nous devons continuer à soutenir ces efforts de reconstruction et à promouvoir la paix, la solidarité et le respect de la culture népalaise. Le chemin est encore long, mais l'espoir et la détermination sont plus forts que jamais.

# THE CONVERSATION

L'expertise universitaire, l'exigence journalistique

## Afrique : l'efficacité et l'évaluation de l'aide au développement en question

Publié: 12 avril 2019, 00:49 CEST

**Alvar Jones Sanchez**

Docteur en anthropologie sociale, lauréat d'une bourse, Fondation Croix-Rouge française



Panneaux de projets de développement à Nyassia en Casamance (Sénégal) Alvar Jones Sanchez, CC BY-SA

J'ai travaillé pendant une dizaine d'années dans le monde de la coopération internationale, essentiellement sur le continent africain. Je m'en suis distancé pour plusieurs motifs. L'un des plus importants tient à l'absence de correspondance entre les bénéficiaires associés à mes fonctions (en termes économiques et de prestige) et l'échec fréquent des projets. Ce malaise affecte un grand nombre de professionnels au sein d'organisations internationales du développement, qui doivent concilier leur désir de stabilité et de réussite professionnelle avec des questionnements éthiques parfois complexes.

L'une des raisons qui explique le fossé entre un statut souvent avantageux et des résultats plutôt discutables tient au fait que les professionnels du secteur ne sont pas rémunérés pour garantir l'impact positif et durable des interventions sur les populations. Si l'efficacité des projets avait une incidence directe sur l'avancement de carrière des chefs de projets, il est certain qu'elle susciterait davantage d'attention. Ce sont en réalité d'autres compétences qui sont valorisées, telles que la bonne gestion bureaucratique et comptable des projets (la production de rapports, le respect du calendrier, le contrôle budgétaire), la représentation institutionnelle ou la capacité à capter des fonds.

S'assurer que l'intervention constitue une amélioration de la qualité de vie des populations sur le long terme n'est pas directement associé aux exigences du poste. Elle relève plutôt de l'engagement personnel. Très peu d'organismes font le suivi des projets achevés, pour en évaluer la portée un ou deux ans après leur finalisation. Cette inquiétude n'existe pas dans la mesure où elle n'est habituellement pas exigée et financée par les bailleurs. Les professionnels qui prennent cette peine sont rares, et doivent souvent le faire sur leur propre temps libre.

### **Qu'en est-il de l'efficacité des projets ?**

Le paysage rural africain regorge de pancartes bancales rouillées à la gloire des bailleurs. Il est semé d'édifices abandonnés, d'infrastructures agricoles en rade, d'équipements défectueux avant même d'avoir été utilisés, de périmètres maraîchers délaissés... Ces « résidus » sont les traces d'interventions de développement menées par des ONG et des agences internationales. Ils font partie de l'environnement quotidien des populations. Ces vestiges questionnent l'efficacité de beaucoup d'actions menées sur le continent sous la bannière du développement.

Il n'existe pas de données fiables sur le succès et les échecs des interventions. D'autant plus que ces qualifications varient selon de la perspective des acteurs impliqués.

Dans le cadre d'un projet de recherche financé par la Fondation de la Croix Rouge en Casamance, au sud du Sénégal, nous avons visité de nombreux villages afin d'établir ce qu'il restait des projets réalisés par les ONG internationales durant les cinq dernières années. Les interventions définies comme faillies désignaient les situations où les dispositifs mis en place avaient cessé de fonctionner à peine quelques semaines après la fin du projet. Selon cette perspective, le taux d'échec était supérieur à 70 % dans certaines localités, tandis qu'une ONG espagnole caracolait à 90 % d'échec. Des blocs maraîchers, des chèvreries, des infrastructures d'eau, une maternité, des marchés communautaires édifiés par les intervenants, tombaient en désuétude à peine quelque mois après leur construction.

Projet de chevrerie abandonné à Darsalam en Casamance (Sénégal). Alvar Jones Sanchez, CC BY

Il est indéniable que de nombreuses interventions de développement transforment positivement la vie des populations. Beaucoup d'autres, cependant, sont très problématiques en termes d'impact, de viabilité et de pérennisation. Leur fréquence est difficile à chiffrer à large échelle, dans la mesure où il n'existe bien souvent aucun recensement global des actions menées sur une zone particulière, et où les dispositifs d'évaluation ne sont ni fiables ni homogènes.

## Un système d'évaluation déficient

Si la culture de l'évaluation s'est aujourd'hui imposée dans le secteur de la coopération internationale, les outils utilisés sont insuffisants pour calibrer les transformations sociales ou économiques dérivées d'une intervention. Il y a plusieurs raisons à cela :

En premier lieu, l'évaluateur est presque toujours recruté par l'organisation qui a mené l'intervention – ce qui engage inévitablement sa neutralité. Les évaluateurs sollicités par les bailleurs de fonds sont rares. Celles qui mobilisent des observateurs indépendants (journalistes, d'autres ONG, des associations locales, etc.) sont pratiquement inexistantes.

En deuxième lieu, l'évaluateur dispose d'à peine quelques heures, voire de quelques jours sur le terrain, afin d'évaluer une intervention souvent menée sur plusieurs années... La visite à la hâte du terrain suggère, d'ailleurs, que les personnes interrogées livrent spontanément, sans pression ni arrière-pensée, leur vision positive ou négative du projet. En réalité, les populations tendent à modérer leurs reproches à l'endroit d'un projet ou d'une organisation. Ils craignent qu'un discours trop critique ne leur donne mauvaise réputation, et réduise les chances de recevoir d'autres projets.

Pour les organisations, une évaluation est souvent vécue comme un examen dont le résultat positif renforce la possibilité d'accéder à de nouveaux fonds. Ainsi, il ne s'agit pas tant de comprendre « ce qui n'a pas marché », mais plutôt d'atteindre la meilleure qualification possible. Elles ne sont donc pas spontanément enclines à faciliter la visibilité des aspects les plus sensibles d'une intervention.

En troisième lieu, l'évaluation d'un projet est habituellement menée à peine quelques jours ou quelques semaines après les dernières activités, pour des raisons d'homogénéité administrative et budgétaire. Mais ce procédé empêche tout recul pour évaluer l'impact. Comment savoir si, un ou deux ans après un appui matériel et économique pour la mise en place d'un petit commerce, un salon de coiffure ou un atelier de couture par exemple, les bénéficiaires se consacrent toujours à l'activité ? Ou si au contraire, comme il est extrêmement fréquent, ils ont vendu le matériel, et se retrouvent dans la même situation qu'au départ ?

Les procédures habituelles d'évaluation ne fournissent pas ces données. Elles portent sur des processus, c'est-à-dire qu'elles procèdent à la vérification des comptes, s'assurent que les activités prévues ont eu lieu et que les principaux bénéficiaires se disent plus ou moins satisfaits. Ces dispositifs sont donc davantage orientés vers la légitimation du système de l'aide que vers l'analyse des transformations enclenchées.

Parfois, le profil des évaluateurs pose également problème. Ils ont une expertise dans un ou plusieurs secteurs (santé, éducation, nutrition, etc.). En revanche ils méconnaissent souvent le contexte local, les langues vernaculaires ou les caractéristiques socioculturelles. Ces lacunes peuvent être difficilement compensées en à peine quelques jours sur le terrain. Les compétences techniques sont bien entendu nécessaires. Mais les compétences sociales, culturelles et politiques sont aussi vitales pour comprendre les conséquences d'un projet.

## Des pays « sous régime d'aide »

L'impact des interventions en général, au-delà de chaque projet, est une autre question qui passe inaperçue dans les procédures habituelles d'évaluation. Si l'aide au développement peut constituer une opportunité pour traiter des secteurs délaissés par l'État, ou pour le transfert de compétences, elle s'accompagne aussi d'effets sociaux, économiques et politiques plus problématiques.

Unité de transformation de céréales qui n'a pas marché à Darsalam en Casamance (Sénégal). Alvar Jones Sanchez, CC BY

En Casamance par exemple, l'aide a considérablement nui à l'engagement citoyen : là où par le passé les populations se mobilisaient par elles-mêmes pour la construction d'une école ou d'un poste de santé, elles tendraient davantage aujourd'hui à la passivité. L'engagement volontaire très fréquent par le passé (pour le creusement de tranchées par exemple en vue de l'installation de canalisations) est souvent impensable aujourd'hui sans incitation économique.

Cette dépendance vis-à-vis de l'initiative et du financement extérieurs est palpable à plus large échelle. De nombreux États africains dépendent financièrement de l'aide des organisations internationales. Celles-ci, en contrepartie, s'invitent dans la définition des politiques publiques. Certains parlent à ce sujet de « pays sous régime d'aide ». Il tient lieu de se questionner si ces procédés, qui affectent la souveraineté nationale, affaiblissent plutôt qu'elles ne renforcent les États récepteurs, et si, au fond, l'aide ne produisait pas les effets qu'elle prétend combattre.

La présence même d'ONG internationales s'accompagne d'effets palpables sur les tissus sociaux et économiques locaux. Dans des contextes souvent dominés par le secteur informel, le travail dans celles-ci est hautement valorisé tant par le salaire que par le statut. L'aide au développement attire logiquement les professionnels les plus qualifiés, souvent au détriment de la fonction publique. Elle fragilise d'autant plus des structures d'État souvent déjà déficitaires.

## Quand l'aide creuse les inégalités

L'aide alimente également les inégalités socioéconomiques existantes. L'exemple qu'en donne Christophe Courtin est particulièrement éloquent. Tandis que le revenu d'un responsable expatrié de l'Union européenne sur le sol africain peut atteindre 12 000 euros (avec les avantages en nature et les cotisations), l'agent de sécurité à la porte de la même délégation de l'UE perçoit rarement plus de 120 euros (soit 100 fois moins !).

En conformité avec l'idéal libéral, la réduction de la pauvreté – objectif déclaré de l'aide au développement – n'est pas incompatible avec le creusement des inégalités. Ainsi, souvent présentée en termes techniques, comme dénuée de toute idéologie, la conceptualisation du développement est en réalité indissociable d'une vision politique et d'un projet de société.

L'idée selon laquelle l'aide au développement produit du progrès est communément admise. Elle est pourtant subordonnée aux critères éthiques, politiques ou socioéconomiques mobilisés pour l'évaluer. En l'absence de processus d'évaluations fiables, qui puissent prendre une certaine distance vis-à-vis des intérêts des principaux opérateurs de développement (bailleurs bilatéraux et multilatéraux, ONG nationales et internationales), cette équation (aide-progrès), qui constitue la légitimité des institutions de développement, relève davantage de l'idéologie que des réalités empiriques.

---

*Alvar Jones Sanchez est soutenu par la Fondation Croix-Rouge française, dédiée à l'action humanitaire et sociale. Elle accompagne les chercheurs depuis la conception de leur projet de recherche jusqu'à la mise en valeur de leurs travaux, et la promotion de leurs idées. Pour en savoir plus, rendez-vous sur le site de la [Fondation Croix-Rouge française](#).*

france  
culture

## Baisse mondiale de l'aide au développement : quelles solutions de financement pour les acteurs de la solidarité ?

Par Mélanie Kuszelewicz - Publié le lundi 7 avril 2025 à 07:30

ÉCOUTER (5 min)



Provenant du podcast  
**Le Journal de l'éco**



### Démantèlement de l'Usaid aux Etats-Unis, baisse de l'aide publique au développement de nombreux pays européens, comme la France ou le Royaume-Uni. Vers qui peuvent se tourner les acteurs de la solidarité ?

Aux Etats-Unis, 83% des programmes de l'Usaid, l'agence pour le développement international, qui représentent une part conséquente de l'aide humanitaire mondiale, vont être supprimés. À ce revirement, s'ajoutent les baisses de l'aide publique au développement de nombreux pays européens : 2 milliards d'euros en moins en France, 900 millions en Allemagne, mais aussi au Royaume-Uni, aux Pays-Bas en Suède, en Belgique. Alors que les crises mondiales se multiplient, les organisations de l'aide humanitaire et l'aide au développement tirent déjà la sonnette d'alarme. Les conséquences se font déjà sentir. Il faut maintenant réfléchir de nouvelles méthodes de financement.

À écouter



[Aux États-Unis, le démantèlement de l'Usaid démarre](#)

La Revue de presse internationale



6 min

### Vers qui peuvent se tourner les acteurs de la solidarité ? Doivent-ils solliciter des financements privés pour pallier ces réductions budgétaires mondiales ?

C'est possible de financer la transition énergétique et les infrastructures comme les énergies renouvelables, des réseaux d'eau ou d'autres projets grâce aux prêts. Les banques publiques de développement peuvent emprunter sur les marchés financiers pour prêter à des taux modérés pour des projets dans des pays en développement. Elles font jouer ce qu'on appelle "des effets de leviers".

"À l'AFD on a un budget délégué par l'Etat voté au parlement qui est de 2 milliards d'euros, mais grâce aux emprunts qu'on réalise et aux prêts que nous opérons dans des pays en développement, on peut amener jusqu'à 13 milliards de financement", explique Thomas Melonio, chef économiste à l'AFD, l'agence française de développement. "C'est ça qu'on va appeler notre effet de levier, poursuit-il, On peut emprunter sur les marchés et ensuite reprêter pour financer des grands projets internationaux qui ont un effet bénéfique en France."

Il s'agit d'investissements sur du long terme (autour de 20 ans). À la fin, les emprunteurs doivent rembourser le prêt. Mais il semble difficile en revanche de demander un remboursement dans le secteur de l'aide humanitaire et l'aide d'urgence.

## Quelles solutions ont les acteurs de l'aide humanitaire ? Quelles sont les autres sources de financement ?

Certaines organisations n'utilisent quasiment aucun argent public : c'est le cas de Médecins sans frontières qui s'appuie sur le soutien de plus de 500 000 donateurs. Ces dons peuvent provenir de collectes ponctuelles ou de dons réguliers. En France, malgré l'inflation, la générosité des Français ne faiblit pas. Elle a même augmenté de 2% en 2024.

Les organisations d'intérêt général peuvent aussi compter sur les grands donateurs comme les fondations philanthropiques qui se sont largement développées ces 10 dernières années. La fondation Gates de Bill et Melinda Gates a un budget annuel par exemple 9 milliards de dollars pour lutter contre la pauvreté. La fondation Bezos s'est engagée de son côté à hauteur de 500 millions de dollars auprès de l'Unicef pour lutter contre la malnutrition infantile. Ce qui reste encore très loin des 42 milliards de dollars géré par l'Usaid l'agence américaine de développement international, démantelée par l'administration Trump.

Pour afficher ce contenu X (anciennement Twitter), vous devez accepter les cookies **Réseaux Sociaux**.

Ces cookies permettent de partager ou réagir directement sur les réseaux sociaux auxquels vous êtes connectés ou d'intégrer du contenu initialement posté sur ces réseaux sociaux. Ils permettent aussi aux réseaux sociaux d'utiliser vos visites sur nos sites et applications à des fins de personnalisation et de ciblage publicitaire.

GÉRER MES CHOIX

J'AUTORISE

En 2025, 14 millions d'enfants victimes de malnutrition pourraient ne pas avoir accès à l'aide dont ils ont besoin, alerte l'Unicef. C'est une urgence. Il faut trouver d'autres sources de financements pour compenser les coupes budgétaires des Etats. Le Brésil défend une taxe mondiale de 2% sur les super-riches qui permettrait de collecter 250 milliards de dollars par an pour financer l'éducation la santé ou la lutte contre le changement climatique. Mais l'idée, plutôt approuvée par les pays membres du G20 l'automne dernier, semble aujourd'hui difficile à réaliser avec le retour de Donald Trump à la Maison Blanche.

Info

Économie

Économie sociale et solidaire

## L'équipe



Anne-Laure Chouin  
Production



Caroline Bennetot  
Collaboration

## Épisodes précédents >

# THE CONVERSATION

L'expertise universitaire, l'exigence journalistique

## Coopération universitaire mondiale : une nouvelle forme de colonisation ?

Publié: 20 juillet 2016, 06:37 CEST

**Hanne Kirstine Adriansen**

Associate Professor, School of Education, Aarhus University



### Langues

---

Français

English



L'enseignement supérieur en Afrique a besoin de coopération extérieure – sauf s'il s'agit d'une simple imposition d'idées venues d'ailleurs. Shutterstock, CC BY

L'enseignement supérieur en Afrique est aussi vieux que les pyramides d'Égypte. Mais les établissements antiques du continent ont disparu depuis longtemps. L'éducation dispensée aujourd'hui – des programmes d'études à la structure des diplômes et aux langues d'enseignement – est ancrée dans le colonialisme. Partant de ce constat, nombreux sont ceux à s'être demandés si les universités africaines souffraient encore d'une forme de colonisation – de l'esprit cette fois.

L'histoire de Cheikh Mbow, spécialiste reconnu du changement climatique, est un exemple parlant. Le chercheur est né en 1969 au Sénégal, où il a fait ses études. En revenant sur ses premières années dans le supérieur, il s'est rappelé qu'il savait « tout à propos de la géographie et de la biologie de la France, mais rien sur celles du Sénégal. »

Mbow se trouve aussi être mon ami, et avec l'un de ses collègues, nous avons écrit ensemble le [chapitre d'un ouvrage](#) sur la production du savoir scientifique en Afrique aujourd'hui. Ce texte est basé sur le vécu de Mbow – sur lequel je reviendrai plus tard.

Ces dernières années, on a commencé à prendre conscience des racines historiques de l'enseignement supérieur, et à réclamer une [université décolonisée](#). Ce sujet alimente un débat plus large, celui sur le [rôle des universités africaines modernes](#).

On s'accorde facilement sur le fait qu'elles doivent être compétentes au niveau local – en concentrant enseignement et recherche sur les besoins locaux. Or, on attend également d'elles qu'elles s'internationalisent et participent à la compétition mondiale et acharnée de l'enseignement supérieur. L'uniformisation est désormais le maître mot : les universités rivalisent pour figurer dans les classements internationaux, s'imitant les unes les autres.

La mondialisation contribue aussi au départ de chercheurs africains – comme Mbow – vers le Nord, en quête d'environnements de recherche dotés de meilleures ressources. Ces coopérations internationales peuvent être très bénéfiques. Mais bien trop souvent, ce sont les organisations, universités et chercheurs de l'hémisphère nord qui mènent la danse.

Comment les universités africaines gèrent-elles cet équilibre délicat entre intérêt local et internationalisation ? Comment peuvent-elles prendre part à la coopération internationale sans être « recolonisées » en se soumettant aux normes occidentales ? Comment éviter que les programmes collaboratifs ne deviennent de simples exercices de cases à cocher et qui ne profitent qu'aux chercheurs et organisations du Nord ?

## **La coopération internationale augmente**

L'intérêt international pour l'enseignement supérieur africain s'est intensifié au cours des vingt dernières années. Au Nord, des organismes d'aide ont développé des politiques destinées à renforcer la capacité de recherche de l'Afrique. Les pays scandinaves figurent parmi les précurseurs de ce mouvement : le Danemark a lancé [Building Stronger Universities](#), la [Norvège](#) et la [Suède](#) ont mis au point des programmes collaboratifs similaires.

Des initiatives comme celles-ci sont essentielles pour l'Afrique : le financement de la recherche y est très limité, les budgets nationaux pour l'enseignement supérieur y sont assez faibles (surtout en comparaison de ceux du Nord), et les universités favorisent souvent l'enseignement au détriment de la recherche – puisqu'il faut éduquer rapidement une population croissante. Les institutions comptent donc largement sur les fonds extérieurs et dépendent du soutien des organismes de développement, qui mettent en place des « projets d'appui au renforcement des capacités ». Ceux-ci mobilisent des chercheurs du Nord et du Sud à travers des activités communes relatives à l'enseignement et à la recherche, afin de fonder – idéalement – des partenariats basés sur le respect mutuel.

De nombreux chercheurs des deux hémisphères s'investissent dans ces initiatives, généralement en tant que spécialistes. Mais ils les transforment rarement en domaine de recherche, tournant le microscope vers eux-mêmes et leur propre pratique. Après avoir participé à un projet d'appui au renforcement des capacités en Afrique, certains collègues et moi-même nous sommes intéressés au rôle que jouent la situation géographique et la puissance d'un pays dans sa contribution à la production scientifique.

Nous voulions savoir comment ces facteurs étaient appréhendés à travers les projets d'appui au renforcement des capacités. Nous nous sommes aussi demandé si de tels projets fonctionnaient comme une garantie de qualité ou une sorte de néo-impérialisme.

Autrement dit, nos recherches visaient à déterminer si le renforcement des capacités et la tendance au développement de la coopération internationale dans l'enseignement supérieur aidaient ou défavorisaient les universités africaines. La réponse ? Les deux à la fois.

### **Des « monocultures de l'esprit »**

L'ambiguïté de ce genre de projets, c'est qu'ils peuvent donner lieu à ce que l'activiste indienne Vandana Shiva appelle les « monocultures de l'esprit ». Selon elle, ils font disparaître la diversité de la perception, et par conséquent celle du monde. Les gens finissent tous par penser de la même façon.

La coopération internationale est aussi susceptible d'accroître la dépendance des universités africaines à l'égard du Nord en ce qui concerne le financement, les publications dans les revues et l'accès à une technologie qui n'existe que dans l'autre hémisphère. Cette emprise se manifeste également lorsque l'on commence à penser principalement en utilisant des concepts et solutions élaborés au Nord.

Enfin, cette coopération internationale peut entraîner les universités africaines dans l'obsession de la compétition qui domine l'enseignement supérieur aujourd'hui. Bien qu'elles puissent ainsi devenir compétitives à l'échelle mondiale, elles compromettent au passage leur intérêt local.

Les projets d'appui au renforcement des capacités risquent donc d'engendrer les monocultures de l'esprit de Shiva. Mais ils peuvent aussi produire l'effet opposé, à savoir émanciper les chercheurs africains et les guider vers l'indépendance.

## L'émancipation par le renforcement des capacités

Une conférence du célèbre spécialiste du climat, Cheikh Mbow.

Pour Cheikh Mbow, le Nord représentait à la fois un programme d'études imposé par l'héritage colonial et la chance d'acquérir les compétences nécessaires pour devenir un universitaire émancipé, à même de bâtir de nouvelles connaissances.

Sa thèse examine la gestion des ressources naturelles au Sénégal, « mais en utilisant des méthodes conçues dans l'hémisphère nord, en particulier en France ». Pour la réaliser, il est allé au Danemark, où il a été confronté à une autre manière de se comporter. Dans son établissement d'origine, l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, interroger les connaissances et méthodes de professeurs plus âgés était très mal vu. Au Danemark, on lui demandait de questionner ce qui était tenu pour acquis, même si cela revenait à remettre en cause de plus vieux enseignants.

Paradoxalement, le système danois a permis à Mbow de gagner son indépendance. Il a pris conscience de la façon dont on utilisait la connaissance et les méthodes occidentales en Afrique, sans même les interroger.

Mbow explique :

*« Après plusieurs années de recherche, j'ai commencé à contester certaines des connaissances reçues et réussi à déterminer ce qui était particulier à l'Afrique. Après avoir pu contextualiser la connaissance, j'ai été capable d'en créer une qui concernait et répondait aux besoins sociétaux et aux réalités locales de l'Afrique. »*

C'est précisément ce que l'université africaine – et les sociétés plus largement – requièrent.

### **La coopération pour décoloniser**

En définitive, de mon point de vue, les projets collaboratifs tels que les programmes d'appui au renforcement des compétences peuvent aider les universités africaines dans la production d'un savoir contextualisé. Ces initiatives peuvent même mener à une sorte de décolonisation de l'université dès lors qu'elles se fondent sur des partenariats durables, sur une compréhension pointue du contexte historique, politique et géographique, et sur une exploration commune de la diversité de la connaissance.

*Traduit de l'anglais par Diane Frances, cet article est paru sur le [blog du NORRAG](#) (Network for International Policies and Cooperation in Education and Training).*

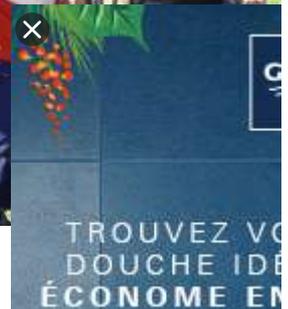
La version originale de cet article a été publiée en anglais.

[Accueil](#) / [France - Monde](#) / [Éducation](#)

# Couiza : marche solidaire pour un projet citoyen au Sénégal



Les jeunes engagés lors du cross solidaire / photo C.M.



[f](#) [X](#) [in](#) [✉](#)

## Éducation, Couiza

Publié le 13/05/2025 à 05:13

La Dépêche du Midi

Écouter cet article [i](#)



00:00 / 02:25

Powered by [ETX Majelan](#)

Les collégiens, éco-délégués, s'activent pour financer leur mission éducative au Sénégal programmé au printemps 2026, dans le cadre du programme d'éducation à la citoyenneté mondiale suivi depuis 3 ans (*lire notre édition du 23 janvier*).

Après avoir échangé depuis trois ans avec l'école élémentaire de Dialaw au Sénégal, le projet phare du collège Jean-Baptiste-Bieules mobilise aujourd'hui la population de la

Haute Vallée de l'Aude dans son ensemble. De nombreuses actions sont au programme : elles ont été imaginées, sont mises en place et menées par Maéva Alberti, professeur d'EPS accompagnée de plusieurs professeurs Mmes Sicard-Cazal, Frayssignes et des élèves éco-délégués. Des parents d'élèves, des personnels du collège couizanais, l'association Les imaginaires en transition ainsi que Mme Doan, chef d'établissement, apportent leur soutien. Après avoir organisé en avril dernier, un cross solidaire, la marche populaire de ce **dimanche 18 mai** s'adresse aux personnes qui souhaitent mêler l'effort physique à l'accompagnement, avec deux itinéraires proposés. Mais ce n'est pas tout. En effet, un concert avec une scène ouverte est programmé le 12 septembre à Couiza. La participation sur les marchés de la région et des opérations de porte à porte feront de ces jeunes de véritables défenseurs de leur projet.

Pourtant, désireux de récolter encore plus de fonds pour leur projet de voyage au Sénégal, les professeurs ont mis en place une collecte via HelloAsso ([helloasso/associations/fse](https://helloasso.com/associations/fse)).

*Au programme : première marche populaire internationale de montagne. Départ et arrivée : depuis la salle polyvalente de l'espace Robert-Capdeville, deux départs sont prévus pour deux parcours : 21 km (6 heures) et 10 km (14 heures). Les enfants de moins*

*de 10 ans doivent être obligatoirement accompagnés. Des joëlettes sans pilote seront prêtées par le comité départemental handisport pour le 10 km (licences de participation : l'organisateur a reçu un agrément ministériel national le 20 juin 2006 et reconnue de mission d'utilité publique par arrêté n° 012156 du 2 août 2001). La licence de participation FFSP est délivrée au départ 3 € ou famille 6 €, responsabilité civile à la Maif). Inscription des individuels sur place. Contact : [maeva.alberti@waika9.com](mailto:maeva.alberti@waika9.com) ou Tél. 06 01 98 96 81*

[Voir les commentaires](#)

## Les packs Verisure à -50%. N'attendez pas pour protéger votre maison

Verisure | Sponsorisé

[Devis en ligne](#)

## Orange : 180Go à 22€ pour les 18-26 ans !

Voyagez sereinement avec 180Go en 5G pour seulement 22€/mois !

Orange | Sponsorisé

[En profiter](#)

## PEUGEOT : offre exceptionnelle sur des occasions PureTech

Jusqu'à 10 ans d'extension de garantie offert

Peugeot | Sponsorisé

[J'en profite](#)

## Ce Mardi, Verisure offre -50% sur les packs

Verisure | Sponsorisé

[Devis en ligne](#)

28 février 2023 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Discours du président de la république.

Mesdames, Messieurs les ministres,  
Mesdames, Messieurs les ambassadeurs,  
Mesdames, Messieurs les parlementaires,  
Monsieur le chef d'Etat-Major,  
Mesdames, Messieurs les directeurs,  
Mesdames et Messieurs, en vos grades et qualités,

Merci beaucoup d'être là, aujourd'hui, dans une formation qui, si je puis dire, assez originale. Puisqu'il y a, tout à la fois des journalistes, à Paris, à Libreville, et dans l'ensemble des capitales de la tournée africaine qui commencera dès mercredi ; mais il y a ici, à l'Élysée, les actrices et acteurs de notre action collective sur le continent africain.

Et j'assume pleinement de m'exprimer avant cette tournée depuis Paris, à vos côtés, pour essayer de donner le sens de ce que nous sommes en train d'essayer de faire depuis maintenant un peu plus de cinq ans. Et essayer de dire avec qui ? pourquoi ? et comment ? Et l'objectif que nous devons poursuivre est d'avoir une politique plus simple, plus lisible, en faisant mieux travailler l'ensemble des administrations de l'Etat de ces partenaires, mais avoir aussi une politique qui associe pleinement les entrepreneuses et entrepreneurs, les innovateurs, les sportifs, les artistes, les scientifiques, dans cette politique qui a vocation à ne pas être simplement de gouvernement à gouvernement, mais qui doit pleinement assumer de traiter avec la société civile des différents pays d'Afrique. Et sont là réunis bon nombre d'acteurs de notre politique avec l'Afrique qui, pour une bonne partie d'entre eux, vont avoir à m'accompagner dans ce déplacement à venir à partir de mercredi, ou qui ont pu m'accompagner dans des voyages précédents.

Alors, il y a un peu moins de six ans, en novembre 2017, dans un amphithéâtre de l'université Joseph Ki-Zerbo à Ouagadougou, j'avais débuté mon discours en citant les mots de Thomas Sankara et en annonçant qu'il n'y avait plus de politique africaine de la France. Ces mots sont toujours d'actualité. Mais ils ne sont certainement plus suffisants face aux bouleversements et aux transformations profondes que nous avons vécu ces dernières années.

Le temps passé sur le continent africain est irremplaçable. J'y ai effectué dix-sept déplacements, été accueilli dans vingt-et-un pays. Du Shrine de Lagos aux églises de Lalibela, sans compter les multiples entretiens menés avec nos partenaires africains à Paris et à travers le monde. Je n'en retirerai aucune considération générale, car une réalité unique africaine n'existe que dans bon nombre de schémas simplificateurs. J'en retirerai une seule exigence, celle de faire preuve d'une profonde humilité face à ce qui se joue sur le continent africain.

Une situation sans précédent dans l'histoire : traiter en même temps, et dans l'urgence, une somme de défis vertigineux. Défis sécuritaire, climatique, aux défis démographiques avec la jeunesse qui arrive et à laquelle il faut offrir, proposer, un avenir pour chacun des Etats africains. Consolider des Etats et des administrations, investir massivement dans l'éducation, la santé, l'emploi, la formation, la transition énergétique. Tout cela donc en étant confronté davantage que d'autres à la pression du changement climatique et de ses effets, à l'offensive du terrorisme, aux chocs économiques, sanitaires et géopolitiques. Je crois pouvoir dire qu'aucune région au monde n'a été soumise à cette obligation de résultat en l'espace d'une à deux générations comme le continent africain l'est aujourd'hui.

C'est pour cette raison qu'à quelques jours de ce déplacement, à nouveau sur le continent africain, j'ai jugé que la priorité n'était pas de faire un nouveau discours sur le sol africain mais d'essayer, de la manière la plus claire, de défendre ce que nous y faisons et la cohérence de notre action et de renforcer aussi cette envie d'Afrique en France. C'est pourquoi beaucoup de chefs d'entreprises, de scientifiques, d'artistes et de sportifs sont aussi présents aujourd'hui. Nous devons en effet collectivement prendre la mesure des défis qui sont si proches de nous, non pas pour nous projeter dans des prédictions apocalyptiques ou dans des paniques anxieuses.

J'ai pu parfois le constater à chacun de mes déplacements, la terre africaine est tout sauf une terre d'angoisse et de résignation. Elle est une terre d'optimisme et de volontarisme.

Cette proximité, cette énergie, doivent nous inspirer et nous inciter à réaliser la force de notre atout d'être les voisins de l'Afrique et de compter encore parmi les pays qui ont un lien unique, humain, existentiel avec ce continent, ce qui est une chance. Nous avons un destin lié avec le continent africain.

Si nous savons saisir cette chance, nous avons l'opportunité de nous arrimer au continent qui, progressivement, sera aussi l'un des marchés économiques les plus jeunes et dynamiques du monde et qui sera l'un des grands foyers de la croissance mondiale dans les décennies qui viennent. Mais aussi parce que notre jeunesse écoute aujourd'hui une musique congolaise, nigériane, ivoirienne, créée et produite sur le continent africain. Et parce que ce n'est que la préfiguration d'une puissance culturelle, économique, scientifique, politique, africaine, qui va continuer de se déployer. Notre croissance économique aussi, et nous Européens, nos échanges, nos emplois vont dépendre, de plus en plus, de l'Afrique. Ce n'est ni une bonne, ni une mauvaise nouvelle, c'est un fait. Et tout dépendra de ce que nous en faisons.

C'est pourquoi je suis convaincu que le moment est venu de faire un choix et de savoir quel rapport nous voulons entretenir avec les pays africains. Et au fond, quand j'essaie de suivre l'actualité, ce qui m'arrive, et de lire la qualification du moment que nous sommes en train de vivre, qui est très clairement un entre deux parce que nous héritons de beaucoup de difficultés historiques et nous sommes dans un moment de transition sans avoir pleinement réalisé, je vais y revenir, le début de la transition commencée.

Au fond, beaucoup voudraient nous inciter à rentrer dans une compétition, c'est la première voie. Une compétition que je considère pour ma part anachronique. C'est le piège qui consisterait à répondre à l'injonction de puissance ou à l'appel de démonstrations de force. Regardez, certains arrivent avec leur armée ou leurs mercenaires ici et là. Plongez-y, vous Français, c'est là que vous êtes attendus, c'est le rôle qui est le vôtre. Allez faire la compétition avec eux, vous êtes attendus là. Je ne le crois pas. C'est le confort des grilles de lecture du passé, mesurant notre influence au nombre de nos opérations militaires ; ou nous satisfaire de liens privilégiés et exclusifs avec des dirigeants ou considérer que des marchés économiques nous reviennent de droit parce que nous étions là avant ; ou jouer des coudes pour nous placer seul au centre du jeu. Ce temps-là a vécu.

Ma conviction, c'est que cette voie est désormais une impasse. Ceux qui la prônent sont plutôt les tenants d'une nostalgie et c'est précisément celle avec laquelle nous avons voulu rompre dès 2017, mais sans avoir encore tous les moyens d'en solder le passif. C'est la chronique de notre dernière décennie d'engagement au Mali, au prix du sacrifice ultime.

Nos soldats y ont, aux côtés des militaires maliens et des armées africaines, remporté des victoires contre les groupes terroristes. Et je veux ici rendre hommage à la mémoire de nos soldats, de nos blessés, comme de ceux qui sont tombés là-bas. Cela a été et restera une immense fierté partagée avec les Alliés qui nous ont rejoint. Mais ce n'était pas le rôle de nos soldats. Ce n'était pas le rôle de la France d'apporter seule des réponses politiques qui devaient prendre le relai de la réponse militaire. Nous avons pourtant, malgré nous, assumé une responsabilité exorbitante. Cela nous vaut aujourd'hui d'être l'objet par amalgame du rejet qui frappe une classe politique malienne qui a échoué à redresser son pays et c'est ce piège qui pourrait, si nous n'y prenons pas garde se reproduire ailleurs.

C'est pourquoi en aucun cas je ne laisserai le sacrifice de nos militaires être à nouveau entaché du même amalgame et en aucun cas, je ne laisserai se reproduire cette situation où par un engrenage de déresponsabilisation et de substitution, la France devient le bouc émissaire idéal.

Pour éviter la répétition de l'histoire, il existe une autre voie que nous poursuivons désormais depuis six ans. Une autre voie qui consiste à ne pas réduire l'Afrique à un terrain de compétition ou de rente et à considérer les pays africains comme des partenaires avec qui nous avons des intérêts et des responsabilités partagées. Et, au fond, de bâtir une nouvelle relation, équilibrée, réciproque et responsable.

Ce cap, c'est l'agenda fixé à Ouagadougou en 2017 et nous l'avons tenu. Nous avons tenu nos engagements en regardant notre passé en face, au Rwanda, en Algérie, au Cameroun, avec une commission franco-camerounaise qui va débiter ses travaux. Nous les avons obtenus en réformant le franc CFA, en nous retirant de la gouvernance de la zone UMOA et en faisant la démonstration que cette monnaie est bien une monnaie africaine qui pourra, si les gouvernements de la CEDEAO le souhaitent, préfigurer une monnaie unique qui prendra un autre nom. Nous y sommes prêts.

Nous les avons tenus en soutenant, face à la pandémie du Covid-19, l'excellence scientifique africaine : celle du Centre de crise africain, celle de l'Institut Pasteur de Dakar et celle de l'Institut national de recherche biologique du professeur MUYEMBE, auquel j'aurai le privilège de rendre visite dans quelques jours, mais en développant aussi des centres de production de vaccins, comme nous l'avons lancé en Afrique du Sud et dans plusieurs autres pays.

Nous avons tenu nos engagements en matière sportive en bâtissant des partenariats nouveaux pour déployer, former des sportifs sur le continent africain et déployer des infrastructures sportives. Et nous allons continuer de le faire et de l'accélérer du football au judo en passant par le basket et tant d'autres sports.

Nous avons tenu nos engagements en accélérant grâce à la ténacité N'Goné FALL et à la saison Africa 2020 le changement de regard de la France sur le continent africain y compris dans nos écoles et nos manuels scolaires. Nous allons poursuivre ce mouvement de reconnexion avec la création contemporaine africaine dans toutes ses composantes. En France, ce sera la mission de la future maison des mondes africains qui organisera à l'automne prochain un forum sur les industries culturelles et créatives africaines. Sur le continent africain, ce sera le rôle de nos instituts culturels, de notre réseau de coopération, de nos alliances françaises, de redevenir le creuset de cette intimité franco-africaine et de ce changement de regard.

Nos instituts doivent être les lieux où tout le monde vient et où l'on prend tous les risques. Ce sont d'ailleurs les lieux où commence le rayonnement d'un Fela KUTI ou, puisque nous serons à Kinshasa dans quelques jours, d'un Papa WEMBA ou encore d'un peintre MOKÉ, qui ont connu leur premier succès et leur première reconnaissance. C'est la force de ce réseau et c'est celle que nous voulons continuer d'avoir.

Nous avons aussi tenu les engagements de Ouagadougou en procédant, grâce à l'éclairage intellectuel de Bénédicte SAVOY et Felwine SARR et au travail des équipes du Quai-Branly, à la restitution au Bénin des œuvres du trésor d'Abomey. Nous irons plus loin puisqu'une loi-cadre sera proposée dans les prochaines semaines par la ministre de la Culture à notre Parlement. A partir des préconisations du travail réalisé par Jean-Luc MARTINEZ, que je remercie, cette loi-cadre permettra de fixer avec notre représentation nationale la méthodologie et les critères pour procéder à de nouvelles restitutions au profit des pays africains qui le demandent et reposant sur un partenariat culturel scientifique pour accueillir et conserver ces œuvres. La Côte d'Ivoire l'a déjà fait. Je souhaite que cette démarche puisse s'inscrire dans une dynamique plus large et européenne, à l'image du fonds franco-allemand que nous avons lancé pour développer les recherches de provenance sur les œuvres africaines entrées dans nos collections.

Nous avons aussi, durant ces années, soutenu l'entrepreneuriat africain en y consacrant plus de 3 milliards d'euros entre 2019 et 2022 au travers de l'initiative Choose Africa. Nous allons amplifier cet effort en ciblant davantage les entrepreneurs français et africains qui sont confrontés au risque et qui n'arrivent pas à accéder au crédit ou au capital de quelques centaines de milliers d'euros qui débloqueraient leur situation. C'est précisément l'objectif de MEET Africa 2 — je sais que plusieurs qui ont été sélectionnés sont ici présents — qui permet d'accompagner celles et ceux qui ont des projets plus risqués. Et ce sera le rôle aussi de notre Banque Publique d'Investissement et de l'Agence Française de Développement de porter ensemble un nouveau programme, Choose Africa 2, qui sera dédié à cet effort et qui, en particulier en matière de culture, de sport, d'agriculture et de digital, reprenant tout ce que nous avons fait avec Digital Africa ces dernières années, démultipliera les opportunités. Nous dérisquerons davantage les investissements français en Afrique avec ces mécanismes et nous accélérerons la croissance des petites entreprises africaines qui sont à la frontière entre l'économie formelle et informelle. Et sur le modèle de ce que le Sénégal a réussi, et comme nous avons commencé à le faire dans plusieurs pays africains, cette initiative sera également un levier pour appuyer une véritable politique d'innovation avec tous les pays volontaires.

Enfin, nous avons ces dernières années, posé les bases d'un axe euro-africain qui s'est incarné lors du sommet de Bruxelles en février 2022, sous Présidence française. Et c'est en nous appuyant sur cet axe euro-africain que nous avons obtenu à Paris en mai 2021, dans le Sommet sur le financement des économies africaines de Paris, le déblocage et le redéploiement des droits de tirage spéciaux au bénéfice de l'Afrique. Nous avons également lancé la production de vaccins aussi sur le continent africain, avec l'Afrique du Sud notamment, comme je l'évoquais tout à l'heure. C'est aussi pour ça que je me réjouis de pouvoir compter sur l'engagement du commissaire Thierry BRETON et de la commissaire européenne Jutta URPIAINEN présents à nos côtés dans quelques jours en RDC. C'est une véritable équipe européenne que nous souhaitons mettre en place.

Vous le voyez, en brossant ce tableau général, si je puis dire, je veux ici dire combien nous avons bousculé des choses qui paraissaient des tabous complets ces dernières années. Quand j'étais dans cette même université à Ouagadougou, tous les étudiants m'interrogeaient, me parlaient du franc CFA, de la restitution des œuvres d'art, de notre incapacité à accompagner l'entrepreneuriat africain. Tout cela, nous l'avons mis en place ces dernières années avec force et engagement. Malgré tout, il nous faut être lucide, nous ne sommes aujourd'hui qu'au milieu du gué. C'est une situation très inconfortable où nous continuons à être, en quelque sorte, comptables du passé, avec une politique qui a décidé très clairement de changer et qui a parfois perdu des soutiens qui étaient bien utiles, parce que nous voulions changer de méthode sans que nous ayons pleinement les résultats de la politique que nous avons lancée.

Et donc nous sommes en effet comptables du passé sans avoir encore totalement convaincu sur les contours de notre avenir commun. C'est pour cette raison que le déplacement que nous allons entreprendre ensemble dans quelques jours est si important. Il intervient au moment où nous clôturons un cycle de notre Histoire en Afrique et un cycle qui a été marqué, à mes yeux, par deux choses que nous allons bousculer.

Premièrement, marqué par la centralité de la question sécuritaire et militaire et la prééminence du sécuritaire comme cadre. Cette prééminence, le rôle qu'elle a continué d'avoir, a été une ombre portée encore une fois ces dernières années ou un prétexte utilisé par beaucoup de nos opposants ou de celles et ceux qui voulaient

pousser leur propre propagande pour dire : "La France est là et n'a qu'un agenda sécuritaire". L'objectif de cette nouvelle phase dans laquelle nous rentrons, de cette nouvelle ère, est de déployer sous forme partenariale notre présence sécuritaire pour qu'elle s'insère dans ce nouveau partenariat. Je remercie le ministre des Armées et le chef d'état-major des armées pour le travail fait ces derniers mois pour véritablement penser et préparer ce nouveau partenariat sécuritaire. Je vais y revenir.

Le deuxième grand changement que nous allons faire, c'est passer d'une logique d'aide à une logique d'investissement solidaire et partenariale. Je crois que c'est à cette condition, en continuant et en amplifiant l'action qui a déjà été lancée, que nous pourrons conjurer cette opposition qui est en train de s'installer entre un Nord supposément occidental et un Sud global qui n'auraient plus de logiciel commun. Je crois profondément que c'est faux et nous devons démontrer le contraire. Nous l'avons démontré par une méthode nouvelle que nous avons là aussi commencée. Le G7 de Biarritz a été préparé avec les pays africains que j'avais invité. Comme on l'a fait aussi au G20 de Bali, où on a réuni l'ensemble des pays africains avant le début des travaux pour œuvrer ensemble par une conversation en quelque sorte permanente. C'est exactement la même chose que nous avons fait, quand nous avons lancé l'initiative ACT-A, conçue avec le bureau de l'Union africaine, dans un dialogue, là aussi inédit. Et c'est la même chose que nous allons faire.

Pour moi, lors du sommet que nous allons organiser le 23 juin à Paris, nous allons consolider ce passage de la logique d'aide à celle d'investissement solidaire. Sur le nouveau partenariat Sud-Nord précisément parce que c'est avec l'Afrique, mais aussi avec l'Inde, la Barbade, que nous pourrons inventer un nouveau pacte pour dessiner une nouvelle architecture financière internationale permettant de lutter contre les inégalités, de financer la transition climatique. Et donc, pour moi, le moment que nous sommes en train d'inaugurer consiste à aller au bout du changement, d'être exigeants avec nous-mêmes et d'accepter de nous débarrasser pour de bon de réflexes, d'habitudes et d'un langage qui sont aujourd'hui en quelque sorte notre handicap. D'adopter une posture résolument plus claire de modestie, d'écoute et d'ambition. Au fond, de dire très clairement dans tous ces domaines que l'Afrique n'est pas un pré carré et encore moins un continent auquel les Européens et les Français pourraient dicter un cadre de développement, mais que c'est un continent où nous devons bâtir des relations respectueuses, équilibrées, responsables pour lutter ensemble sur des causes communes telles que le climat. Et c'est pour moi les termes mêmes de ce partenariat renouvelé que nous souhaitons, qui est l'inverse des logiques de prédation, qu'elles soient militaires et sécuritaires ou qu'elles soient financières, poussées aujourd'hui par d'autres pays.

Alors, pour réussir ce modèle de partenariat, il nous faut d'abord bâtir un nouveau modèle de partenariat militaire. C'est tout le travail que nous avons conduit ces derniers mois d'abord en le concevant, puis en le discutant et le travaillant avec nos partenaires africains. J'ai reçu ici même, ces dernières semaines, l'ensemble des dirigeants concernés. Le ministre et le CEMA ont commencé des échanges. Une tournée va se poursuivre. Au fond, la logique, c'est que notre modèle ne doit plus être celui de bases militaires telles qu'elles existent aujourd'hui. Demain, notre présence s'inscrira au sein de bases, d'écoles, d'académies qui seront cogérées, fonctionnant avec des effectifs français qui demeureront, mais à des niveaux moindres et des effectifs africains qui pourront aussi accueillir, si nos partenaires africains le souhaitent et à leurs conditions, d'autres partenaires.

Conformément aux échanges que j'ai eus ces dernières semaines avec mes homologues, cette transformation débutera dans les prochains mois sur le principe même de la co-construction, avec une diminution visible de nos effectifs et, de manière concomitante, une montée en puissance de la présence dans ces bases de nos partenaires africains.

Elle suppose que nos partenaires africains formulent très clairement leur besoin militaire et sécuritaire, qu'ensuite nous accroissions notre offre de formation, d'accompagnement, d'équipement au meilleur niveau. Et ce partenariat nous permettra ainsi de bâtir de nouveau modèle d'intimité et d'imbrication entre nos armées qui se traduira par un effort accru de la France en matière, comme je le disais, de formation et d'équipement.

Deuxièmement, ce nouveau partenariat, cette transformation suppose de changer notre manière de faire et de communiquer sur ce que nous déployons, d'abord en étant plus réactif, plus visible et par conséquent plus lisible. Il faut là-dessus assumer nos échecs, mais il faut aussi assumer mieux notre succès. Et force est de constater que nous avons sans doute un défaut. Nous, Français, nous sommes trop divisés. Et la logique de boutique l'emporte trop souvent sur la logique d'équipe de France. Nous devons agir tous ensemble pour que ce soit visible et pour que la France, quelle que soit l'entité, qu'elle soit administrative ou l'entreprise, apporte des solutions concrètes qui permettent dans un pays, de répondre à un besoin de la jeunesse pour mieux éduquer, pour répondre à des problèmes énergétiques ou de transition climatique, pour répondre à des besoins sportifs, il est clair que ce soit l'équipe de France, qu'il l'ait mise en place.

Nous sommes divisés, nous sommes donc trop peu lisibles, pas assez concrets sans doute. Et donc il nous faut dans les prochains temps changer notre méthode, déployer des projets plus concrets, tangibles et surtout là où nos partenaires nous attendent. L'éducation, mais pas simplement en bâtissant des murs, en accroissant notre offre de formation des enseignants et de qualité des enseignants, en bâtissant une offre accrue dans la formation professionnelle, demandes de beaucoup de pays, y compris nombre d'entre eux chez qui nous étions

formation professionnelle, demandes de beaucoup de pays, y compris nombre d'entre eux chez qui nous étions peu présents. Formation professionnelle, santé, climat, égalité femme-homme, soutien à l'entrepreneuriat, la culture, le numérique. Par cette nouvelle méthode, nous devons simplifier notre offre et être beaucoup plus concret à l'écoute, travailler davantage avec la société civile et apporter une offre qui soit de la meilleure qualité possible, et le faire, avec au fond, deux réflexes nouveaux : descendre dans l'arène, comme nous l'avons fait lors du sommet de Montpellier en revendiquant d'écouter la jeunesse et la société civile africaine, comme la ministre déléguée l'a fait dans ses différentes tournées ces derniers mois, et je l'en remercie. Et ensuite d'embarquer à nos côtés les autres et de jouer à chaque fois que c'est utile en européen ou même en international, ce qui est exactement ce que nous ferons à Libreville dans quelques jours, avec une posture collective. Dès cette année, un premier fonds de 40 millions d'euros sera mis à disposition de nos ambassades dans les pays d'Afrique francophone pour faire la démonstration que nous pouvons faire cette transformation. Et c'est la mission que je donne à nos ambassadrices et ambassadeurs : démontrer que notre partenariat est concret et piloter une communication offensive, au fond, décomplexée mais sans arrogance.

Nous devons aussi aller au bout de cette transformation parce que nous avons des intérêts à défendre. Et je pense que quand on parle d'Afrique, il faut le dire clairement parce que ça va beaucoup mieux en le disant. On ne va pas faire le bien commun. On a des défis communs. Le changement climatique est un défi commun. Essayer que la jeunesse africaine trouve un avenir, est un défi commun, parce que ce sera aussi notre problème si on n'y arrive pas. Mais on va défendre des intérêts et c'est ça un partenariat réciproque et équilibré. On ne prend pas les gens pour des imbéciles. On ne se dit pas « on arrive chez vous parce qu'on va faire le bien chez vous à votre place car vous n'êtes pas capable de savoir ce qui est bon pour vous, de le penser ou de le faire ». Non. On vient défendre nos intérêts et on le fait de manière respectueuse avec les intérêts des pays africains où on se déploie. C'est la logique dans laquelle, d'ailleurs, depuis le début, le Conseil présidentiel pour l'Afrique à chaque fois déployé ses conseils, proposé des mesures et je remercie tous ces membres depuis 2017 pour leur engagement.

Notre intérêt, c'est d'abord la démocratie. La France est un pays qui soutient, en Afrique comme ailleurs, la démocratie et la liberté. Un pays qui parle à tout le monde, y compris aux opposants politiques. Un pays qui préfère les institutions solides aux hommes providentiels. Un pays qui considère que les putschs militaires ne seront jamais des alternances démocratiques. Et, comme le rappellent nombre d'intellectuels africains, la démocratie a également une genèse africaine. Aussi, notre rôle n'est pas d'imposer nos valeurs ou de les proclamer, mais de contribuer à ce que des réseaux d'intellectuels et d'acteurs civiques la fassent vivre en s'inspirant des pratiques démocratiques de leur société. Ce sera le rôle de la Fondation sur l'innovation et la démocratie qui a été créée en fin d'année dernière à Johannesburg et qui rayonnera sur tout le continent et je veux, une fois encore, remercier le professeur Achille MBEMBÉ pour son travail, son engagement, ses propositions et tout ce qu'il a d'ores et déjà bâti avec ses équipes, ce qu'il va continuer de faire. Mais c'est exactement cet esprit-là que nous devons poursuivre. Ne pas abandonner ce qui est, pour moi, un intérêt de la France, la démocratie. Mais le faire de manière respectueuse avec ce qu'est l'histoire du continent et surtout les acteurs qui doivent le porter.

Notre intérêt, c'est évidemment aussi de nous donner une nouvelle ambition économique sur le continent africain. Notre partenariat économique avec le continent africain est, certes, solide, mais je le dis ici avec force et en saluant la présence nombreuse d'une délégation économique de grande qualité et je remercie l'ensemble des présidents, présidentes, directrices et directeurs généraux de grands groupes français de leur présence aujourd'hui, mais nous avons besoin d'être lucides sur notre présence économique sur le continent africain et la manière dont elle est vue.

Nous sommes dans une position qui ne va pas dans la bonne direction. Et c'est pour bonne partie de notre faute parce que nous avons trop souvent eu une logique de rente dans notre rapport au continent africain. On a considéré que parce qu'on était la France, même quand on faisait mal, même quand on était plus cher que les autres, même quand les solutions de financement étaient moins bonnes, on allait continuer d'être pris. C'est une terre de compétition maintenant. Alors, certains font la compétition avec d'autres armes - que je récusé - et on se bat contre quand les financements deviennent eux-mêmes des éléments de fragilité des économies. C'est pourquoi on s'est battu pour qu'il y ait un cadre dans le G20. Mais indépendamment de ça, je le dis parce que je l'ai vu, nous avons aujourd'hui encore trop de nos entreprises qui ne produisent pas les travaux de meilleure qualité parce que c'est l'Afrique. Ça ne marchera plus. Et je vous le dis en toute sincérité, je ne défendrai plus les entreprises qui ne sont pas prêtes à se battre.

Quand le Président de la République va dans un pays où on reçoit un dirigeant et qu'il a un N-10 à côté de lui, face à un président africain, personne ne peut considérer que c'est une marque de respect. Ce n'est pas pareil quand on va en Allemagne, en Pologne, dans des pays du Golfe, en Chine. L'Afrique est devenue une terre de compétition. Il faut donc qu'on ait un réveil du monde économique français pour se dire « on doit aller s'y battre ». Ce sont les patrons qui doivent y aller quand il y a un grand contrat et quand on prend un contrat, il doit être délivré en temps, en qualité. Et s'il y a des problèmes, il faut qu'on puisse savoir très clairement d'où vient le problème. Je ne dis pas que tout le monde est parfait et parfois nos partenaires africains ne sont pas non plus au rendez-vous de ce qui nous avait promis à tel ou tel endroit de l'administration. C'est une réalité, je

sais leur dire. Mais j'ai du mal à leur dire quand nous, on n'est pas au rendez-vous. Et donc là, il faut qu'on ait un réveil collectif sur ce terrain-là parce que d'autres pays qui étaient moins présents pour nous il y a quelques années, qui ne sont pas mieux armés que nous, sont en train de prendre des positions simplement parce qu'ils prennent les pays africains au sérieux.

Je souhaite aussi qu'une nouvelle génération d'entrepreneurs français, africains, franco-africains se projettent dans de nouvelles coopérations et dans une nouvelle philosophie qui doit être celle de la co-industrialisation. C'est le sens même du programme Pass Africa. Je sais qu'il y a plusieurs lauréats qui sont ici présents, qui est un programme à mes yeux très important, qui va nous permettre de développer justement cet entrepreneuriat. Et au fond, c'est cette logique de bâtir aussi d'aider les nouveaux acteurs et de tirer profit dans un sens très pragmatique, du fait que la France est forte de ses diasporas et qu'elle a aussi des réseaux d'entrepreneurs qui ont un pied sur le continent africain, qui le connaissent, qui ont leurs propres connections. On doit simplement les mettre en capacité, les aider à déployer leur activité et leur réussite sur ce continent.

Notre intérêt, c'est aussi de jouer collectif avec nos alliés européens et de positionner l'Europe comme le partenaire de référence sur les grands sujets de défense et de sécurité. C'est le cœur même de ce que nous allons faire au-delà du pivot que j'évoquais tout à l'heure.

C'est la même chose que nous souhaitons faire en matière de financement des infrastructures africaines. C'est seulement avec ce levier que nous pourrions réellement jouer à armes égales dans la compétition avec d'autres acteurs. Plusieurs d'entre vous sont engagés dans ce secteur et je les en remercie avec beaucoup de sérieux. Mais c'est avec ce levier que nous pourrions convaincre nos partenaires africains d'adopter des standards auxquels nos entreprises peuvent travailler et produire des infrastructures de qualité que nous souhaitons promouvoir dans le cadre du G20. C'est la logique même de ce que l'Union européenne a fait avec le Global Gateway, puis que nous avons porté en G7 avec le Partenariat mondial pour les infrastructures et 600 milliards d'euros qui seront déployés d'ici 2027. Ce sont des leviers de financement massif, mais c'est aussi un cadre qui est celui du G20 que nous déployons qui est un cadre de sérieux, de soutenabilité, du financement public de ces infrastructures. C'est pour cela qu'il faut aussi voyager ensemble, parler ensemble, agir ensemble, et à chaque fois que nous avons mobilisé cet axe euro-africain, nous avons été à la hauteur de nos promesses.

Enfin, nous avons des atouts à faire valoir. La force d'innovation de nos PME, notre recherche et notre excellence scientifique, nos universités, notre formation militaire, nos artistes, nos sportifs, nos jeunes qui s'engagent dans le volontariat, et parmi eux, comme je le disais, nos diasporas. Chacun de vous ici se reconnaîtra dans cette liste.

Alors, la bonne nouvelle, c'est qu'au fond, c'est vous davantage que le Président de la République qui êtes attendus en Afrique et c'est le message qui a été très clairement donné au Sommet de Montpellier. C'est aussi le message que j'ai entendu partout en Afrique et encore en juillet dernier en dialoguant avec de jeunes camerounais. Plusieurs d'entre vous ont été à mes côtés. Tous ont la même interpellation. Où est la jeunesse française dans ce partenariat ? Où sont les écoles et les universités françaises ? Pourquoi les entrepreneurs français n'investissent-ils pas encore davantage ? Pourquoi l'équipe de France de football et les clubs français vont-ils jouer partout dans le monde, sauf en Afrique ? Pourquoi les musées français ne travaillent pas davantage avec nous ? C'est aussi pour ça que vous serez à mes côtés car seul, je n'ai pas les réponses à ces interpellations. Et donc c'est une réponse crédible, effective qu'il faut apporter et dans la durée. Et cette réponse nous l'apporterons et c'est aussi pourquoi je crois que ce que nous poursuivons depuis 6 ans est très important, pas simplement pour nos intérêts en Afrique et je le crois modestement aussi pour nos réponses à ce que sont les défis du continent africain. Comme ce que nous ferons par exemple à Libreville, on y reviendra sans doute dans les questions, sur la question climatique et biodiversité et les forêts. Mais je crois que c'est important pour la France. Nous réussirons ce nouveau partenariat si nous assumons la part d'africanité de la France. Le rôle et la place de nos diasporas. Et si nous assumons le fait que la France n'a plus de pré carré en Afrique, elle a des devoirs, des intérêts, des amitiés qu'elle veut bâtir, poursuivre, renforcer pour mener des politiques solides dans chacun des domaines que vous représentez ici.

Voilà le sens de ce déplacement et des efforts que nous allons conduire dans les 4 années à venir : assumer nos intérêts, les promouvoir, mettre en place des liens humains plus forts au cœur de ce partenariat, renforcer le lien avec les sociétés civiles et bâtir ensemble un agenda sur les questions climatiques, d'éducation et de santé qui sont bonnes pour nous tous. Des liens économiques, scientifiques, universitaires, culturels, sportifs.

Je n'ai pour ma part aucune nostalgie vis-à-vis de la Françafrique, mais je ne veux pas laisser une absence ou un vide derrière elle. Autant que moi et surtout au-delà de ma propre contribution, vous serez le cœur de ce partenariat et votre propre engagement donnera tout son sens au choix politique que nous avons fait avec notre Parlement de rehausser et sanctuariser cette politique de partenariat avec, là aussi, des financements inédits. Cette politique n'est pas une politique d'instrument désincarné, c'est une politique de solidarité, c'est une politique aussi pour les Français, c'est une politique qui doit nous permettre de trouver des partenaires, des alliés pour peser sur les équilibres du monde. Et c'est aussi pour cela, si nous réussissons cette politique, si nous réussissons en juin prochain ce sommet pour le nouveau partenariat entre le Sud et le Nord, que nous

arriverons à conjurer ce grand récit qui est en train de s'installer, celui d'un double standard qui existerait entre l'Ukraine et le reste du monde, dont l'Afrique. Celui, au fond, d'une division, comme je le disais, entre l'Occident et le Grand Sud. Si on laisse s'installer ce récit ou en quelque sorte si on le documente, pour un pays comme le nôtre, ce sera terrible. Parce que, comme je le disais au début de mon propos, nous avons des destins liés par ce que nous sommes, par ce qu'est le peuple français, par ce qu'est notre géographie et notre avenir.

Je vous remercie pour votre attention. Je vais maintenant répondre à toutes vos questions. Peut-être d'abord prendre les questions de journaliste et s'il y a des questions de la délégation, j'en prendrai aussi, même si je compte surtout sur votre mobilisation.

# LE GEL DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT AMÉRICAINE : LES ONG EN CRISE ?

Didier Le Bret, Peggy Pascal, Marion Péchayre, Thomas Ribémont

**Avec le retour au pouvoir de Donald Trump, l'administration américaine a quasiment supprimé son aide publique au développement (USAID), entraînant d'autres bailleurs de fonds, institutionnels comme privés, dans cette spirale. Alors que s'ouvre une ère de repli nationaliste, quel modèle économique et organisationnel les acteurs de la solidarité internationale doivent-ils désormais adopter pour survivre ?**

Fermetures de programmes vitaux, licenciements d'acteurs essentiels, rupture de partenariats et de liens de confiance établis sur des décennies : ces coupes budgétaires ont complètement déstabilisé le secteur de la solidarité internationale et les ONG en général qui, par habitude, parfois par facilité, s'étaient longtemps reposées sur ce type de financements.

Au-delà des ONG et des acteurs diplomatiques habitués à collaborer avec elles au quotidien, la décision américaine a d'ores et déjà des conséquences dramatiques pour les populations qui bénéficiaient des programmes qui viennent d'être interrompus.

S'il y a urgence à sauver ce qui peut l'être, ce bouleversement pose une question de long terme : alors que s'ouvre une ère de repli nationaliste, quel modèle économique et organisationnel les acteurs de la solidarité internationale doivent-ils désormais adopter pour survivre ?

Avec la participation de :

- **Didier Le Bret**, directeur de l'Académie diplomatique et consulaire du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères ;
- **Peggy Pascal**, cofondatrice de la Cause et présidente du Groupe URD (Urgence, Réhabilitation, Développement) ;
- **Marion Péchayre**, directrice d'études au Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires de la Fondation Médecins sans frontières.

Le débat sera animé par **Thomas Ribémont**, président d'honneur d'Action contre la faim et expert associé à la Fondation Jean-Jaurès.

[Enquête. La « disparue du sapin de Noël », dernier puzzle macabre de Fourniret](#) > ✕

[Actu](#) > [Île-de-France](#) > [Val-d'Oise](#) > [Herblay-sur-Seine](#)

## Herblay-sur-Seine : Jean-Christophe Crespel, la solidarité internationale en bandoulière

Le directeur de l'ONG International Impact s'est vu remettre au Sénat la médaille de vermeil par la Société d'encouragement au progrès.



Jean-Christophe Crespel.

Par [Daniel Chollet](#)

Publié le 17 nov. 2023 à 17h00 ; mis à jour le 17 nov. 2023 à 19h24

Une reconnaissance dans les salons feutrés du Sénat, où il s'est vu remettre, mercredi 8 novembre, la médaille de vermeil par la [Société d'encouragement au progrès](#).

Jean-Christophe Crespel, âgé de 51 ans, natif de [Dunkerque](#) et habitant d'[Herblay-sur-Seine \(Val-d'Oise\)](#) a consacré sa vie et sa carrière à l'engagement solidaire et particulièrement la logistique, l'humanitaire et le volontariat tant en France qu'à l'international.

Il s'était fait connaître du public en 2022, lorsqu'il avait médiatisé [son voyage, baptisé l'Odyssebus, dans un bus à impériale](#), l'ancien bus de la tournée d'un certain [Johnny Hallyday](#), reconverti en véhicule écolo.

Un voyage en famille, à travers l'Europe. Doté de panneaux photovoltaïques, le Bulysse pouvait récupérer l'eau de pluie, désaliner l'eau de mer et roulait au gasoil issu de déchets plastiques !

Un road trip « solidaire » et « eco-responsable », reconnu par le ministère de la transition écologique, pour le directeur de l'Ong International Impact, parti durant quatorze mois, avec sa femme et ses cinq enfants (âgés de 7 à 16 ans), faire le tour des partenaires européens de son organisation. International Impact accompagne en effet les associations, les donateurs et les Ong dans leurs actions solidaires.

C'est en 2001 que Jean-Christophe Crespel crée l'association Nomades en line et l'Ong Tour du monde humanitaire. Diplômé de l'Edhec Business school (une grande école de commerce) puis Harvard (à Boston), passé par l'école des officiers de Saint-Cyr et aujourd'hui admis à Institut national du service public (ex-Ena), Jean-Christophe Crespel fonde en 2003 [Ecuasol, une Ong franco-équatorienne](#), d'abord dédiée aux enfants défavorisés d'un bidonville au nord de Quito, avant de se déployer dans tout le pays.

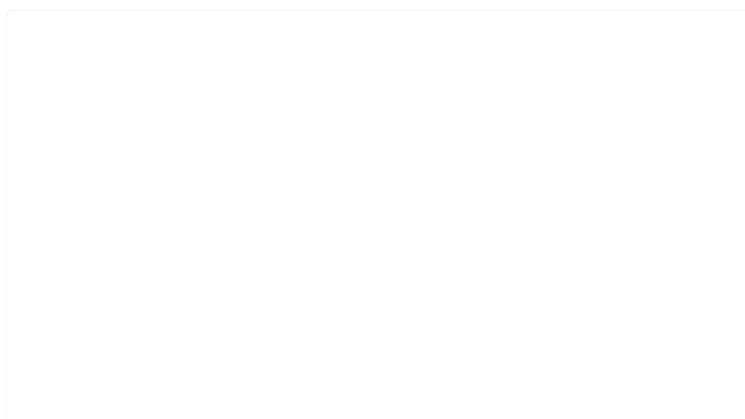
Professionnellement, il passe dix années au sein de Geodis, premier logisticien français avant d'entrer à Action contre la faim en 2005, où il met en place un dispositif d'intervention en urgence qui sera utilisé pour le séisme en Haïti en 2010 et le cyclone Haiyan aux Philippines.

Deux ans plus tard, il rejoint la [Guilde européenne du raid](#) comme directeur du développement, où il déploie le volontariat international et le service civique à l'international, puis participe à la création de [France Volontaires, avec d'autres représentants d'Ong](#). Son travail l'amènera d'ailleurs à participer à la préparation des textes fondateurs du service civique. En 2014, après l'invasion de Mossoul par l'État islamique, il met en œuvre le financement et les ressources de Radio Al Sala (Rado de la paix) et les Écrans de la paix en Irak.

Il crée [International Impact](#) en 2017. Directeur général de cette Ong, consultant, il enseigne l'urgence, la solidarité internationale et la logistique humanitaire dans des écoles de commerce, d'ingénieurs et d'agronomes, mais aussi pour des organisations onusiennes et des Ong. Un parcours « exceptionnel » pour cet « entrepreneur social en série ».

À titre personnel, il a même donné un rein à son neveu atteint d'une maladie grave !

*Suivez toute l'actualité de vos villes et médias favoris en vous inscrivant à [Mon Actu](#).*





**RETRAITES**  
LA COLÈRE  
DE PATRICK  
MARTIN,  
LE PATRON  
DU MEDEF

Pages 22-23



**RACHIDA DATI**  
À PROPOS DE C8

"LES  
TÉLÉSPECTATEURS  
INJUSTEMENT  
PRIVÉS D'UN MÉDIA"

Pages 10-11



**Cérémonie  
des César**

La grand-messe  
du cinéma français  
fête ses 50 ans.  
Rétrospective

Pages 42-43

**ÉVÈNEMENT** MOHAMED AMRA ARRÊTÉ EN ROUMANIE APRÈS NEUF MOIS DE CAVALE Page 18

# Le Journal du Dimanche



## SCANDALE

# Les milliards engloutis de l'aide aux pays étrangers

# 15

**MONTANT ANNUEL  
DE L'AIDE PUBLIQUE  
AU DÉVELOPPEMENT**

# MILLIARDS

**ALGÉRIE, JORDANIE,  
SÉNÉGAL, TCHAD...  
CES DÉLIRES  
QUE FINANCENT  
VOS IMPÔTS**



## L'événement

GABEGIE

# Dans les entrailles de l'aide publique au développement

**TENTACULAIRE** Difficile d'y voir clair dans l'organisation de cette aide publique au développement qui implique de nombreux acteurs, beaucoup d'aides différentes... et énormément d'argent

**L**a gauche en voudrait toujours plus, Emmanuel Macron la plébiscite et les droites voudraient la restreindre. Mais qu'est-ce que l'aide publique au développement (APD) ? L'ensemble des financements d'organismes publics vers des pays bénéficiaires listés par l'OCDE. Entre 2017 et 2022, Emmanuel Macron a fait passer l'APD française de 10 à 15 milliards d'euros. Et si les récentes difficultés budgétaires ont imposé une baisse, elle n'est prévue que temporairement. En octobre dernier, le député RN Guillaume Bigot rendait un rapport parlementaire détaillé sur le sujet, appelant déjà à réexaminer une aide « illisible, coûteuse et peu efficace ». Depuis, Donald Trump a annoncé la suspension des activités de l'agence américaine, le temps d'examiner ses dépenses. De quoi relancer le débat.

C'est ce qu'a fait l'eurodéputée de Reconquête Sarah Knafo cette semaine sur le plateau de CNews : « On ne prend pas la mesure de ce que c'est, de prendre l'argent dans la poche des Français pour l'envoyer au monde entier. » Le ministre chargé des partenariats internationaux, Thani Mohamed-Soilih, a immédiatement dénoncé des « manipulations grossières ». En reprenant l'exemple de la Chine contre lequel Sarah Knafo s'était notamment insurgée, le ministre a affirmé que la France n'y dépensait pas d'argent public, puisqu'elle « prête au taux du marché ». Quelques heures plus tard, c'est l'Agence française de développement

(AFD) qui critiquait à son tour « un flot d'informations non vérifiées ». Si la discussion est aussi difficile, c'est que l'APD se déploie de façon tentaculaire, en impliquant une myriade d'acteurs et différentes catégories d'aides.

Concrètement, quels en sont les acteurs ? Les ministères de l'Europe et des Affaires étrangères... de l'Économie, de l'Éducation et de la Recherche... mais également des établissements publics comme l'AFD, ainsi que les collectivités locales... Le tout sans compter l'échelle européenne à laquelle la France contribue évidemment. En France, le principal chef d'orchestre de la distribution des aides s'appelle donc l'AFD. Un organisme qui agit à la fois comme une banque quand il s'agit de financer des projets par des prêts, et comme une agence qui attribue également des

MONASSE THIERRY/ANBZ/BACKA; KARIM ABOU RIHAL/HP/SPA



Sarah Knafo.

Thani Mohamed-Soilih.

subventions pour le compte de l'État français. Voilà le nœud du débat entre Sarah Knafo, le ministre et l'AFD cette semaine. Mais si cette dernière a principalement réagi sur la question des prêts, cela n'épuise pas le sujet. L'agence indique elle-même la répartition des aides dans sa communication : en 2021, les dons ont représenté 88,1 % de l'APD mondiale, le reste relevait des prêts. En France, l'aide publique au développement française bilatérale (directement d'un pays à un autre) était sous forme de dons à 64,8 %.

Et si la passe d'armes de la semaine s'est concentrée sur la Chine, l'exemple n'épuise pas non plus – loin de là – la réalité de l'APD. Est-il vrai que l'AFD a des projets en Chine ? Oui. Est-il vrai que les prêts se font au taux du marché ? Oui. Mais la France y gagne-t-elle vraiment ? Pas sûr, pour deux raisons : d'abord parce que pour prêter de l'argent, la France surendettée est obligée... d'en emprunter. L'intérêt des pays émergents est évident : la France peut obtenir un taux plus intéressant qu'eux. Ensuite, l'avantage économique vanté par l'AFD – cela profiterait à des entreprises françaises – n'est pas si simple : l'OCDE interdit en effet de « lier » l'aide au développement à la préférence pour des biens

ou des services français... Résultat, la Chine – elle – privilégie ses entreprises. Voilà pourquoi le ministre peut affirmer que la Chine ne bénéficie pas directement, via l'aide au développement, d'argent public.

Et pour le reste ? Plusieurs autres pays ont recours à des prêts, plus ou moins bonifiés. En clair, la France prête une somme d'argent qu'elle a elle-même emprunté à un taux préférentiel, à des pays qui peinent à emprunter – malgré une meilleure situation économique. Pourquoi considérer ces prêts comme de « l'aide » ? Parce qu'avec un taux préférentiel, le prêt coûte au prêteur : la différence au moment du remboursement est comptabilisée comme « aide publique au développement ».

Mais la critique ne s'arrête pas là, contrairement à la défense : l'aide s'exerce parfois dans des projets illisibles et impossibles à contrôler, mais surtout sans discrimination dans des pays parfois hostiles, peu coopératifs en matière d'immigration, ou largement réputés pour leur corruption... Le tout avec une efficacité... difficile à mesurer objectivement. Concernant l'aide « multilatérale » – un tiers de l'aide globale (l'argent est donné à des institutions telles que la Banque mondiale, les agences des Nations unies ou divers fonds) –, la Cour des comptes s'est montrée très critique, dénonçant des structures sans contrôle ni transparence dans lesquelles 25 millions d'euros ont été investis en six ans... Concernant l'aide « bilatérale », cela dépend évidemment de projets.

Pour sa défense, l'AFD évoque des indicateurs concrets comme les taux de vaccination ou de scolarisation. Mais comment contrôler l'efficacité de projets ou d'études sur le genre, l'égalité homme-femme ou la décarbonation, par exemple ? Sur son site, l'AFD reconnaît qu'il est « globalement difficile d'évaluer l'impact de l'aide publique au développement ». Elle cite seulement trois chercheurs de l'université de Copenhague qui ont calculé, en 2010, que cette aide contribuait à un point de croissance supplémentaire dans les pays en développement. Depuis 2010, personne n'a donc cherché à en savoir plus sur cette aide qui représente, à l'échelle mondiale... quelque 223 milliards de dollars. Le temps est-il venu de le faire ?

**L'aide s'exerce parfois dans des projets impossibles à contrôler**

## TRUMP DÉCLARE LA GUERRE À L'USAID

Un « nid de vipères ». L'expression, signée Elon Musk, illustre l'offensive des partisans de Trump contre l'Usaid, l'agence américaine chargée de l'aide au développement. Accusée d'être devenue un État dans l'État, un bastion du wokisme, et d'avoir trahi sa mission initiale – défendre les intérêts américains –, l'Usaid est dans le viseur : suspension des aides pour 90 jours, congé administratif généralisé pour ses 10 000 employés et lancement d'un audit d'envergure. Un tsunami dans cet instrument clé du soft power américain, dont le budget annuel s'élève à 44 milliards de dollars.

L'Usaid, créée en pleine guerre froide pour contrer l'influence soviétique, fut

longtemps un levier diplomatique stratégique de Washington. Mais son évolution suscite des oppositions. Budgets opaques, projets controversés, financements hors de contrôle : subventions pour des chirurgies de réassignation de genre au Guatemala, financement d'un opéra transgenre en Colombie, séminaires sur l'identité de genre à Édimbourg... En Afrique, l'agence aurait dépensé un demi-milliard de dollars pour des campagnes de sensibilisation au changement climatique, ou financé des organisations LGBT en Ouganda.

Pour ses contradicteurs, l'Usaid est devenue une enclave progressiste imperméable à toute remise en question. Un

rapport explosif de la Heritage Foundation dénonce une dérive accélérée sous Biden, transformant l'agence en bastion du militantisme. En interne, les tensions sont vives : en 2020, un millier d'employés ont signé un manifeste en soutien à Black Lives Matter, dénonçant le supposé « racisme systémique » de l'organisation.

Face à ces dérives, Trump entend reprendre le contrôle. Il a confié à Marco Rubio, secrétaire d'État, la mission de remettre l'Usaid au pas. Son plan est clair : recentrer l'agence sous l'autorité du département d'État et purger ses influences idéologiques. ●

JULES TORRES

CHARLOTTE D'ORNELLAS

# L'événement



Guillaume Bigot à l'Assemblée nationale, le 10 juillet dernier.

QUENTIN DE BROUEN/PHOTOS LUCIALAF

## “Le moratoire est absolument indispensable”

**ALERTE** Le député RN Guillaume Bigot a mené une mission pour avis budgétaire, au nom de la commission des affaires étrangères, au sujet de l'Aide publique au développement (APD). Un rapport rendu en octobre dernier à l'Assemblée nationale

### INTERVIEW

**L'APD, en France, apparaît tentaculaire. Quel est le rôle de l'Agence française de développement (AFD) ?**

Quiconque se penche sur l'APD offerte par la France ne peut qu'être frappé par son inextricable complexité, produite par une technocratie dont on se demande parfois si elle ne cherche pas à brouiller les pistes. Une partie de cette aide est réalisée sous forme de dons et une autre sous forme de prêts. Ces prêts ou dons sont dirigés vers des États étrangers – aide bilatérale – ou versés à des organisations internationales – aide multilatérale. L'AFD (et ses filiales) joue un peu le rôle d'un chef d'orchestre, à la fois privé et public, tant pour le compte des ministères français que de nombreuses organisations internationales. C'est à la fois un guichet d'aides publiques, mais aussi une banque qui lève des fonds privés pour financer des opérations avec des entreprises. Cette seule définition laisse entrevoir un système tentaculaire, voire magmatique. Si l'on ajoute que la France aide, chaque année, 271 organisations internationales et 150 pays au moyen de prêts ou dons, on conçoit que la Cour des comptes elle-même peine à s'y retrouver.

**Y a-t-il une idéologie identifiable ou un parti pris dans la distribution de cette aide ?**

Le discours colonialiste s'est également renversé, nous estimant respon-

sables – et comptables – des fléaux qui ravagent certains pays. Au départ très axée sur nos anciennes colonies et sur les pays les plus pauvres, l'APD s'est teintée d'idéologie mondialiste en se déployant « tous azimuts ». En son nom, on aide le développement du secteur privé (entreprises), des pays avec lesquels nous n'avons que peu de liens ou qui n'en ont pas besoin, voire des pays hostiles. Cette mondialisation se traduit également par une montée en puissance des contributions multilatérales dans l'APD française. Les aides que nous servons via l'Union européenne ou des fonds globaux (Fonds vert pour le climat, Fonds mondial contre le sida) représentent 43 % de notre aide globale. Depuis 2017, ce sont 25 milliards. Et 72 % de ces financements sont des contributions volontaires : une anomalie ruinieuse voulue par Emmanuel Macron pour compenser la baisse de nos apports aux organisations internationales (en raison de la diminution relative du PIB français).

**C'est donc la mondialisation qui prévaut.**

On peut considérer que cette logique de financement des grandes causes mondiales (égalité de genre, lutte contre le réchauffement climatique...) vise à préserver une mondialisation qu'on refuse obstinément d'interroger : on préfère organiser une sorte de charité mondiale pour corriger certains de

« Nous avons cherché à comprendre l'origine de ces flux financiers »

ses effets. C'est pour ça que l'on nous parle de « biens publics mondiaux », comme le climat. Soyons concrets : le Brésil ou l'Indonésie, pays souverains, déforestent sans relâche, pour le plus grand profit des multinationales qui les aident à le faire. Mais, en bout de chaîne, c'est le citoyen français que l'on culpabilise en lui réclamant de l'argent pour replanter les forêts primaires.

**Comment s'articule l'échelon européen pour la France ?**

Cette aide publique européenne nous coûte de plus en plus cher (presque 3 milliards) pour des résultats encore plus décevants que l'APD française. Dans deux rapports successifs, la Cour des comptes européenne a épinglé cette catastrophe mais les budgets augmentent toujours. Les magistrats européens ont, par exemple, dénoncé la livraison de 250 chameaux à la Mauritanie pour lutter contre le djihadisme ou l'achat de mixeurs électriques pour des écoles africaines... privées d'électricité.

**De quel argent parle-t-on exactement ?**

Dans le cadre de notre mission pour avis budgétaire, nous avons justement cherché à comprendre l'origine et la destination de l'ensemble de ces flux financiers. C'est extrêmement délicat. En tant que député, il ne m'a pas été possible de disposer d'une cartographie exhaustive de tous les flux entrants et sortants gérés directement ou indirectement par les ministères et par l'AFD. Notons d'ailleurs que l'AFD est passée de la 28<sup>e</sup> à la 35<sup>e</sup> place dans la classe-

ment international sur la transparence des agences de développement.

**L'AFD se défend en évoquant l'existence de prêts, en plus des dons. Mais il y a un risque quand même, écrivez-vous...**

Au total, les prêts réalisés par l'AFD pèsent 50 milliards, dont 9,7 milliards vers des pays à risque. Dans mon rapport, j'ai révélé que l'administration s'était volontairement rendue minoritaire au sein des organes de gouvernance de l'AFD afin que la dette de cet organisme ne grève pas celle de la France. Pourtant, en cas de défaut, c'est le contribuable français qui sera appelé.

**Pourquoi écrivez-vous une APD difficile à évaluer ?**

Premièrement, la fragmentation est ahurissante : une myriade d'acteurs – ministères, agences internationales – dispersent les fonds sans réelle coordination et ces fonds passent par d'innombrables canaux. Deuxièmement, les indicateurs de performance sont soit inexistant, soit tellement vagues qu'ils sont dérisoires. Cela fait des années que le législateur exige des indicateurs et la réunion d'un organisme de contrôle. C'est encore en travaux. Lorsque je me suis rendu aux Comores, j'ai constaté que l'ambassadeur avait peu de prises sur les opérations pilotées par l'AFD et ses filiales. Je serais curieux de savoir si nos ambassadeurs notent les agents de l'AFD comme ils sont censés le faire ?

**On défend parfois l'APD comme un moyen de lutte contre l'immigration illégale. Est-ce efficace ?**

Les montants dédiés représentent moins de 1 % de notre aide globale et ces versements ne sont assortis d'aucune contrainte. D'ailleurs, l'OCDE refuse de comptabiliser toute aide exigeant de la part du bénéficiaire des résultats en matière de maîtrise des flux migratoires. Surtout, le lien qui peut nous sembler intuitif entre développement économique et réduction de l'immigration ne l'est pas. L'amélioration de la situation économique donne parfois aux populations les moyens de rémunérer un passeur ou d'acheter un téléphone portable, ou encore d'acquiescer des compétences ou des diplômes leur permettant de partir.

**Plus largement, vous dénoncez une France incapable de défendre ses intérêts. Pourquoi ?**

*Primo*, nous faisons tout pour invisibiliser notre aide, en privilégiant l'aide multilatérale plutôt que bilatérale mais aussi en étant presque gêné d'en assurer la publicité. *Secundo*, nous finançons souvent n'importe quoi, des projets ne correspondant pas à la réalité ou à la culture du pays et souvent irréalistes ou fantaisistes. *Tertio*, lorsque nous finançons des projets utiles, ce sont souvent des entreprises étrangères qui en bénéficient. *Quarto*, notre aide manque cruellement de conditionnalité. Nous continuons par exemple à verser des fonds à des pays refusant de coopérer ou nous étant hostiles.

**Pensez-vous qu'il faille engager un moratoire comme les États-Unis ?**

C'est indispensable. Ce moratoire doit exclure les aides contractuelles pour ne pas décrédibiliser la signature de la France et celles qui relèvent de l'urgence. Pour le reste, il faut vigoureusement appuyer sur « pause ». Nous économiserions immédiatement plusieurs milliards dont nous avons tant besoin en métropole comme en outre-mer. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR CHARLOTTE D'ORNELLAS

# L'événement

## AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT (AFD)

# Exemples de subventions distribuées dans le monde

**GESTION** Parfois pertinents, ils sont aussi ubuesques, difficiles à décrypter, idéologiques, obsédés par le « genre », impossibles à évaluer... On trouve de tout dans les projets financés par l'AFD. Liste non exhaustive de ses dons à travers le monde, sous forme d'aides bilatérales ou multilatérales

(Tous les chiffres sont donnés en euros)

**350 000**

### MADAGASCAR

Réduire les violences de genre au sein des collèges par la pratique du rugby

Dans une île où 80 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, l'AFD finance un projet pour « réduire les violences de genre au sein des collèges par la pratique du rugby ». C'est l'association Terres en Mêlées qui a hérité de la somme, pour un projet en trois phases. Phase 1, de janvier 2024 à décembre 2026 : déconstruction des stéréotypes de genre, notamment par le biais de « vingt professeurs d'EPS ». Une « étude comportementale » est prévue sur 200 élèves avec un but : que « 90 % de collégiennes développent l'esprit de sororité ». Phase 2 : prise en charge des victimes de « violences basées sur le genre ». Phase 3 : que l'association atteigne l'autonomie.

Bien que d'utilité publique, le projet de lutte contre le criquet pèlerin, qui ravage les cultures, comporte de nombreuses zones d'ombre.

**700 000**

### ALGÉRIE, TUNISIE

Jeunesse et pouvoir d'agir (2024-en cours)

Gouvernance citoyenne, inclusivité, promotion de la jeunesse... Ce sont les mots-clés associés à la subvention léguée par l'AFD à l'ONG Migration-Citoyenneté-Développement (Grdr). Le but est plus que vague : pallier les « difficultés rencontrées par la jeunesse en Tunisie et en Algérie ». Les outils le sont aussi : mise en place d'une « insertion intégrale » d'ordre économique, citoyen ou climatique, dédiée aux jeunes des deux pays du Maghreb. Plus concrètement, l'AFD espère la création d'un tissu associatif à « échelle locale », qui intégrerait 600 à 800 jeunes, à l'issue du projet censé durer trois ans.

**3 MILLIONS**

### ALGÉRIE, BURKINA FASO, LIBYE, MALI, MAROC, MAURITANIE, NIGER

Recherches sur le criquet pèlerin

C'est une aide multilatérale accordée à l'agence spécialisée de l'Onu pour l'alimentation et l'agriculture (Fao), via sa commission de lutte contre le criquet pèlerin. Une somme versée pour « améliorer la sécurité alimentaire et préserver la santé humaine, animale et des écosystèmes », menacés par cet insecte invasif qui s'attaque aux cultures agricoles. Objectif louable... mais l'application du projet reste néanmoins vague, décrite comme autant « d'activités de recherche opérationnelles ». La note de communication d'opération de l'AFD ne donne aucune autre information. Le rapport indique seulement que le financement est divisé en deux parties : deux millions pour la gestion du projet, auxquels s'ajoute un million « en appui au plan régional d'urgence face à la menace acridienne ». Les « effets attendus » sont tout aussi flous : « En améliorant les connaissances sur l'évolution des dynamiques de populations de criquets en lien, il permettra d'assurer de la pertinence des moyens de prévention, notamment dans le cadre du changement climatique. » Le 13 mai 2024 signalait la fin du projet... Depuis, aucune nouvelle sur l'avancement de la lutte antiacridienne.

**1,2 MILLION**

### SÉNÉGAL

Insertion socioprofessionnelle des jeunes filles et garçons talibés dans les zones périurbaines

Le Secours islamique France bénéficie depuis 2020 d'une subvention pour le Sénégal. L'objectif : « La formation et l'insertion socioprofessionnelle des jeunes filles et garçons talibés [étudiants, NDLR] dans les zones périurbaines. » En d'autres termes, une subvention prévue pour les élèves des écoles coraniques traditionnelles, dites non formelles. Ces établissements, souvent très précaires, ne sont pas reconnus officiellement par l'Etat sénégalais. Le projet envisage donc une aide à des élèves « peu pris en compte par les politiques publiques ». Bilan temporaire ? « Un modèle d'inclusion accessible et spécifique défini » ; « au moins 210 de ces jeunes talibés sont réinsérés.e.s » (sic) ; « au moins 210 des jeunes ciblés considèrent que leurs avis sont pris en compte et intégrés dans les politiques publiques des collectivités. » Un bilan dont l'objectivité repose donc sur leur « considération ».



# L'événement

## 21,5 MILLIONS

### TCHAD

**Développement inclusif des zones d'accueil pour les réfugiés (2018-2022)**

Si les autorités tchadiennes ont récemment mis fin au partenariat militaire avec l'armée française, l'AFD continue à opérer dans le pays. En 2018, en partenariat avec l'Union européenne, l'AFD a octroyé cette subvention au projet « Diza », qui vise à réintégrer les centaines de milliers de réfugiés déplacés au Tchad dans une économie locale « inclusive ». Avec diverses missions : partenariats entre acteurs privés et publics, amélioration de l'accès aux services sociaux de base pour les migrants, lutte contre les tensions intercommunautaires... Depuis le début du projet, en 2018, plus de 500 000 nouveaux migrants sont venus s'installer au Tchad.

## 637 000

### LIBAN

**Lutte contre l'insécurité menstruelle et promotion de l'autonomisation économique (en cours)**

Dans la région du Akkar, dans le nord frontalier de la Syrie, la situation économique et sécuritaire est catastrophique. Les réfugiés syriens sont nombreux à y vivre dans des conditions déplorables et la plupart des infrastructures libanaises sont dans un état pitoyable. Mais l'AFD a choisi de financer un projet de lutte contre « l'insécurité menstruelle » des femmes libanaises. La subvention a été versée à l'ONG française Plan international France, spécialisée dans le droit des femmes. Les financements de l'AFD ont ainsi permis la mise en place d'une production locale de serviettes hygiéniques ainsi que la « sensibilisation de plus de 4 000 jeunes femmes » à la santé sexuelle, la menstruation et à... « l'égalité des genres ». Un soutien financier justifié par l'objectif de « l'indépendance économique et la santé menstruelle des adolescentes et des femmes », tout en contribuant à « faire évoluer les pratiques et mentalités autour de la menstruation et des normes de genre néfastes ».

## 1,2 MILLION

### ÉGYPTE

**Aide psychiatrique pour les migrants... (2019-mentionnée en cours)**

C'est l'ONG Médecins du monde qui a bénéficié de la subvention pour « l'accès aux services de santé mentale et soutien psychosocial » ainsi que la « détection du handicap pour les migrants et les populations hôtes les plus vulnérables en Égypte ». Pour atteindre ses objectifs, le projet prévoit entre autres « le renforcement des capacités du personnel des centres de soins de santé primaire », « des ateliers de travail avec les migrants sur les mécanismes de protection », « la formation de mères d'enfants en situation de handicap » ou encore des « actions de plaidoyer ». Des actions sans doute légitimes en Égypte, mais avec un argent français qui manque dans le système de santé mentale... français, promu grande cause nationale pour l'année 2025. En janvier dernier, le Comité consultatif national d'éthique (CCNE) alertait en effet sur un « déni d'une situation extrêmement grave ». Un constat illustré en chiffres par un rapport parlementaire de décembre 2024 : « Le système de soins psychiatriques français a connu une perte nette de 7 000 places de temps complet entre 2008 et 2022. »



GRDR

## 1,3 MILLION

### NIGER, BURKINA, CÔTE D'IVOIRE, BÉNIN, SÉNÉGAL

**Droits à la santé sexuelle et reproductive (2019-en cours)**

Dans la bande sahélienne, au Niger, la France a été expulsée du pays en août 2023. Après un coup d'État, une junte militaire a pris le pouvoir et a fait de la France son ennemi n° 1. Pour autant, l'Agence française d'aide au développement ne s'est pas retirée du pays et continue de financer plusieurs projets d'importance. Construction d'une centrale photovoltaïque, subventions à des projets agricoles ou pastoraux, l'AFD est également impliquée dans des projets favorisant l'accès à l'avortement et à la contraception, pour plus d'un million d'euros. Au Niger, c'est l'ONG féministe Equipop, qui « place l'approche du genre au cœur de ses actions », qui a reçu le soutien financier de l'AFD.

## 200 000

### LA CIMADE

**Agir pour une meilleure protection des droits des migrants (2019-en cours)**

Au Sénégal, aux Comores et au Suriname, l'Agence française d'aide au développement subventionne l'ONG La Cimade, régulièrement accusée de soutenir l'immigration illégale en France. Intitulé « Agir pour une meilleure protection des droits des migrants », le projet aux contours assez flous « entend travailler aux enjeux et modalités fondamentaux de cette protection le long des parcours migratoires ». La Cimade encadre ainsi le collectif africain Loujina-Toukarakanké, qui a comme spécificité de venir en aide aux migrants africains pour effectuer leur traversée. Au Suriname et aux Comores, aucun partenaire n'a pour le moment été identifié.

## 151 MILLIONS

**Dont une part de « prêts »**

**JORDANIE  
Des budgets non genrés (2022-en cours)**

L'AFD accompagne le royaume de Jordanie dans la mise en place d'une « budgétisation sensible au genre ». Sur son site internet, l'agence mentionne un prêt souverain, mais également des subventions pour ce faire. L'objectif ? Sensibiliser les acteurs économiques et institutionnels jordaniens à la question de « l'égalité des genres » et à une meilleure mixité dans le recrutement. Sans que des mesures concrètes soient mentionnées, l'AFD établit un but difficile à saisir : « La pleine prise en compte des inégalités de genre à toutes les étapes de la chaîne budgétaire et concilier, aligner et ajuster la double approche « positive » et « intégrée », autant de marqueurs de la démarche BSG (Budgétisation sensible au genre) en Jordanie. »

## 1,7 MILLION

### AFRIQUE ET CAUCASE

**Protection holistique des minorités sexuelles et de genre (2024-en cours)**

C'est l'ONG Agir ensemble pour les droits humains qui a écopé de la subvention pour favoriser l'inclusion des minorités sexuelles dans le Caucase ou en Afrique. Comment ? En finançant des organisations représentatives des « minorités sexuelles et de genre », en favorisant des programmes d'inclusion, en mettant en place des événements culturels, médiatiques et artistiques afin de sensibiliser au sort des communautés LGBTQIA+. En plus de l'ONG bénéficiaire, l'AFD précise s'appuyer sur des associations partenaires comme Urgence homophobie, Cœur arc-en-ciel ou encore la Fondation Le Refuge. Conçu pour une durée de 30 mois, le programme espère ouvertement réussir à « renforcer l'influence dans les processus internationaux des organisations représentatives des minorités sexuelles ». ●

PHILIPPINE FARGES  
ET GEOFFROY ANTOINE



## L'EXEMPLE DES COMORES 250 MILLIONS D'EUROS EN 26 PROJETS

En 2019, des accords dits de « coopération » étaient signés entre la France et le gouvernement des Comores : en l'occurrence, l'enjeu était migratoire. La France investissait 150 millions d'euros via l'aide au développement, en échange de quoi le gouvernement comorien s'engageait à lutter contre l'immigration illégale qui submerge l'île française de Mayotte. Depuis, le budget a augmenté pour atteindre 250 millions d'euros, répartis entre vingt-six projets et dix secteurs d'intervention. Santé, écoles, eau, infrastructures, gouvernance, appui à différents ministères, mise en place d'une assurance maladie généralisée... Soit exactement ce dont manquent les Mahorais voisins, répète régulièrement la députée mahoraise Estelle Youssouffa (LIOT) qui appelle à restreindre cette aide au développement.

Pourtant les autorités se félicitent d'une réussite, expliquant que les Comores empêchent le départ de 8 000 personnes par an vers Mayotte. Une goutte d'eau alors que 40 points de départ sont recensés et que le chef régional de l'Insee déclarait l'année dernière qu'à Mayotte, « près d'un habitant sur deux est de nationalité étrangère, soit 48 % de la population totale, et 95 % de ces étrangers sont Comoriens ». Depuis, non seulement le gouvernement comorien parle ouvertement de « la soi-disant appartenance de l'île de Mayotte à la France », niant ainsi la souveraineté de la France sur son territoire, mais Guillaume Bigot évoque dans son rapport l'existence d'un cercle vicieux du « chantage à l'aide ». Maintenant qu'elle est en place, son retrait entraînerait des départs massifs, menacent les autorités comoriennes. Autorités d'un pays malheureusement connu pour sa corruption endémique... Dans lequel les aides à la « gouvernance » atteignent pourtant des millions. ● C. D.

REVUE HEM ([HTTPS://WWW.URD.ORG/FR/REVUE\\_HUMANITAIRES/](https://www.urd.org/fr/revue_humanitaires/))

## La décolonisation de l'aide : un processus complexe vers une solidarité internationale renouvelée



18/12/2024

Le secteur de l'aide se trouve à un moment charnière de son histoire où il s'efforce de démanteler, par le biais de ses acteurs, les vestiges persistants du colonialisme tout en promouvant des pratiques humanitaires et de développement plus justes et plus équitables. Plusieurs initiatives conduites par les acteurs de l'aide, telles que la sensibilisation aux racismes systémiques, structurels et institutionnels ou aux inégalités des pouvoirs au sein des institutions, s'inscrivent dans ce processus appelé « décolonisation de l'aide ». Cette dernière implique la remise en question et la transformation des déséquilibres de pouvoir profondément enracinés dans les structures qui ont longtemps défini l'aide. Cela concerne autant les politiques et les méthodes d'intervention que les comportements des professionnels de l'aide.

### Auteur(s)

Martine Gwana Passa

*Dans ce point de vue, Martine Gwana Passa, Chargée d'appui à la Direction Scientifique du GRET, nous partage les réflexions engagées au sein de son organisation sur le sujet de la décolonisation.*

## Plusieurs approches pour repenser l'aide et la solidarité internationale, afin que « nos » actions s'accordent avec « nos valeurs »

Le débat sur la décolonisation met en lumière les effets durables du colonialisme et de la domination occidentale, qui imprègnent divers domaines, dont celui de la solidarité internationale. Le colonialisme est défini comme un système de pouvoir basé sur l'exploitation économique, la domination politique et culturelle, et la répression des colonisés par les colonisateurs. Découlant des concepts de « mise en valeur » et de « mission civilisatrice » de l'époque coloniale, l'aide s'est structurée depuis la Seconde Guerre mondiale autour des logiques d'intérêts politiques (alignement post-guerre froide, ajustements structurels, luttes contre le terrorisme, etc.) et des logiques d'efficacité (mise en valeur des expertises, professionnalisation, etc.). Dans les courants de critique tant postcoloniaux que décoloniaux, l'aide est souvent perçue comme paternaliste et guidée par les intérêts des donateurs, et interprétée comme un moyen pour les pays occidentaux de maintenir leur influence économique, politique et culturelle sur les pays bénéficiaires. Aujourd'hui, les acteurs des ONG font le constat d'être face à un paradoxe, comme « victimes et instigatrices » d'une bureaucratie excessive à travers leurs outils et méthodes qui reproduisent des asymétries de pouvoir. Cela se manifeste par la centralisation du pouvoir décisionnel au sein des ONG internationales ou par des partenariats déséquilibrés entre organisations internationales et nationales. Aussi, la nature verticale de la coopération internationale illustre cette logique hégémonique, opposant des approches et des lectures technicistes sur des contextes locaux complexes, générant des décalages entre des résultats (non)atteints et les objectifs initiaux des projets. Cette verticalité se décline en une succession de sous-traitances entre les bailleurs > ONG internationales > ONG nationales > OSC > Comités de développement local, etc., au cours de laquelle s'additionnent les inégalités de pouvoirs et s'accroissent les décalages des actions avec leurs contextes.

La question de la colonialité dans la coopération a d'abord été abordée via des concepts comme le néocolonialisme, la division raciale du travail, l'impérialisme Nord-Sud, ou l'imposition de conditionnalités. Les débats académiques et militants autour du décolonial ont ensuite apporté des perspectives théoriques et politiques plus globales et radicales, qu'il convient de nuancer dans le contexte de l'aide publique au développement. La subjectivité des récits historiques et des postures épistémologiques peut parfois opposer les différents courants d'analyse du fait colonial dont les limites peuvent mener à des dérives idéologiques, voire réactionnaires, et à des interprétations binaires et essentialistes. Une approche complémentaire de la sociologie historique<sup>1</sup>, de l'anticolonialisme, du postcolonialisme et du décolonialisme permettrait une vision plus nuancée et inclusive reposant sur des analyses contextualisées et situées.

Repenser la solidarité internationale nécessite un changement de paradigme, dépassant l'assistance pour bâtir des partenariats en réciprocité entre acteurs internationaux et nationaux, s'affranchissant des logiques projets et des impératifs bureaucratiques et gestionnaires, et transformant les « bénéficiaires » en « agents actifs » sur les choix et modalités des politiques publiques. Il s'agit de reconstruire l'aide internationale sur des bases de solidarité et d'égalité dans une optique plus large de justice historique et de reconnaissance des diversités culturelles. La décolonisation devient ainsi un révélateur et moteur pour remodeler la coopération internationale. L'appel à décoloniser l'aide publique au développement (APD) se fait plus pressant que jamais, afin que le système d'aide cesse de reproduire ou de perpétuer les inégalités et les rapports de domination qu'elle cherche à combattre.

## Un processus collectif qui est à mener avec prudence !

En 2023, le Gret a lancé une réflexion collective sur la « Décolonisation de l'Aide publique au développement », initiée par l'équipe au Sénégal. Conscients que les efforts de décolonisation peuvent être confondus avec des initiatives d'inclusion ou basculer dans du « *Decolonization washing* », les équipes du Gret se sont engagées dans une analyse critique des dynamiques de pouvoir, de l'histoire et des contextes sociopolitiques. L'objectif est de distinguer « *ce qui relève de la colonialité, des logiques organisationnelles néolibérales, et des évolutions sociétales* ».

Face aux divers courants d'analyse du colonialisme – sociologie historique, anticolonialisme, postcolonialisme, décolonialisme – et à la diversité d'opinions, de trajectoires et de sensibilités de ses équipes, le Gret s'est rapidement posé plusieurs questions : *Comment établir un cadre d'analyse commun ? Comment aborder collectivement des sujets aussi sensibles que complexes ? Comment impliquer des équipes aux positions*

*variées, parfois opposées, sur la question décoloniale ?* Il s'agit pour le Gret de se réexaminer à travers le prisme de son héritage colonial, dans ses aspects méconnus, pour réévaluer ses valeurs, ses méthodes d'action et d'organisation, ainsi que ses relations avec les acteurs publics, les partenaires locaux et les bailleurs.

Ce processus transversal est une expérience enrichissante et mouvementée, mêlant parcours professionnels et personnels, devoir de mémoire, approches empiriques et éducation populaire, expressions de frustration et de ressentiment. Le prisme de la décolonisation de l'aide convoque des registres éthiques, militants, politiques, intellectuels, scientifiques et personnels. Cette démarche a mis en lumière l'importance d'organiser des échanges critiques et constructifs, permettant d'identifier clairement les points de désaccord, de consolider les points de consensus et de faciliter des discussions productives. Dans cette démarche collective, chacun trouve sa légitimité car, comme l'a souligné Albert Memmi, la colonisation a créé des « colonisateurs et des colonisés ». Ce chantier en est encore à ses prémices dans une phase d'identification d'une multiplicité d'objectifs à prioriser : examiner les liens entre legs colonial – logiques néolibérales – modèles organisationnels actuels et contexte géopolitique global ; décrypter les discours ambiants autour du décolonial et leur instrumentalisation politique ; explorer les reproductions d'inégalité de pouvoir interne et avec les partenaires ; mettre en dialogue les connaissances dites « locales » avec les savoirs « experts » ; respecter les identités culturelles ; redéfinir le rôle de l'État et des acteurs locaux ; transformer les outils et les pratiques professionnelles des acteurs de l'aide au développement, etc.

Un enseignement clé de ce processus au sein du Gret est l'importance de créer un environnement sûr pour les échanges, la décolonisation étant un sujet clivant, voire conflictuel. Cela implique de s'accorder sur des règles du jeu, telles que l'écoute active, la reconnaissance des différentes réalités et expériences, le respect de la confidentialité, le soutien mutuel et l'acceptation des désaccords sans les percevoir comme des attaques personnelles, etc. Il paraît également crucial de fixer des limites, notamment en interdisant les propos discriminatoires pour éviter l'exclusion et l'isolement. Enfin, des mécanismes de réparation sont à prévoir en cas de préjudice ou de malaise, tels que des débriefings collectifs.

Le principal défi de cette démarche est d'éviter les interprétations conspirationnistes, où les missions et valeurs des ONG risqueraient d'être réduites à des idéologies néolibérales perpétuant la domination occidentale sur l'économie mondiale, alors que les acteurs humanitaires s'engagent dans une perspective humaniste. Il faut aussi se garder des analyses simplistes opposant le Nord au Sud, ou les dominants aux dominés. Bien que les ONG et bailleurs reproduisent parfois inconsciemment des schémas coloniaux malgré leurs efforts d'inclusion, il est crucial de nuancer l'analyse du fait colonial et de proposer des approches dynamiques et empiriques basées sur l'hybridation des pratiques, des idées et des logiques institutionnelles. La colonialité n'explique pas toutes les inégalités dans l'aide au développement : la mondialisation, souvent associée au néolibéralisme, a aussi creusé les écarts entre et au sein des pays. Si le prisme décolonial sert de révélateur des dysfonctionnements de l'aide, l'enchevêtrement complexe entre passé et présent exige une prudence méthodologique de façon à éviter tout anachronisme et surinterprétation nourrie d'opinions personnelles.

La réflexion et le processus de décolonisation de l'aide exigent de s'inscrire sur un temps long, un travail des équipes à l'échelle locale avant une mise en commun à l'échelle du collectif, et un processus itératif, agile et flexible facilité par des méthodes rigoureuses d'animation et de concertation.

**TÉLÉCHARGER LA REVUE**  
**([HTTPS://WWW.URD.ORG/WP-](https://www.urd.org/wp-content/uploads/2025/01/20250117_GROUPEURD_MAGAZINEHEM_FR_W)**  
**CONTENT/UPLOADS/2025/01/20250117\_GROUPEURD\_MAGAZINEHEM\_FR\_W**

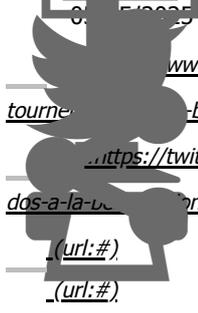
1. Intégrer une perspective historique dans les actions de coopération semble essentiel pour lever le voile sur le passé colonial et mieux comprendre les dynamiques actuelles du système d'aide.

## En savoir plus

 [Site web du GRET](https://gret.org/) FR [\(https://gret.org/\)](https://gret.org/)

## Pagination

# La France choisit de tourner le dos à la belle notion d'aide publique au développement



[www.facebook.com/share.php?u=http://blogs.alternatives-economiques.fr/madaule/2025/05/05/la-france-choisit-de-tourner-le-dos-a-la-belle-notion-d-aide-publique-au-developpement](https://www.facebook.com/share.php?u=http://blogs.alternatives-economiques.fr/madaule/2025/05/05/la-france-choisit-de-tourner-le-dos-a-la-belle-notion-d-aide-publique-au-developpement)

<https://twitter.com/intent/tweet?url=http://blogs.alternatives-economiques.fr/madaule/2025/05/05/la-france-choisit-de-tourner-le-dos-a-la-belle-notion-d-aide-publique-au-developpement>

[\(url:#\)](#)

[\(url:#\)](#)

« La France réaffirme aujourd'hui résolument sa vision progressiste et humaniste, et son ambition de sortir des dépendances de l'aide au développement. »...« Toute référence et dénomination officielle devra privilégier la notion de partenariats internationaux ou renvoyer à l'une de ses composantes (solidarité, investissements solidaires et durables, alliances) plutôt qu'à la terminologie de l'«aide publique au développement » »...« Notre politique va également gagner encore en efficacité, pour que chaque euro investi produise un véritable retour sur investissement. » (Extraits du relevé de conclusion du 6 avril 2025 du conseil présidentiel pour les partenariats internationaux)

Vous ne rêvez pas. Il s'agit bien de trois passages du dernier *conseil présidentiel pour les partenariats internationaux* censé réaffirmer la solidarité de la France vis-à-vis des pays en développement. Au moment où l'Aide publique au développement (APD) semble attaquée de toutes parts (Donald Trump avec la suspension des opérations de l'Usaid, extrême droite avec des arguments fallacieux), au moment où les crédits destinés à cette politique de solidarité internationale baissent un peu partout dans le monde<sup>[1]</sup> [\(url:#\\_ftn1\)](#), y compris en France qui prévoit encore 2 milliards d'euros d'économies en 2025, c'est néanmoins l'instant choisi par France pour se détourner de cette belle notion de solidarité internationale qu'est l'aide publique au développement<sup>[2]</sup> [\(url:#\\_ftn2\)](#). Sur ce thème, il est vrai que l'agence française de développement (AFD), à travers les déclarations de ses principaux responsables, avait déjà bien préparé le terrain<sup>[3]</sup> [\(url:#\\_ftn3\)](#). Les nouveaux concepts à la mode, aptes à remplacer l'APD, ont comme dénomination *partenariats internationaux* ou encore *investissement solidaire et durable*. Ils rassemblent dans un même agrégat statistique les composantes suivantes comme le précise le conseil présidentiel : « *solidarité, notamment face aux crises ; investissement, face aux grands défis de notre planète ; alliances, conjuguant nos intérêts diplomatiques et économiques et ceux de nos partenaires.* » On comprend donc que la solidarité internationale qui demeurait la colonne vertébrale de l'aide publique au développement (APD) n'est plus qu'une composante parmi d'autres de cette nouvelle politique présentée lors de ce conseil présidentiel.

Mais aucun objectif chiffré ne vient étayer cette nouvelle politique de *partenariats internationaux*. On nous dit simplement, pour nous rassurer peut-être, que « *l'Etat s'engage désormais à consacrer au moins 60% de ses dons aux pays les plus vulnérables dont les pays les moins avancés...* » On pense donc que 60 % des dons vont être consacrés aux pays les moins avancés, c'est-à-dire les pays les plus pauvres. Or ce n'est pas le cas, il convient d'aller jusqu'au bout de la phrase qui se poursuit par « *...et ceux particulièrement vulnérables au changement climatique ou en situation de grande fragilité financière, en s'appuyant notamment sur l'indice de vulnérabilité multidimensionnelle de l'ONU (MVI).* » En clair, 60 % des dons de la France seront partagés entre les pays les moins avancés, les pays particulièrement vulnérables au changement climatique et les pays en situation de grande fragilité financière. Donc au total trois catégories de pays forts distincts se partageront 60 % des dons de la France. Ce n'est pas avec ce type d'engagement que l'on aura l'assurance que les pays pauvres bénéficieront de l'essentiel de l'enveloppe de plus en plus réduite de dons de la France. De plus, rien n'indique dans quelles conditions seront utilisés les 40 % des dons restants. Avec de tels engagements, la lutte contre la pauvreté dans les pays pauvres, l'ADN de feu l'aide publique au développement, pourtant mise en avant par le ministre chargé des partenariats internationaux<sup>[4]</sup> [\(url:#\\_ftn4\)](#), risque d'être réduite à la portion congrue.

Autre nouveauté de ce relevé de conclusion, la France semble particulièrement attentive à la mesure d'un *retour sur investissement*. Or, une des grandes avancées de l'aide publique au développement du comité d'aide au développement de l'OCDE est d'avoir imposé progressivement aux donateurs de sortir de l'aide liée (financer uniquement des prestations ou entreprises venant du pays donateur). Ici, on préconise de refaire le chemin inverse. « *Notre objectif est de pouvoir mieux proposer des offres françaises liées, associant de manière intégrée nos financements, l'expertise de nos opérateurs ainsi que les produits et services de nos entreprises, en particulier dans le secteur des infrastructures durables et autres secteurs*

*stratégiques.* » On ne peut pas être plus explicite. *L'aide publique au développement* généreuse (plutôt en dons) et désintéressée (plutôt non liée) est sacrifiée au profit de *partenariat internationaux* où le taux de retour sur investissement pour le donateur France devient un enjeu crucial. Quand on sait les dérives qui ont entaché l'aide liée, avec son cortège de surfacturations et de financements de projets jamais rentables[5]\_(url:#\_ftn5), on peut être particulièrement inquiet de ce retour en arrière.

Cette nouvelle stratégie n'est pas conforme à une solidarité internationale généreuse et désintéressée, porteuse de soft power pour la France dans les pays en développement. C'est le *business du financement du développement* qui prend le dessus : pas sûr que les pays bénéficiaires de ces partenariats ne soient dupes longtemps de politiques initiées par certains donateurs qui n'hésitent pas à pratiquer le double langage – continuer à mettre en avant la solidarité internationale vis-à-vis des plus pauvres – alors que les crédits budgétaires pour servir cette politique baissent et qu'on ouvre de plus en plus cette politique à partenariats internationaux dont l'efficacité se mesure en termes de *taux de retour sur investissement*.

Cette nouvelle stratégie, à l'inverse de l'effet recherché, risque de réduire l'adhésion de la communauté nationale à une politique de solidarité internationale, rendue illisible dans ses objectifs.

Déjà que l'aide française en volume et en pourcentage n'était pas très généreuse pour les pays pauvres[6]\_(url:#\_ftn6), pour lutter contre la faim et la malnutrition, pour faire face aux situations d'urgence (à l'inverse de l'aide américaine prodiguée par l'Usaid), on se demande ce que seront au juste les moyens qui resteront à disposition pour irriguer une réelle politique de solidarité internationale envers les plus pauvres, notamment par l'intermédiaire de l'aide humanitaire et des ONG.

[1]\_(url:#\_ftnref1) 212 milliards de dollars en 2024, soit une baisse de 7,1 % par rapport à 2023, avant même les effets déléterent de la réduction de l'aide américaine décidée par Donald Trump à son arrivée au pouvoir en janvier 2025.

[2]\_(url:#\_ftnref2) Une notion qui doit être défendue par une pratique de l'aide conforme à sa définition d'origine : le transfert effectif de fonds vers les pays les plus pauvres.

[3]\_(url:#\_ftnref3) « Pas très à l'aise avec le concept l'aide publique au développement », déclaration en 2025 de Remy Rioux, directeur général de l'AFD, au micro de Fabienne Sintès sur France Inter ou encore « L'aide au développement n'est plus une priorité, nous devons innover » déclaration de Papa Amadou Sarr en 2025, directeur des partenariats à l'AFD, agence écofin ou encore « Cette « obsolescence » de l'APD est notamment reflétée dans une abondante littérature, souvent désignée sous l'expression « au-delà de l'aide »... passage d'un policy paper diffusé par l'AFD en 2022, signé par Thomas Mélonio, Jean-David Naudet, Rémy Rioux.

[4]\_(url:#\_ftnref4) « L'aide aux pays pauvres est nécessaire et profite aussi aux Français », assure le ministre Thani Mohamed-Soilihi dans le journal Challenges du 30 avril 2025.

[5]\_(url:#\_ftnref5) Placer avant tout des biens et des services fournis par le pays donateur, même s'ils ne sont pas particulièrement adaptés au contexte local.

[6]\_(url:#\_ftnref6) L'essentiel de l'aide française est actuellement dirigé vers les pays à revenu intermédiaire, une catégorie qui intègre les pays émergents, et non vers les pays pauvres.



# Les Européens « en faveur de la solidarité internationale », d'après l'Agence française de développement



*Les défis du monde appellent des réponses collectives plutôt qu'un repli sur soi pour une majorité d'Européens (72%). [Wulandari Wulandari/Shutterstock]*

**T** Euractiv fait partie de *The Trust Project* >>>

La vaste majorité des Européens sont favorables à ce que leur pays investisse dans l'aide au développement hors des frontières de l'Union européenne (UE), particulièrement les Italiens, révèle un sondage publié mardi (14 mai) par l'Agence française de développement (AFD).

Pour réaliser son sondage sur l'adhésion des Européens à la solidarité internationale et au développement durable, l'AFD a interrogé en avril 2024 plus de 6 000 Européens, en Pologne, en Italie, en Allemagne, en France et en Suède.

Alors que la campagne des élections européennes est marquée par une montée des partis nationalistes et que la tendance au protectionnisme semble se renforcer, les défis du monde appellent des réponses collectives plutôt qu'un repli sur soi pour une majorité d'Européens (72%).

Pour le directeur de l'ADF Rémy Rioux, rien de très surprenant. « *Le Traité de Rome a créé le Fonds européen de développement (FED). Le premier visage de l'Europe n'est pas géopolitique. C'est d'abord un visage de coopération et de développement économique* », explique-t-il lors de la présentation des résultats de l'enquête.

Cependant, le contraste est plus marqué lorsque l'on regarde les statistiques dans le détail. Ainsi, 87% des Italiens sont favorables au soutien des pays en développement, contre seulement 66% des Français.

En Allemagne et en Suède, ce chiffre est de 71% et en Pologne de 72%.

Le directeur de l'AFD reconnaît un « *certain scepticisme français* », mais nuance : « *C'est un résultat qui reste élevé* ». En revanche, il se dit « *un peu surpris* » que l'Italie affiche des résultats aussi hauts.

Ces résultats pourraient s'expliquer par le « *message politique très fort* », lancé par Giorgia Meloni lors de la présentation du Plan Mattei, selon lequel il faut « *investir en Afrique* », analyse Rémy Rioux.

La Première ministre italienne a réuni en janvier dernier à Rome vingt-cinq chefs d'État et de gouvernement africains et s'est engagée à faire du développement de l'Afrique un thème central de son mandat. L'objectif est double : devenir un hub énergétique pour l'Europe et freiner les flux migratoires.

« *Il s'agit d'un plan [le plan Mattei] concret d'interventions stratégiques, axé sur quelques priorités à moyen et long terme, l'éducation et la formation, la santé et l'agriculture, l'eau et l'énergie* », avait-elle déclaré lors de l'ouverture du sommet.

« *On peut en conclure que l'opinion italienne réagit positivement* », estime Rémy Rioux, avant d'ajouter que si l'Italie avait décroché de l'aide au développement au début des années 2000, les budgets ont été ces dernières années revus à la hausse, notamment sous l'impulsion des anciens Premiers ministres Matteo Renzi et Mario Draghi.

Lorsque l'on demande aux sondés où devrait aller en priorité l'aide au développement, ils donnent priorité à l'Afrique et aux pays candidats à l'élargissement de l'UE. La France préfère favoriser l'Afrique francophone, l'Italie les pays du Maghreb, et l'Allemagne et la Pologne les pays candidats à l'élargissement.

Les pays d'Amérique latine, d'Asie ou du Proche et du Moyen-Orient arrivent derniers dans la liste.

## Investir dans les migrations

Le sondage s'intéresse également aux questions migratoires.

Les Européens interrogés sont divisés quant à l'impact des migrants sur l'économie et la culture de leur pays. L'Italie et la Suède jugent cet impact positif, à 59 et 54%, contre seulement 38% des Français et des Polonais, et 46% des Allemands.

Pourtant, d'après les résultats du sondage, une majorité d'Européens (83%) est convaincue que leur pays doit aider et investir dans les questions liées aux migrations.

Une aide qui doit notamment permettre de mieux lutter contre la traite d'êtres humains, de soutenir la création d'emplois dans les pays en développement et d'appuyer les gouvernements dans l'élaboration de leurs politiques migratoires.

70% des Polonais estiment que leur pays doit soutenir les populations et les régions touchées par des déplacements forcés liés aux crises, qu'elles soient économiques ou politiques, aux conflits armés ou au changement climatique.

Ce chiffre est de 67% en France, 68% en Allemagne, 74% en Suède et 82% en Italie.

« *La Pologne est très favorable à l'aide au développement* », estime Philippe Gautier, Directeur Général de MEDEF International, selon qui « *depuis le début de la guerre en Ukraine notamment, il y a une perception accrue des risques du monde extérieur et de la nécessité de s'engager pour protéger ses frontières* ».

Si l'Union a été frappée par de nombreuses crises au cours du dernier mandat du Parlement européen (Covid-19, guerre en Ukraine, crise énergétique, inflation, etc.), les résultats de l'enquête de l'AFD indiquent que « *face à la montée de la violence et de l'instabilité géopolitique, l'on observe un regain de la coopération internationale pour le développement durable* », conclut Rémy Rioux.

© 1999 - 2025 | Efficacité et Transparence des Acteurs Européens . Euractiv | Termes & conditions | Nous contacter

[Enquête. La « disparue du sapin de Noël », dernier puzzle macabre de Fourniret](#) ✕

[Actu](#) > [Normandie](#) > [Orne](#) > [Bellême](#)

## L'exposition sur la solidarité internationale au Népal encore visible jusqu'à dimanche, à Bellême

L'exposition "De Voyage... Revenir" se tient à la salle des fêtes de Bellême (Orne) jusqu'à dimanche 24 octobre. De l'artisanat local sera même en vente ce week-end.



Pierre et Monique Chantrel (à gauche), accompagnés d'Anne Cochet. (©Le Perche)

Par [Rémi Dormeau](#)

Publié le 22 oct. 2021 à 7h04

Partis en voyage il y a 20 ans au Népal, Monique et Pierre Chantrel y sont revenus avec l'envie d'aider le pays à se développer, notamment en termes d'éducation. Le Népal est un pays très pauvre de 30 millions d'habitants classé 147e à l'IDH (Indice de développement humain).

Ils ont donc intégré l'Arche de Dolanji, une association qui a pour but de soutenir les écoles népalaises qu'ils président depuis maintenant 12 ans. Pour sensibiliser à cette cause, les époux Chantrel ont monté une exposition photo, en collaboration avec l'association du Bessin au Népal, grâce aux clichés d'un des membres de l'association. Des écoliers de Bellême ont même pu visiter l'expo.

### **Des conditions si différentes...**

« Ce qui est saisissant, c'est que l'on partage la même planète et que l'on ait des conditions de vie si différentes en fonction de là où on est, ainsi que le manque de solidarité à l'échelle mondiale. C'est tout l'objet de l'exposition », témoigne Monique Chantrel, qui espère récolter des fonds pour acheter des fournitures scolaires, des uniformes pour les écoliers, et payer les salaires des enseignants les Népalais.

[À lire aussi](#)

### **A l'école de Bellême, les élèves vont correspondre avec des Taïwanais**

Dans ce pays où la religion fait partie intégrante de la vie et où « les paysages sont magnifiques », Pierre et Monique espèrent y retourner d'ici un an, une fois que la crise sanitaire qui a encore un peu plus plongé le pays dans la crise, sera terminée.



Des écoliers de Bellême sont venus visiter l'exposition mercredi 21 octobre. (©LE Perche)

Vidéos : en ce moment sur Actu

### Vente d'artisanat local

Pour ceux qui ne peuvent pas s'y rendre d'ici dimanche, l'exposition devrait aussi voyager dans les prochains jours puisqu'elle est prévue à Bayeux, Caen, Honfleur ou encore Alençon.

En attendant, elle reste visible à la salle des fêtes de Bellême jusqu'à dimanche 24 octobre. Samedi et dimanche, lors des deux derniers jours, une vente d'artisanat népalais est organisée. Des calendriers de l'association l'Arche de Dolanji sont aussi à vendre.

Pratique : Jusqu'à dimanche 24 octobre, de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 18 h 30 à la salle Philippe-de-Chennevières (salle des fêtes) de Bellême, place de l'Europe.

Suivez toute l'actualité de vos villes et médias favoris en vous inscrivant à [Mon Actu](#).

✉ Découvrez les newsletters

### Ailleurs sur le web

Charlotte Gainsbourg dévoile ce que son père l'obligeait à faire contre son gré

TDN | Sponsorisé

"Je vis de mes aides pour personne handicapée" : Loana dévoile le montant de ses petits revenus

Voici | Sponsorisé

Les nouveautés qui distinguent le nouveau Koda 2 Pro

Ooni Pizza Ovens | Sponsorisé

En savoir plus

Par [Chroniques philanthropiques par Francis Charhon](#)

- Publié le 2 mars 2025 - 18:00 - Mise à jour le 2 mars 2025 - 18:00

## L'aide internationale : la fin d'un modèle ?

*L'aide internationale entre dans une période de crise. Devant une déstabilisation massive du monde, les conflits en croissance, la perte de valeur des ONG aux yeux de certains, le cynisme dans les relations internationales et maintenant la réduction des financements, comment sera-t-il possible de faire face aux besoins immenses qui existent ? Éléments de réponses avec Jérôme Fauré, directeur exécutif de Coordination SUD et Manuel Patrouillard, directeur général de la Fédération Handicap International.*



De gauche à droite : Manuel Patrouillard, directeur général de la Fédération Handicap International, et Jérôme Fauré, directeur exécutif de Coordination SUD

### UN CHANGEMENT D'ENVIRONNEMENT

**Jérôme Fauré, vous dirigez la [Coordination SUD](#), la coordination des organisations qui travaillent à l'étranger, aussi bien dans le développement que dans l'action humanitaire. Le dernier Forum Humanitaire (FEH) parlait d'un monde incertain avec un humanitaire invité à se réinventer. Quels sont les problèmes majeurs qui vous remontent de vos organisations?**

**Jérôme Fauré (JF) :** Coordination Sud, représente 184 organisations membres, avec des organisations de solidarité internationale de toutes les tailles et agissant dans des nombreux domaines aussi bien dans le développement, que dans l'urgence humanitaire, dans le plaidoyer, la défense des droits humains que l'éducation à la citoyenneté.

Un des défis majeurs est **le contexte mondial dégradé** avec une montée des nationalismes, les replis sur soi, des discriminations qui entraînent des restrictions d'expression et d'actions pour les sociétés civiles, aussi bien au Sud que dans nos pays. C'était le cas avant les multiples décisions du président Trump dont celle de geler l'aide internationale des Etats-Unis. Ce climat était déjà à l'œuvre dans les années antérieures et l'on assiste aujourd'hui à une accélération avec **des discours anti droits** et contre nos ONG qui se multiplient. Pour citer **trois exemples de mise en cause** aussi bien en France qu'à l'étranger, avec des niveaux divers selon les contextes, je mentionnerai :

- les organisations qui défendent les migrants sont beaucoup touchées par ces attaques ;
- les organisations qui luttent contre le changement climatique et sur les questions environnementales ;
- les organisations qui défendent les droits des femmes, l'inclusion et l'égalité de genre.

Par [Chroniques philanthropiques par Francis Charhon](#)

- Publié le 2 mars 2025 - 18:00 - Mise à jour le 2 mars 2025 - 18:00

lutter contre le blanchiment des fonds et le terrorisme. Donc des difficultés accrues sur la capacité d'agir de nos membres en général et de leurs partenaires locaux.

## LA SÉCURITÉ, UN DÉFI CROISSANT

### Il y a aussi les questions de sécurité qui posent de plus en plus de problèmes.

**Manuel Patrouillard (MP) :** La sécurité pour les équipes est un sujet de préoccupation majeur mais l'on assiste aussi en miroir à un discours sécuritaire en général des bailleurs, en particulier de l'Union européenne dans le cadre des discussions autour de l'aide publique au développement et de la coopération qu'elle va délivrer dans le prochain cadre pluriannuel de financement. C'est très marqué par les questions sécuritaires, les politiques migratoires. Et forcément **cela réduit d'autant plus les capacités d'agir.**

**JF :** La question de la sécurité replace bien sûr aussi au centre la question de la **protection des personnels humanitaires** sur laquelle nous insistons dans nos plaidoyers, mais revêt également d'autres facettes comme par exemple, la protection de nos données face aux cyberattaques, un champ nouveau qu'il nous faut investir.

### Avec la multiplication des conflits, on voit que les règles du droit humanitaire sont loin d'être appliquées.

**JF :** C'est aussi ce que pointent beaucoup de nos membres comment le **droit international humanitaire est piétiné** sur plusieurs théâtres de crise avec sur certains théâtres le deux poids deux mesures. Au sein de Coordination Sud il y a un espace pour les humanitaires qui regroupe tous nos membres, ils sont vraiment préoccupés par toutes les exactions sur les civils devenues très systématiques. Une de leur priorité est de se battre pour la préservation du droit international humanitaire et comment mieux le promouvoir sur les différentes scènes internationales et nationales.

## LES ONG ATTAQUÉES

Si l'on parle maintenant du grand chaos qu'entraînent les décisions de Trump, on a l'impression qu'en dehors des questions de financement, il a entraîné une libération de la parole dans beaucoup de pays pour les personnes qui attaquent toutes les questions touchant les réfugiés, le genre, les différences.

### Jérôme Fauré, vous dites qu'à Coordination Sud vous recevez maintenant des attaques sur les réseaux sociaux ?

**JF :** C'est la première fois que j'ai vu cette semaine des attaques nous concernant directement sur un réseau social. Elles sont dirigées vers nous cette fois, mais nous savons aussi que certains de nos membres en reçoivent déjà depuis un moment. Actuellement nous essayons de répertorier cela. Coordination Sud est membre du [Mouvement associatif](#) et l'on voit que ces attaques ne touchent pas que la solidarité internationale, mais bien tout le milieu associatif en France. Donc oui il y a **une forme d'affirmation décomplexée d'un certain nombre d'opinions extrêmes** parfois basées sur des fake news, qui créent du doute sur nos actions et accroissent un climat déjà suffisamment anxiogène. Cela contribue à un effet de **sidération**. Cela nous amène à réfléchir sur la stratégie à utiliser pour répondre à ce genre d'attaques. Je crois qu'il ne faut pas forcément répondre au coup par coup mais mettre en place une stratégie à moyen terme. Il faut essayer de trouver un contre-récit qui alimente l'opinion publique de façon plus positive sur les valeurs de solidarité nationale et internationale. C'est un des défis, auquel le secteur est confronté :

Par [Chroniques philanthropiques par Francis Charhon](#)

- Publié le 2 mars 2025 - 18:00 - Mise à jour le 2 mars 2025 - 18:00

plus visibles car, sur tous les territoires, elles mènent un travail remarquable qui profite à la société et à notre vivre-ensemble. Je pense qu'il y a un effort à faire de pédagogie, de changement de discours pour toucher et mobiliser le public.

## DES RÉDUCTIONS MASSIVES DES BUDGETS D'AIDE INTERNATIONALE

### Depuis quelque temps on assiste à une réduction des financements mais cette situation se renforce avec l'arrêt de l'aide américaine. Quels sont les secteurs touchés et quels effets ont ces réductions ?

**JF :** Le problème est que l'accès au financement des organisations partout subit des **réductions très importantes dans un délai court**. La réduction en France est brutale, l'aide publique au développement est diminuée de 37 % cette année selon nos calculs après une première forte diminution en 2024, alors que la France, qui s'était engagée sur le fameux indicateur de 0,7% exigé depuis les années 70, restait encore bien en deçà de cet objectif. Nous avons l'impression que l'APD est devenue une variable d'ajustement pour le budget de l'Etat. Les populations vulnérables et les organisations du sud avec qui nous travaillons se trouvent loin des yeux de nos parlementaires ! Ce sont 2,1 milliards de moins cette année qui auraient financé des milliers d'actions de lutte contre les inégalités mondiales et de diminution de la pauvreté. Cette réduction de l'aide existe aussi malheureusement dans plusieurs pays européens qui soutiennent certaines de nos organisations. Au niveau de la Commission Européenne, il est probable que l'aide au développement soit diminuée alors que l'UE est un des plus gros contributeurs.

**MP :** Je vais illustrer. L'Allemagne a annoncé l'année dernière moins 50 % sur l'aide humanitaire. Cette semaine, la Belgique annonce - 25% sur toute l'aide publique au développement. Les Hollandais ont annoncé un chiffre de baisse supérieur à 50 %.

### Quelles diminutions envisage-t-on niveau de la Commission européenne ?

**MP :** Les montants ne sont pas encore connus. Il y a toutes sortes de contrefeux qui sont allumés, par la fusion des différents budgets entre l'humanitaire, le développement, et le fait que la commissaire européenne qui s'occupe de l'humanitaire est noyée avec plein d'autres sujets. Il y a aussi un document qui a circulé avant les élections européennes, comme quoi **l'aide européenne devait être beaucoup plus politisée**. Donc de toutes parts, il y a de nombreux signaux d'un changement significatif en Europe.

### Que signifie « l'aide doit être plus politisée » ?

**MP :** Un document interne de début 2024 comparait l'aide européenne avec d'autres aides dans le monde, qualifiées de rivaux à l'influence européenne sur ses objectifs de développement et promotion des valeurs universelles. Il montrait à quel point l'Europe devait repenser son aide à la lumière du potentiel économique des marchés émergents de manière plus pragmatique, en déclinant géopolitique et géoéconomique, en particulier sur l'énergie verte, les matériaux critiques et la connectivité digitale. Tout se passe comme si l'Europe évoluait faire une politique de l'aide plus intéressée à ces intérêts géostratégiques, en particulier économique.

**JF :** L'Union européenne plaide pour une coopération beaucoup plus « transactionnelle » fondée sur ce qu'elle pense être ses propres intérêts. Avec le conflit en Ukraine il y a aussi un recentrage sur l'Europe au détriment d'autres géographies et de conflits ou théâtres de crise oubliés, du Soudan à Haïti en passant par l'Afghanistan, le Yémen...

Par [Chroniques philanthropiques par Francis Charhon](#)

- Publié le 2 mars 2025 - 18:00 - Mise à jour le 2 mars 2025 - 18:00

## Quels est le poids de l'aide américaine ?

**MP :** Quand on parle de USAID, c'est environ 40 milliards de USD. Mais si on rajoute la partie State Department, c'est-à-dire des bureaux comme PRM (la migration), WRA (le déminage), DRL (la protection de la démocratie dans le monde), on peut rajouter une quinzaine de milliards. On peut estimer **que ce qui a été arrêté du jour au lendemain représente entre 50 et 60 milliards de USD**. Sur la partie humanitaire pure, c'est 14 milliards de USD, soit 42 % de l'aide humanitaire. En Europe, quand on additionne ECHO et les Allemands à 2,7 milliards chacun et les autres pays, on arrive difficilement à 13 milliards. **Donc les États-Unis faisaient, en aide humanitaire, plus que tous les pays européens et l'UE.**

## Manuel, vous êtes le Directeur Général de la Fédération Handicap International, qui agit en même temps sur des projets de développement autour du handicap et sur des urgences par la prise en charge des amputés, des blessés de guerre et des populations les plus vulnérables. Comment cette réévaluation vous impacte-t-il de façon très pratique ?

**MP :** Du jour au lendemain, pour HI, cela signifie arrêter une quarantaine de projets, mettre en chômage technique un millier de collaborateurs, mettre à risque de nombreuses structures locales de HI et 350 partenaires qui vont probablement mettre la clé sous la porte. Vous touchez aussi plusieurs centaines de milliers de personnes à qui vous apportez tous les jours un service et qui, du jour au lendemain n'en bénéficient plus. Le résultat pratiques pour ces bénéficiaires est qu'ils n'ont plus de service du tout, parce que, en général, dans les lieux où nous travaillons il n'y a pas forcément plusieurs bailleurs de fonds. Si je prends l'exemple des réfugiés Karens sur la frontière thaïlandaise, qui ont fui il y a une trentaine d'années la Birmanie, le bailleur principal des camps de réfugiés de Mae Sot, pour ne pas dire unique, était américain. Du jour au lendemain, à Mae Sot, il n'y a plus de financement, plus de services.

## Vous êtes donc obligé d'arrêter ?

**MP :** Comme tous les autres.

## Dans le même mouvement, l'arrêt de l'aide américaine à certaines organisations internationales, l'ONU, l'[UNDP](#), l'[UNRWA](#), entraînera des conséquences majeures sur les populations ?

**MP :** Oui, ce qui est absolument étonnant, c'est que les Américains soutenaient toutes les agences onusiennes, et en particulier deux organisations humanitaires internationales, le [PAM](#) (programme alimentaire mondial) pour 4,7 milliards et l'[UNICEF](#) pour environ 1 milliard. L'une basée à Rome, avec à sa tête une Américaine, femme du sénateur républicain décédé John McCain. L'autre basée à New York avec aussi à la tête une Américaine, tendance démocrate. Ces deux organisations clé dans l'influence des USA ne sont pas traitées beaucoup mieux que les autres, avec des informations contradictoires concernant le PAM. La nouvelle administration américaine a aussi prévu de quitter l'[OMS](#) dans un an, avec de nouvelles annonces tous les jours. **La suppression de ces financements auront un impact majeur sur la santé de millions de personnes.**

Officiellement, le gel consiste à une suspension provisoire sur 3 mois des projets et des financements, le temps pour la nouvelle administration américaine de procéder à l'évaluation de chaque projet. Mais comme elle a congédié du jour au lendemain la dizaine de milliers d'agents et contractuels de l'USAID, on peut se demander qui fera l'évaluation.

Par [Chroniques philanthropiques par Francis Charhon](#)

- Publié le 2 mars 2025 - 18:00 - Mise à jour le 2 mars 2025 - 18:00

les appels humanitaires des Nations Unies, permettant de maintenir les opérations vitales.

## Le système de paiement étant démonté, l'USAID doit certainement de l'argent à des organisations qui ne l'auront pas ?

**MP :** USAID et le US State Department doivent de l'argent à toutes les organisations humanitaires et de développement, **environ 60 milliards**. La situation est différente selon les types de projets. Certains projets sont payés mensuellement avant de la mise en œuvre. Sur une autre modalité, HI est payé trimestriellement après avoir effectué le travail. Pour tous, depuis février il n'y a plus aucun paiement.

## Un certain nombre d'organisations ont reçu des autorisations pour continuer pendant 90 jours. Sous quelles modalités ?

**MP :** Certaines organisations ont reçu, fin janvier, le fameux « waiver » qui les autorisait à poursuivre leurs projets financés par BHA sur des domaines non précisés autour du concept de « life saving », pendant la période de revue des 90 jours. Mais elles se sont rapidement rendu compte que, comme les autres, elles ne seront pas payées parce que le système est débranché, et doivent tout arrêter.

## Pour bien comprendre elles ont l'autorisation, mais ils n'ont pas le financement ?

**MP :** Elles ont l'autorisation d'une personne qui a été licenciée ou mise en arrêt. Et elles ne savent pas, dans combien de temps le système de paiement sera rebranché, officiellement au niveau du US State Department.

### FIN D'UN CYCLE OU FIN D'UN MODÈLE ?

## Dans un contexte de crise humanitaire grave avec famine et épidémies, qu'est-ce que cela signifie en matière de stratégie pour les organisations, les ONG ? Comment reconstituer des financements ailleurs ? Sur des volumes aussi importants, comment se retourne-t-on ?

**JF :** **C'est un choc extrêmement brutal**, tous les maillons de la chaîne de la solidarité internationale sur les actions humanitaires et de développement sont touchés. Il y avait déjà un écart croissant entre les besoins d'assistance humanitaire pour plus de 300 millions de personnes et les fonds réellement mobilisés. Symboliquement, que signifie que Elon Musk, l'homme le plus riche du monde, s'attaque à ces dizaines de millions de personnes les plus vulnérables de la planète ?

**MP :** Déjà je pense **qu'il faut faire le deuil de l'augmentation forte et régulière des financements** de ces dix dernières années. On change d'époque. Est-ce la fin d'un cycle ou est-ce la fin d'un modèle humanitaire d'un siècle, depuis la création de Save de Children en 1919 ?

**Il y a des éléments qui militent pour la fin d'un cycle et d'autres plutôt sur la fin d'un modèle.**

Sur les éléments de **fin du cycle**, on a déjà connu des périodes avec beaucoup moins de financement, il y a environ 10 ans. Les organisations qui existaient à l'époque sont les mêmes qu'aujourd'hui. Si on a su gérer 100 alors que l'on est aujourd'hui à 200 ou à 300, on peut revenir à 100. Mais entre temps, on a beaucoup plus de redevabilité, plus d'audit, plus de sécurité, plus de safeguarding, plus de contrôles. Donc, le modèle économique des humanitaires est devenu beaucoup plus coûteux en 10 ans du

Par [Chroniques philanthropiques par Francis Charhon](#)

- Publié le 2 mars 2025 - 18:00 - Mise à jour le 2 mars 2025 - 18:00

**rapidement qu'anticipé, dans celui de la décroissance.**



*C'est la fin d'un cycle de croissance de dix ans et nous entrons, assez violemment et plus rapidement qu'anticipé, dans celui de la décroissance.*

Aussi, on peut s'interroger sur la **fin d'un modèle**. Ce qui a changé pour les humanitaires depuis une vingtaine d'années, c'est la complexification de l'accès et un phénomène plus récent, celui de la stigmatisation des ONGI. D'une part, l'accès aux populations les plus vulnérables est de plus en plus criminalisée par les bailleurs internationaux et par les autorités locales, car notre travail nécessite d'opérer en zone contrôlée par des organisations labélisées terroristes ; d'autre part, la **stigmatisation des ONG** est enclenchée dans plusieurs pays bénéficiaires de l'aide. Si des pays décident, alors que nous étions tolérés, de ne plus nous tolérer, cela entraîne un changement de paradigme et il n'y a plus de raison que l'on ne vienne pas s'attaquer à nos collaborateurs et à nos organisations de manière plus systématique.

## LA SÉCURITÉ EN QUESTION

**Pourtant dans le cadre de la localisation, c'étaient des personnels locaux qui étaient là et prenaient en charge les activités, donc vous pensez qu'il y a des risques pour eux ?**

**MP :** Il y a un double risque : l'attitude des États d'une part déjà évoqué, la dangerosité nouvelle pour nos collaborateurs et les partenaires locaux d'autre part. Quand vous arrêtez les services du jour au lendemain, dans un camp de réfugiés, ceux-ci ne connaissent pas le bailleur américain derrière. Ils connaissent l'organisation internationale ou le partenaire local. Et donc, du jour au lendemain, les gens qui leur apportaient des services ne leur apportent plus, cela peut entraîner des risques majeurs de sécurité pour nos collaborateurs et les partenaires locaux. Il y a des risques aussi pour nos infrastructures, qui sont, de fait, potentiellement mises en danger. Par exemple, nous venons de nous faire dépouiller tout un entrepôt !

Donc là, dans les prochaines semaines, dans les prochains mois, nous sommes sur un risque maximum. Toute notre analyse de risque est passée au rouge. On peut penser à la fin d'un modèle.

**Est-ce le résultat d'un mouvement de « désoccidentalisation » ?**

**MP :** Cela arrive effectivement sur un narratif, que nous avons entretenu et alimenté depuis le Sommet Humanitaire d'Istanbul en 2016, avec, il est vrai, de réelles justifications éthiques et politiques. En synthèse : **localisation et décolonisation**. Autant le concept de localisation me semble approprié, autant celui de décolonisation est blessant pour toutes les personnes qui se sont engagées pour la solidarité internationale. Pour des gens qui veulent que ça soit la fin d'un modèle, notamment ceux qui ont un intérêt politique à prendre le pouvoir des ONG internationales, nous sommes des colons.

**Sommes-nous entrés dans une zone de risque majeure pour les collaborateurs et pour les bénéficiaires ?**

**MP :** C'est pour ça que je parle de fin d'un modèle. Nous avons contribué à le stigmatiser en le laissant qualifier de colonialiste et par le concept de localisation le plus extrême, à annoncer que tous ces intermédiaires que nous sommes en tant qu'ONGI devront disparaître. Avec la réduction drastique des financements, nous nous trouvons à faire des plans sociaux majeurs qui entraîneront de

Par [Chroniques philanthropiques par Francis Charhon](#)

- Publié le 2 mars 2025 - 18:00 - Mise à jour le 2 mars 2025 - 18:00

**JF :** Cette question de l'évolution des modèles économiques et du rôle de nos organisations n'est pas nouvelle, elle se repose de façon assez cyclique en fonction des crises (la crise financière des années 2000, la pandémie...) mais il est vrai qu'avec la baisse drastique de l'APD en France, des tendances lourdes d'ancrage d'idées nationalistes, des voix des Suds contre l'occident, puis les annonces de Trump, ces réflexions se sont accélérées. À Coordination Sud, un groupe de travail sur la localisation et les partenariats équitables a abouti récemment à quatre constats communs :

1. Faire reconnaître le rôle majeur des acteurs et actrices - dans leur diversité - organisés.es dans leur pays d'intervention.
2. Favoriser la solidarité, les partenariats au-delà des projets.
3. Privilégier une action d'appui, d'accompagnement et d'apprentissage entre OSC partenaires favorisant véritablement la réciprocité.
4. Constater le besoin d'acculturation et de conduite du changement interne des ONG françaises.

On a l'impression a priori qu'il n'y a rien de bien nouveau pourtant les modèles vers lesquels on doit évoluer devront creuser ces questions pour avancer et le doubler d'une véritable stratégie sur les modèles économiques.

## **FIN DE L'HISTOIRE OU NOUVELLES STRATÉGIES ?**

Au FEH, on parlait de monde incertain avec des ONG invitées à se réinventer. N'était-ce pas un peu mollasson par rapport à la situation actuelle ? Comment réinvente-t-on stratégiquement un modèle avec des acteurs qui ont des pratiques qu'elles ont créées ? Ce sont 50 ans d'humanitaire qui sont en train d'exploser en vol ! Existe-t-il un autre modèle ou est-ce la fin de l'histoire ?

## **Dans vos organisations, quel est le modèle de réflexion pour le futur ?**

**MP :** Les ONG adoptent divers modèles : certaines, comme MSF, reposent sur des financements privés au sein d'un réseau MSF d'entités indépendantes, tandis que d'autres, comme Oxfam, fonctionnent sur un modèle mixte fonds privés fonds publics, dans une organisation confédérale où les entités les plus riches soutiennent les plus fragiles. Enfin, des organisations fonctionnent quasi exclusivement sur fonds publics et n'appartiennent à aucun réseau international. L'aide publique, bien que réduite, continuera d'exister et les organisations qui en dépendent devront réduire leur taille et concentrer leurs efforts sur les zones où elles sont encore acceptées. La collecte privée, notamment via les legs, restera une source clé pendant encore un certain temps, mais les montants collectés devraient se réduire progressivement.

Si le modèle des grandes ONG évolue, il y aura encore longtemps des expatriés dans les structures qui continueront à intervenir là où elles sont tolérées. Toutefois, leur présence sera plus limitée et adaptée aux nouveaux enjeux. L'avenir du secteur repose sur une collaboration renforcée entre ONGI et ONG locales : mutualisation des infrastructures, partage de ressources et création de plateformes communes pour optimiser les coûts. Cette dynamique permettra aux organisations survivantes de maintenir leur action tout en assurant une plus grande efficacité et résilience. Je pense qu'il faut profiter de ces chocs pour tester la possibilité de le faire.

## **Il y a aussi la question des champs d'intervention, puisqu'un certain nombre de restrictions sont apportées par des financeurs sur des champs d'égalité, de droits, de l'environnement. Ces restrictions de financement amènent-elles les pays à se tourner vers des financeurs moins pointilleux sur de grandes valeurs ?**

**MP :** Si demain les États-Unis font repartir leurs financements, il n'est pas certain qu'on pourra les accepter d'un point de vue éthique. La question se pose à partir du moment où les fonds proviennent d'un gouvernement en challenge sur **les valeurs universelles**, le droit international et humanitaire, qui semble vouloir s'attaquer à la société civile et à l'indépendance judiciaire, après avoir pris le contrôle des réseaux sociaux et d'une partie majoritaire des médias au travers de ses alliés politiques.

Par [Chroniques philanthropiques par Francis Charhon](#)

- Publié le 2 mars 2025 - 18:00 - Mise à jour le 2 mars 2025 - 18:00

valeurs universelles (1), la liberté de la presse (2), la société civile (3), les droits civiques (4), les erreurs historiques du Parti communiste chinois (5), le capitalisme de connivence au sein du pouvoir (6), l'indépendance judiciaire (7). Donc si on prend les sept périls qu'on ne discute pas de 2012-2013 et qu'on se projette 10 ans après aux Etats-Unis, avec la chasse aux sorcières qui a démarré à Washington... On a les sept périls.

**JF : Par rapport à la question sur la fin de cycle ou de modèle, je pense qu'il faut attendre un petit peu, que les eaux tumultueuses déchantent,** même si personnellement aussi je pense que ça va être plutôt le modèle qui est en question. Il faut accompagner les transformations nécessaires du secteur. Coordination Sud mène actuellement une étude sur la capacité d'agir des ONG face à la multipolarisation et la désoccidentalisation qui est à l'œuvre. Cela sera une base pour des pistes de réflexion. Je suis d'accord avec Manuel, il faut certainement mettre en avant ce qui existe en matière de prospective de certaines organisations à la pointe. Et de même, je pense que tout ce qu'on pourra impulser en termes de collaboration, de mutualisation, est la voie que l'on cherche à promouvoir à Coordination Sud. Nous ne sommes pas complètement naïfs car il y a des intérêts encore compétitifs très forts face à l'accès au financement. Mais nécessité fera loi.



*Si demain les États-Unis font repartir leurs financements, il n'est pas certain qu'on pourra les accepter d'un point de vue éthique.*

## QUELLES CAPACITÉS DE TRANSFORMATION ?

### Mais les ONG sont-elles capables de transformer leur modèle de pensée ? Et est-ce qu'elles n'ont pas des schémas dans la tête qui font qu'elles ne sont pas capables de bouger ?

**MP :** Les ONGI adoptent déjà des approches idéologiques diverses, reflétant des visions distinctes du rôle humanitaire. Hors des frontières de l'humanitaire à la française, elles peuvent avoir des convictions religieuses et politiques bien établies. Au sein des organisations d'origine française, si des organisations comme MSF, ACTED ou ACF diffèrent dans leur mode de fonctionnement et leur philosophie, elles s'accordent néanmoins sur un socle commun : les principes humanitaires. Ces derniers, jugés fondamentaux, devraient garantir non seulement la légitimité et la pérennité des ONG, mais aussi leur acceptabilité dans les contextes où elles interviennent. En tout cas **il faut se battre pour nos valeurs, c'est trop important.** Mais n'a-t-on pas dépassé ce stade ?

Au-delà de ces valeurs partagées, les manières de travailler et de collaborer varient considérablement. Certaines ONG privilégient une indépendance stricte, tandis que d'autres acceptent des financements étatiques, influençant leur positionnement. Ce qui est certain, c'est que ces organisations jouent un rôle d'amortisseur face aux crises mondiales et aux dysfonctionnements du système global, qu'il s'agisse du changement climatique, d'un capitalisme débridé, du multilatéralisme attaqué ou des carences des États. Elles ne remettent pas en cause leur modèle fondamental, estimant qu'il reste la meilleure réponse aux enjeux actuels.

Des alternatives pourraient exister sous l'influence de puissances comme la Chine ou les pays du Golfe comme l'Arabie saoudite, où l'humanitaire est intégré aux stratégies d'État, s'éloignant ainsi de l'approche non gouvernementale traditionnelle et supposée non intéressée.

**JF :** Pour moi, **les organisations ont des ressources pour bousculer leur modèle de pensée, il faut qu'elles les utilisent.** Il y a une relève générationnelle avec des jeunesses professionnalisées qui ont une forte conscience du monde actuel et apportent de nouvelles perspectives, il y a un vivier impressionnant de relations partenariales aux quatre coins de la planète, il y a des réseaux et des connections avec la recherche et d'autres secteurs, elles ont quand même encore beaucoup de soutiens parmi nos concitoyennes et concitoyens. Ensemble, en restant ouvertes et lucides, elles trouveront des solutions.

Accueil / France - Monde / Société

# L'engagement humanitaire de Nicole Cadenel honoré



Nicole Cadenel, au premier plan, avec le foulard jaune C.M.

[f](#) [X](#) [in](#) [✉](#)

**Société, Courbiac, Animations**

Publié le 06/04/2025 à 05:12 , mis à jour le 07/04/2025 à 06:10

Correspondant de la rédaction du Lot-et-Garonne

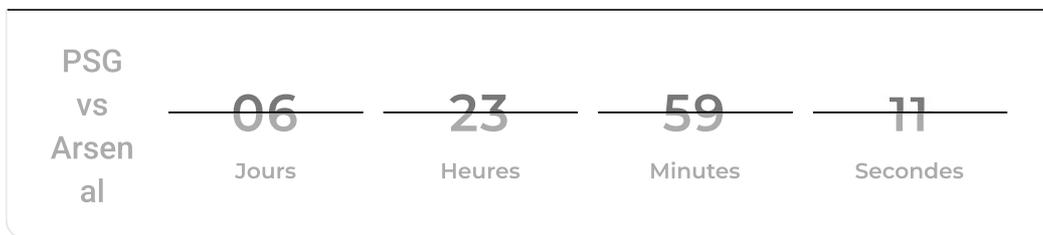
Écouter cet article ⓘ



00:00 / 03:35

Powered by **ETX Majelan**

PUBLICITÉ

Inspired by  invibee

Le 2 avril, la mairie de Monsempron-Libos, représentée par le maire Jean-Jacques Brouillet, a mis à l'honneur Nicole Cadelon lors d'une cérémonie exceptionnelle, reconnaissant ainsi son engagement exemplaire au service des populations ukrainiennes en difficulté.

Son action bénévole au sein de l'association Les Amis de la Région de Rivne a été saluée jusqu'au plus haut sommet de l'État ukrainien, avec une lettre de remerciement du président Volodymyr Zelensky.

La cérémonie a été marquée par la remise de la médaille de la ville à Nicole Cadelon en hommage à son dévouement. De nombreux élus locaux, représentants associatifs, familles d'accueil, proches et amis étaient présents pour célébrer cette femme de cœur. Les discours du maire et de Nicole Cadelon ont souligné l'importance de son engagement humanitaire.

Des remerciements ont été adressés à la Ville de Fumel, représentée par Marie-Lou Talet, pour l'ouverture gracieuse du centre d'accueil, ainsi qu'à Pauline, responsable de la communication de Monsempron-Libos, Jeanine Jourdan, maire de Monségur et accueillante et aux familles d'accueil. Nicole Cadelon a également tenu à remercier

Tatyana, une Ukrainienne qui l'accompagne depuis 17 ans et qui est réfugiée en France depuis deux ans.

## Des enfants ukrainiens accueillis en France

Depuis de nombreuses années, Nicole Cadenel s'investit sans relâche dans l'aide humanitaire et la solidarité internationale, accompagnée de son mari, Mathieu. Son engagement trouve racine dans l'association Les Amis de la Région de Rivne qu'elle préside depuis 2010.

Fondée en 1986, cette organisation s'est donné pour mission d'accompagner les populations de la région ukrainienne de Rivne, durement touchées par la catastrophe de Tchernobyl et, depuis trois ans, par l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Chaque année, grâce à son travail inlassable, des enfants ukrainiens souffrant des conséquences de cette tragédie sont accueillis en France pour des séjours de répit. Ces jeunes bénéficient non seulement d'un environnement sain, mais aussi de soins médicaux adaptés et d'activités visant à améliorer leur bien-être physique et mental. Cette initiative, portée par des familles d'accueil françaises, a changé la vie de nombreux enfants.

Avec l'intensification du conflit en Ukraine, Nicole Cadenel et son association ont redoublé d'efforts, organisant l'envoi de matériel médical et de médicaments, tout en assurant l'accueil de réfugiés en France. Cet engagement sans faille a suscité une reconnaissance officielle de l'ambassadeur d'Ukraine en France, Vadym Omelchenko, ainsi que du président Volodymyr Zelensky, témoignant de l'impact profond de ses actions.

Une exposition de photographies et d'articles relatant l'histoire et les actions des Amis de la Région de Rivne a permis de mieux comprendre le travail accompli. La soirée s'est achevée par un moment de convivialité. La référente ukrainienne Oxana Lalipska, ancienne députée de Tchernobyl, a également tenu à témoigner en présentant un film émouvant retraçant tout le travail accompli par Nicole et son association au fil des ans.

Avec cette distinction, Monsempron-Libos met en lumière une femme dont l'altruisme et la persévérance ont traversé les frontières, apportant espoir et aide à ceux qui en ont le plus besoin.

En trois ans, l'association a organisé 18 convois, chacun transportant une quarantaine d'enfants et de mamans, pour un coût de 16 000 euros par convoi.

*Pour soutenir cette action, il est possible de contacter Nicole au 06 74 44 34 03 ou par mail à [labastidaurore@orange.fr](mailto:labastidaurore@orange.fr)*

*ou encore de faire un don via la cagnotte en ligne sur HelloAsso :[www.helloasso.com/associations/les-amis-de-la-region-de-rivne](http://www.helloasso.com/associations/les-amis-de-la-region-de-rivne).*

Voir les commentaires

## Jeep Avenger, le SUV au look incomparable

NEW ! Découvrez ce nouveau SUV au style unique à partir de 199 € /mois !

Jeep® Avenger 100% électrique | Sponsorisé

plus d'info

## Professionnels, découvrez la Nouvelle Audi A5 Avant e-hybrid

Et profitez de la finition S line offerte\*. À partir de 620€/mois\*. \*Conditions audi.fr

Audi | Sponsorisé

Voir les offres

## Hôtel 2 nuits + Parcs 3 jours

Faites le pont. Profitez d'une escapade fun à PortAventura. -15% sur l'hôtel + entrées

PortAventura World | Sponsorisé

Réserver

## PEUGEOT : offre exceptionnelle sur des occasions PureTech

Jusqu'à 10 ans d'extension de garantie offert

Peugeot | Sponsorisé

J'en profite

## 10 photos choquantes et envoilantes de ce qui s'est passé après le naufrage du Titanic

Ces deux enfants n'étaient initialement pas identifiés parce que leur père utilisait leurs surnoms lors de l'inscription à la promenade en bateau

menorcagaming | Sponsorisé

aide au développement

# Abandonner l'aide publique au développement serait une erreur - la tribune d'un collectif de dirigeants

L'Aide Publique au Développement (APD) est fragilisée par des coupes budgétaires massives, notamment aux États-Unis et en Europe. Ce repli ébranle la coopération internationale. Pourtant, réduire cet outil affaiblit des populations déjà vulnérables, alimente l'instabilité mondiale et limite notre capacité collective à agir face aux crises

Temps de lecture estimé : 5 minutes

Publié le 26 février 2025 à 09:30 - Maj 26 février 2025 à 16:56



**Alexandre Lourié, directeur général International du Groupe SOS, Amandine Hersant, directrice générale de Planète Urgence, Anne-Leïla Batel, directrice générale de PULSE, Benjamin Soudier, directeur général de Santé Sud, Cécile Roy, déléguée générale d'Entrepreneurs du Monde, Frédéric Apollin, directeur général délégué d'Agronomes & Vétérinaires Sans Frontières, Luc Arnaud, directeur du GRET, Pierre Tachot, co-fondateur de Super Novae**

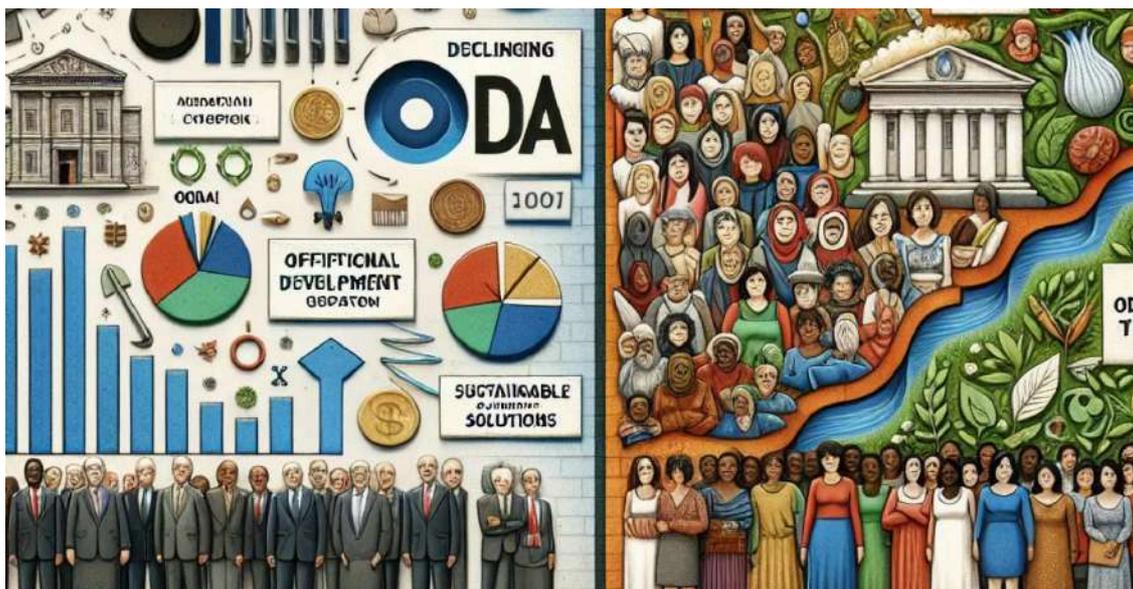


Illustration réalisée par une intelligence artificielle - / Copilot

**Les faits** - L'aide publique développement n'est pas une charge : elle constitue un investissement stratégique qui répond à des intérêts mutuels, favorise des écosystèmes économiques durables, stimule l'emploi et lutte contre les causes des tensions sociales et migratoires, expliquent ces dirigeants.

---

Si la vision court-termiste en période de restriction budgétaire en fait une cible facile, faut-il en conclure que l'aide publique au développement (APD) est dispensable ? Que la solidarité mondiale serait obsolète ? Nous, acteurs de la solidarité internationale, restons convaincus : l'APD participe à construire un monde plus juste et des économies solides. Plutôt que de l'abandonner, nous devons continuer à la faire évoluer pour qu'elle reste un levier d'émancipation économique et sociale.

**A LIRE AUSSI:**

- Aide publique au développement: la France lance une commission d'évaluation

Il est temps de revoir notre conception de l'aide publique au développement (APD). Si sa mission première – éradiquer la pauvreté et garantir l'accès aux services essentiels – a contribué à réduire l'extrême pauvreté de 36 % à 9 % en 35 ans, l'APD ne se limite pas à une approche philanthropique. En effet, elle incarne des valeurs humanistes et de solidarité, tout en établissant une relation d'intérêts réciproques entre nations partenaires.

Contrairement aux campagnes de désinformation récentes, elle ne se limite pas à des dons. En France, l'Agence Française de Développement (AFD) gère ces fonds, dont 85 % proviennent de prêts obtenus auprès de banques et de fonds de pension, tandis que 15 % émanent de subventions publiques (État français, Union européenne et autres donateurs). Grâce à des conditions d'emprunt avantageuses, l'AFD peut ainsi financer les pays partenaires pour servir des intérêts communs – comme la réduction des émissions carbone – tout en valorisant l'expertise française.

**A LIRE AUSSI:**

- « Baisse de l'aide publique au développement : faire mieux avec moins ? » - par Patrice Fonlladosa et Jean-Patrice Poirier

Plutôt que de céder au fatalisme, la crise actuelle est une opportunité pour transformer encore la coopération internationale. Si des réponses ciblées demeurent indispensables en situation d'urgence, nous devons également investir dans le temps long et des modèles émancipateurs. A l'instar d'autres initiatives portées par des acteurs du développement partout dans le monde, l'entrepreneuriat social et environnemental incarne bien cette approche : il ne se substitue pas aux dynamiques locales mais les renforce.

Prenons l'exemple d'un incubateur de coopératives agricoles. En accompagnant des petits producteurs, il améliore ses pratiques, son accès aux financements et aux marchés, stimulant ainsi toute la filière avec des effets en cascade : création d'emplois, formation des travailleurs, développement de l'innovation locale, redistribution des richesses directement au sein des communautés. Ce modèle est duplicable et peut être appliqué à toutes les filières clés d'une économie.

En misant sur des transferts ou renforcement de compétences et l'autonomisation des communautés locales, les pays contributeurs de l'APD se rendent peu à peu dispensables.

**A LIRE AUSSI:**

- Aide publique au développement : le nouveau cheval de bataille du Rassemblement national

L'approche de certains partis consistant à décrédibiliser l'APD, si elle repose sur des bases idéologiques et électoralistes, traduit aussi une méconnaissance des dynamiques internationales. C'est une contradiction flagrante : en réduisant les moyens consacrés à lutter contre les causes profondes des migrations et des conflits – qu'elles soient politiques,

économiques ou climatiques – les États aggravent en réalité les dynamiques qu'ils prétendent freiner.

Offrir aux populations des perspectives économiques décentes est indispensable pour améliorer leur qualité de vie, prévenir l'instabilité et la précarité qui mènent à l'exil, et leur permettre de rester sur leur territoire. Si l'action humanitaire est essentielle pour répondre aux crises, il est tout aussi crucial d'agir en amont en créant des emplois durables.

L'entrepreneuriat social et environnemental, intégrant des critères stricts d'inclusion et de respect de l'environnement, s'appuie sur des partenariats avec des filières locales et des personnes souvent exclues de l'économie formelle pour répondre à cette urgence.

La baisse des financements publics aura des conséquences directes sur le quotidien de dizaines de millions d'individus. Nous restons mobilisés pour trouver des solutions durables, réalistes et ambitieuses. Aussi, nous plaidons pour un maintien d'une APD ambitieuse et trois évolutions urgentes.

D'abord, une reconnaissance et un soutien renforcé à toutes les initiatives des acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS), soient-ils associatifs ou à lucrativité limitée, qui consolident des économies locales inclusives et résilientes sur des territoires vulnérables offrant à des hommes, des femmes l'opportunité de vivre dignement sur leur territoire. De même, une coopération renforcée entre divers acteurs, à l'image des coalitions public-privé formées pendant la crise Covid ou des partenariats ONG-collectivités locales. Cette localisation de l'aide est par ailleurs essentielle quand on sait que, selon l'OCDE, 65 % des cibles des **Objectifs de Développement Durable** dépendent de l'action territoriale. Ensuite, un recours renforcé aux financements mixtes combinant fonds publics, philanthropiques et privés pour atténuer le risque investisseur grâce à un effet de levier. L'argent public et philanthropique agit alors comme garantie, incitant les investisseurs privés à accroître leurs engagements. **Pour l'AFD, cet effet est majeur : 1 euro de l'État français génère 12 euros d'investissement partenaire.** Enfin, un soutien à la transition vers l'économie formelle en accompagnant les États dans l'adoption de cadres

réglementaires dédiés à l'ESS. Depuis sa reconnaissance officielle par l'ONU le 18 avril 2023, le standard onusien offre désormais un modèle reproductible. Il est impératif d'accélérer cette dynamique, notamment en Afrique, où 80 % de l'économie reste informelle. Encourager cette formalisation permet de sécuriser emplois et droits sociaux, mais aussi d'ouvrir l'accès au financement et aux marchés internationaux à des millions d'acteurs économiques essentiels aux territoires.

Abandonner l'APD serait une erreur. Certes, l'aide internationale doit toujours évoluer, mais l'APD n'est pas une charge : elle constitue un investissement stratégique qui répond à des intérêts mutuels, favorise des écosystèmes économiques durables, stimule l'emploi et lutte contre les causes des tensions sociales et migratoires. Le modèle de l'entrepreneuriat social est particulièrement efficace en ce qu'il permet justement aux économies émergentes de s'émanciper de l'aide. Loin du court-termisme, investir dans ce modèle, c'est parier sur un monde plus stable, juste et vivable.

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

Développement

### Contenus sponsorisés:



Publicité

**Hausse de l'énergie : Évitez l'achat de panneaux solaires dans ces codes postaux**

[www.panneauxsolaires.me](http://www.panneauxsolaires.me)

Publicité

**Combien coûte un monte-escalier ? Découvrez-le ici**

Portail de Comparaison

[Accueil](#) / [France - Monde](#) / [Société](#) / [Solidarité](#)

## PORTRAIT. 'On ressent encore le poids de l'histoire' : Hélène Fauré, une jeune argelésienne engagée pour l'Afrique et contre les inégalités mondiales



Hélène Fauré, ambassadrice de l'ONG ONE. / Photo ONE - Louis Camelin



**Solidarité, Politique, International**

Publié le 06/04/2025 à 17:01

**Bastien Loubet**

Écouter cet article ⓘ



00:00 / 03:16

Powered by **ETX Majelan**

À 26 ans, Hélène Fauré incarne une nouvelle génération mobilisée pour la solidarité internationale et les relations équitables entre l'Europe et l'Afrique.

PUBLICITÉ

PSG  
vs  
Arsenal

— 06 — — 23 — — 55 — — 37 —

Jours            Heures            Minutes            Secondes

J'en profite

Inspired by  inivibes

Depuis ses premiers engagements, Hélène Fauré, 26 ans, et originaire d'Argelès-Gazost, place la solidarité internationale au cœur de son parcours et s'illustre par son implication constante dans la lutte contre l'extrême pauvreté et les inégalités mondiales. Cette année, la jeune femme fait partie de la quarantaine d'ambassadeurs français de l'ONG ONE, cofondée par Bono du groupe U2. "Notre mission est de sensibiliser et d'informer les politiques sur certains sujets comme l'Afrique pour les convaincre d'investir pour le développement de ces pays. On communique également au grand public sur la situation via nos réseaux sociaux", indique Hélène.

---

### Voir aussi :

Séisme en Asie : une course contre-la-montre est engagée pour retrouver les survivants

---

Diplômée et passionnée par les questions géopolitiques et diplomatiques, elle a travaillé au sein de plusieurs institutions internationales. Son parcours débute à l'Ambassade de France en Ouganda, se poursuit au ministère des Armées, avant qu'elle ne rejoigne la délégation de l'Union européenne au Rwanda.

"Durant mes études, je voulais me spécialiser en géopolitique. J'ai découvert ces sujets et ces pays et ça m'a passionné. J'ai répondu à des offres de stages pour gagner de l'expérience et aller sur le terrain", se souvient la jeune femme. Aujourd'hui, elle travaille au Secrétariat général des affaires européennes en parallèle de son engagement bénévole au sein de l'ONG.

## La "dette" de l'Europe envers l'Afrique

Son engagement est marqué par une réflexion profonde sur la relation entre l'Europe, notamment la France, et l'Afrique. "Il est nécessaire de repenser nos relations", affirme-t-elle, insistant sur la nécessité d'un partenariat fondé sur "l'égalité, la confiance et la réciprocité". Elle évoque également la responsabilité historique de l'Europe dans la reconstruction d'un lien respectueux et mutuel avec le continent africain.

En Ouganda en 2022, comme au Rwanda en 2024, Hélène Fauré a pu voir la réalité de la situation dans ces pays souvent méconnus. "J'ai vu beaucoup de choses. Des choses très belles, des paysages magnifiques et une diversité et une richesse culturelle incroyable. J'ai eu la chance de beaucoup bouger dans cette région. Mais j'ai vu aussi des choses moins belles. Il y a une majorité de personnes qui vivent sous le seuil d'extrême pauvreté. Ce sont des pays avec une situation politique très compliquée. Des pays en conflits pour certains. Tout ça, ça a conforté mon envie de travailler sur ces sujets et d'en parler à mon retour en France", raconte l'ambassadrice.

Par sa trajectoire et ses convictions, Hélène Fauré incarne une vision engagée de la diplomatie moderne, centrée sur les droits humains et la coopération durable. "L'Afrique

et ses enjeux ne sont pas assez médiatisés. Il faut se mobiliser. On ressent encore le poids de l'histoire dans ces pays. Certaines indépendances sont très récentes au regard de l'histoire humaine. Les actions des Européens sont encore fraîches dans les esprits. On est dans une démarche de réparation", souligne Hélène Fauré.

Pour l'instant "bloquée" en France par ses missions auprès de l'ONG ONE, la jeune argésienne espère retourner en Afrique le plus rapidement possible.

[Voir les commentaires](#)

## Jeep Avenger, le SUV au look incomparable

NEW ! Découvrez ce nouveau SUV au style unique à partir de 199 € /mois !

Jeep® Avenger 100% électrique | Sponsorisé

[plus d'info](#)

## AK System STIHL : Voici comment profiter de l'offre de remboursement

Offre limitée valable du jusqu'au 13/06/2025. Voir modalités sur stihl.fr

STIHL | Sponsorisé

## Les citoyens français qui ont besoin d'argent vont avoir une surprise

meia.fr | Sponsorisé

[Lire la suite](#)

## PEUGEOT : offre exceptionnelle sur des occasions PureTech

Jusqu'à 10 ans d'extension de garantie offert

Peugeot | Sponsorisé

[J'en profite](#)

## 10 photos choquantes et envoilantes de ce qui s'est passé après le naufrage du Titanic

Ces deux enfants n'étaient initialement pas identifiés parce que leur père utilisait leurs surnoms lors de l'inscription à la promenade en bateau

menorcagaming | Sponsorisé

Connexion

# THE CONVERSATION

L'expertise universitaire, l'exigence journalistique

Culture Économie + Entreprise Éducation + Jeunesse Environnement International Politique + Société Santé Science  
Podcasts En anglais

## Quels rôles pour les ONG occidentales dans un monde qui se « désoccidentalise » ?

Publié: 12 février 2023, 18:27 CET

**Vincent Pradier**

Doctorant en sciences de gestion, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne



Clinique mise en place par les autorités sanitaires soudanaises en collaboration avec Médecins sans frontières, dans un camp de personnes déplacées à Damazin, dans l'État du Nil Bleu, à quelque 450 kilomètres au sud de Khartoum, le 7 août 2022.  
Asharf Shazly/AFP

À deux semaines de « l'anniversaire » du déclenchement par la Russie de la guerre en Ukraine, et alors que les besoins humanitaires ne cessent de croître sur la planète, la Turquie et la Syrie viennent d'être touchées par une série de séismes ayant fait à ce jour plus de 20 000 morts.

Partout, l'aide humanitaire est souvent apportée par des organisations non gouvernementales (ONG) *occidentales*. Or leur rôle dans la réponse aux crises humanitaires de toutes sortes est de plus en plus remis en question.

Elles se voient reprocher tout à la fois, et de façon plus ou moins fondée, leur ingérence excessive et l'insuffisance de leur action, la mauvaise utilisation des fonds qui leur sont alloués, et aussi leur incapacité à pleinement comprendre les pays où elles interviennent et à coopérer efficacement avec les structures locales.

## **Les ONG occidentales au cœur du système d'aide internationale**

Les ONG sont des organisations relativement anciennes. L'ambiguïté même de leur dénomination révèle « une réalité difficile à cerner ». Elles sont généralement définies comme des structures non lucratives (associations ou fondations), issues d'une mobilisation militante et citoyenne. Elles agissent pour l'intérêt général, dans une dimension transnationale. Elles sont classées en trois catégories : solidarité internationale (comme Médecins sans frontières ou Oxfam), droits humains (comme Amnesty International) et environnement (comme Greenpeace). Nombre d'entre elles sont en réalité aujourd'hui actives dans ces trois domaines.

[Près de 80 000 lecteurs font confiance à la newsletter de *The Conversation* pour mieux comprendre les grands enjeux du monde. Abonnez-vous aujourd'hui]

Les ONG *occidentales* (européennes ou nord-américaines) sont les plus connues et celles qui disposent de budgets les plus importants. Elles se structurent pour certaines dans des fédérations ou réseaux internationaux d'ONG – on parle alors d'ONG *internationales* – qui réunissent les différentes organisations nationales, aussi bien *occidentales* que *non occidentales*. Le réseau MSF international, par exemple, est composé d'une trentaine de délégations nationales et de six centres opérationnels répartis sur tous les continents.

Le poids des organisations *occidentales* dans ces réseaux internationaux reste prépondérant. Celles-ci sont souvent celles qui mobilisent le plus de financements. Il existe par ailleurs de nombreuses ONG *non occidentales* dans les pays d'intervention des ONG *occidentales*, non affiliées à ces réseaux internationaux. Mais rares sont celles – à quelques exceptions près comme le Bangladesh Rural Advancement Committee (BRAC) – qui possèdent la même notoriété.

Enfin, les ONG *occidentales* et *non occidentales* côtoient dans leurs activités d'autres acteurs de l'aide internationale. C'est notamment le cas de plusieurs agences des Nations unies comme l'UNICEF ou le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), ou encore des institutions publiques de coopération bilatérale, comme l'Agence française de développement (AFD).

## **L'Ukraine, un exemple type**

À l'occasion du sommet sur l'Ukraine, organisé en France le 13 décembre sous l'impulsion de l'Élysée, plusieurs voix s'interrogeaient sur la capacité des ONG *occidentales*, en particulier celles affiliées aux grands réseaux internationaux, à distribuer l'aide au plus proche des besoins des Ukrainiens et des Ukrainiennes.

Les chiffres publiés par OCHA, à la date du 17 janvier 2023, sont *a priori* assez édifiants. Sur les 3,42 milliards de dollars alloués à la réponse humanitaire en Ukraine, les ONG internationales et les agences onusiennes ont reçu à elles seules 88 % de l'aide disponible (respectivement 27 % et 61 %). Les 12 % de fonds restants ont été reçus par les acteurs ukrainiens locaux et nationaux (ONG non affiliées aux réseaux internationaux, mouvements citoyens, services publics, etc.).

Si les critiques visant l'action des ONG ne sont pas nouvelles, en Ukraine, ou ailleurs, par exemple en Haïti, les situations de crise humanitaire illustrent, aux yeux de certains observateurs, l'omniprésence des ONG *occidentales*, et leurs difficultés à collaborer avec des acteurs nationaux préexistants.

C'est notamment le cas en Ukraine, où existaient avant le déclenchement de la guerre une société civile active et structurée, ainsi que de nombreux services publics et un État loin d'être failli. Et comme le montre le Groupe URD (*think tank* indépendant spécialisé dans l'analyse des actions humanitaires) dans un récent rapport, les associations locales et nationales, ainsi que les collectivités territoriales, sont essentielles dans la réponse aux besoins des populations.

---

**À lire aussi : Portraits d'Ukraine : Alessia, bénévole auprès des réfugiés à Dnipro, 32 ans**

---

## **Un secteur des ONG en croissance mais confronté à de nouvelles difficultés**

À première vue, le secteur des ONG internationales, en particulier les ONG françaises, se porte plutôt bien. Confirmant une tendance de fond, leurs ressources cumulées (publiques et privées) sont ainsi passées de 1,6 milliard d'euros en 2016 à près de 2,3 milliards en 2020, soit une croissance de 43 %. Ces volumes importants cachent cependant de fortes disparités : en 2020, les neuf plus grandes ONG françaises captaient plus de 74 % des ressources mobilisées par le pays.

Cette mobilisation importante de ressources, qui s'inscrit globalement dans des stratégies de croissance des plus grandes organisations (comme Solidarités International ou Action Contre la Faim), s'accompagne de nombreux défis.

D'une part, les ONG sont confrontées à un rétrécissement important de l'espace dévolu à leurs activités de solidarité. On l'a récemment vu par exemple en Afghanistan, où plusieurs ONG ont cessé leur action après l'interdiction prononcée par le gouvernement des talibans de faire travailler des femmes, et au Mali, où le gouvernement de transition, dans un contexte de tension extrême avec Paris, a interdit toutes les activités menées par des ONG dans le pays avec l'appui matériel ou technique de la France, y compris dans le domaine humanitaire.

D'autre part, la mobilisation de financements de plus en plus importants en volume s'accompagne de contraintes de gestion, qui, si elles ne sont pas nouvelles, complexifient la mise en œuvre des projets. Certaines procédures instituant pour les ONG des procédures de conformité à la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, ainsi que des obligations de criblage, en sont les parfaits exemples. Si une résolution récente de l'ONU confirme l'exemption de criblage pour les actions humanitaires – qui ne sont qu'une partie des actions des ONG – ces contraintes de gestion sont coûteuses et complexes à mettre en œuvre, limitant *de facto* leurs capacités d'intervention.

En ce sens, cette normalisation accrue traduit certainement la matérialisation de rôles nouveaux dévolus aux différents types d'ONG. Les plus grandes ont ainsi tendance à être davantage considérées comme des partenaires stratégiques des États dans la mise en place de politiques d'aide au développement et d'aide humanitaire, ce que nous écrivions par ailleurs en 2022.

En outre, les ONG *occidentales* sont aujourd'hui, comme d'autres types d'organisations, confrontées à l'émergence de nouveaux acteurs, dans un champ qui se reconfigure. Inscrite en 2016 à l'agenda humanitaire par le Sommet mondial sur l'action humanitaire tenu à Istanbul et le Grand Bargain (accord unique entre les plus grands donateurs et agences humanitaires qui se sont engagés à améliorer l'efficience et l'efficacité de l'action humanitaire), la dynamique de localisation de l'aide a facilité l'émergence d'organisations locales et nationales *non occidentales*. L'objectif consistant à faire en sorte que 25 % de l'aide humanitaire transite par ces organisations est encore loin d'être atteint.

Cela n'empêche pas ces organisations d'être très actives, en particulier en Afrique de l'Ouest, où des mouvements citoyens plus informels, comme Tournons la page – qui revendique près de 250 organisations dans dix pays – mobilisent « pour promouvoir l'alternance démocratique en Afrique ».

Enfin, les ONG sont également concurrencées en *Occident* par une diversité d'autres acteurs, prônant tous des modèles socio-économiques plus efficaces et rentables. C'est notamment le cas des organisations non associatives de l'économie sociale et solidaire (ESS), ou encore des *International development contractors* (IDC), acteurs privés prestataires, principaux récipiendaires de l'APD américaine.

## Vers une décolonisation des pratiques du secteur ?

Cette reconfiguration du rôle des ONG *occidentales* s'inscrit bien sûr dans une reconfiguration plus globale du monde, qui les impacte à au moins deux niveaux.

Accusées pour certaines d'être « structurellement racistes », notamment par des ONG non occidentales, elles ont progressivement pris conscience qu'elles pouvaient être, dans leurs pratiques de gestion, à tout le moins discriminantes, voire empreintes d'une certaine « colonialité », qui consiste en « l'articulation planétaire d'un système de pouvoir "occidental" [...] qui se fonde sur une infériorisation prétendument naturelle des lieux, des groupes humains, des savoirs et des subjectivités non occidentales ».

En outre, comme toutes les organisations *occidentales* – issues de pays considérés par l'OCDE comme industrialisés, sources de la plupart des émissions de gaz à effet de serre passées et actuelles –, elles sont appelées par la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CNUCC) à réduire leur empreinte environnementale.

À ce titre, en France, depuis décembre 2020, dix ONG d'action humanitaire parmi les plus importantes se sont engagées à réduire de 30 % leurs émissions de GES d'ici à 2025, et 50 % à l'horizon 2030. Accélérée par la crise sanitaire, cette dynamique va *de facto* entraîner pour les ONG *occidentales* des évolutions des pratiques de gestion et des repositionnements, à la fois en France, et dans leurs pays d'intervention.

Les ONG *occidentales* sont donc appelées à une transformation effective de leur modèle organisationnel, historiquement empreint d'une certaine *colonialité* et insoutenable d'un point de vue environnemental.

Au regard de leur capacité ancienne à évoluer, nul doute que ces chantiers, s'ils sont pris au sérieux, ne feront que légitimer leur mandat et renforcer l'utilité sociale de leurs actions.

à la une

# RÉINVENTER L'AIDE INTERNATIONALE



Au premier jour de son retour à la Maison-Blanche, Donald Trump s'est empressé de suspendre les programmes de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Au début de février, Elon Musk, à la tête de son "département de l'efficacité gouvernementale" (Doge), a fermé l'agence.

Un choc mondial : ses financements représentaient près du tiers de l'aide planétaire en 2024. Le système de l'aide internationale pourra-t-il s'en remettre ? Le *Financial Times* semble en douter. Mais des voix appellent à saisir cette occasion pour repenser le modèle qui prévalait depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Soixante ans avant que, aux États-Unis, Elon Musk ne décide de passer à la “broyeuse” l’Agence des États-Unis pour le développement international [USAID, voir encadré ci-contre] et que, au Royaume-Uni, le Premier ministre [travailleiste], Keir Starmer, n’annonce de profondes coupes dans le budget d’aide internationale déjà exsangue, les pays riches remettaient déjà en question l’efficacité – et tout bonnement l’intérêt – de l’aide internationale.

En 1961, selon un rapport de l’USAID, la Corée du Sud, qui constitue aujourd’hui une des économies les plus développées au monde, était un “trou à rats”, un “puits sans fond” engloutissant les aides internationales. Quelques années plus tard, en 1968, un grand rapport commandé par la Banque mondiale, dont le premier chapitre s’intitulait “L’aide en crise”, arrivait à cette conclusion : l’adhésion des donateurs et des bénéficiaires [aux programmes d’aide] va s’amenuisant. Plus récemment, en 2009, l’économiste zambienne Dambisa Moyo expliquait dans son livre *Dead Aid* [“Aide morte”, inédit en français] que l’Afrique était “accro aux aides” et que “l’idée selon laquelle ces aides permettent de lutter contre la pauvreté systémique est un mythe”.

De nos jours, les États-Unis de Donald Trump rechignent à donner ne serait-ce qu’un petit coup de pouce à d’autres pays. Et avant même que l’administration Trump ne décide de liquider l’USAID, le vice-président américain, J. D. Vance, déclarait à Fox News : “Nous devons d’abord aimer notre famille, puis nos voisins, puis notre communauté, puis notre pays, et seulement après prendre en compte les intérêts du reste du monde.”

**Priorités locales.** Puisant dans le langage des guerres culturelles, Musk attaque l’USAID sans faire dans la dentelle : c’est à ses yeux un “nœud de vipères de marxistes de la gauche radicale” qui œuvre contre les intérêts américains.

Du côté de l’Europe, qui compte parmi les autres donateurs avec une poignée de pays riches de l’OCDE, l’aide internationale est également sous pression. Comprimés par le ralentissement de la croissance, les budgets d’aide européens sont alloués à des priorités locales, telles que l’hébergement des demandeurs d’asile et l’aide humanitaire à l’Ukraine.

Avant même que Keir Starmer ne ratatine le budget britannique à 0,3 % du PIB, le précédent gouvernement conservateur avait renoncé à maintenir le budget de l’aide internationale à 0,7 % du PIB. En 2020, il avait même fermé le renommé ministère du Développement international pour regrouper ses activités au sein du ministère des Affaires étrangères.

Ce désengagement occidental soulève plusieurs questions, en premier lieu sur ses répercussions pour les populations les plus pauvres de la planète, mais aussi sur ses conséquences pour la santé et la sécurité mondiale.

Qui plus est, l’influence occidentale dans le “Sud global” pourrait prendre un rude coup dans l’aide, en particulier si la Chine, la Russie

et d’autres pays cherchent à combler le vide laissé par l’Occident. D’une manière générale, la question se pose également de savoir quelle forme prendra cette aide, alors que les gouvernements revoient leurs priorités et risquent de vouloir avant tout défendre leurs intérêts commerciaux et géopolitiques.

Comme le rappelle Stefan Dercon, ancien économiste en chef du ministère du Développement international britannique, au lendemain de la chute du mur de Berlin, l’aide a cessé d’être un instrument géopolitique. Aujourd’hui, il pense au contraire qu’elle le devient de plus en plus : “On supprime de l’aide la notion de générosité.”

D’aucuns espèrent pourtant que le démantèlement de nos vieilles structures d’aide au développement pourrait être l’occasion de réimaginer l’aide internationale au XXI<sup>e</sup> siècle. “Trump est en train de mettre en pièces quelque chose d’essentiel pour certaines des populations les plus vulnérables

## Pour Elon Musk, l’USAID représente un “nœud de vipères de marxistes de la gauche radicale”.

du monde”, déplore Ylva Lindberg, vice-présidente exécutive de Norfund, le fonds norvégien d’investissement destiné aux pays en développement. “Cela dit, l’organisation et le financement de l’aide internationale doivent impérativement être repensés. Tout le chaos que sème Trump nous poussera peut-être à revoir notre conception de l’aide internationale.”

Depuis toujours, l’aide internationale est un équilibre entre trois éléments : l’aide humanitaire, le développement à long terme et l’influence. C’est d’ailleurs ce qui la rend difficile à accepter d’un côté par les contribuables, de l’autre par les pays bénéficiaires, qui contestent souvent l’idée selon laquelle ces aides sont fondamentalement altruistes.

L’actuel désengagement occidental inquiète évidemment ceux qui sont convaincus que l’aide internationale fait beaucoup plus de bien que de mal. Selon la Banque mondiale, la part de la population mondiale vivant dans un état d’extrême pauvreté – sous le seuil de 2,15 dollars par jour – est passée de 38 % en 1990 à 8,5 % en 2024. Approximativement au cours de la même période, le nombre d’enfants mourant avant leur cinquième anniversaire a chuté de 12,5 à 4,9 millions.

**“Au compte-gouttes”.** Ces progrès sont notamment dus à la croissance rapide de la Chine, de l’Inde et d’autres économies émergentes. Mais aussi à l’aide internationale, soulignent les experts, en particulier en Afrique, en Asie du Sud et dans les zones les plus pauvres de l’Amérique latine.

D’après Bright Simons, directeur de recherche au sein du groupe de réflexion Imani, à Accra, au Ghana, rares sont en effet les pays à être sortis de la pauvreté sans l’aide d’autres pays. La Chine, souligne-t-il, a elle-même bénéficié de milliards de dollars de prêts japonais à

## Contexte

### L’USAID taillée en pièces

●●● “Il est temps qu’elle disparaisse”, a déclaré Elon Musk. L’Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) est devenue l’une des premières cibles de son “département de l’efficacité gouvernementale” (Doge). Début février, son siège a été fermé, l’accès à la boîte e-mail coupé pour une grande partie du personnel, tandis que le secrétaire d’État, Marco Rubio, mettait sous tutelle l’agence indépendante. En quelques jours, la plupart des contractuels et employés ont été placés en congé. Et ce alors que Donald Trump avait ordonné dès janvier un gel de toute l’aide à l’étranger – même si des initiatives “sauvant des vies” ont finalement été préservées. Le 18 mars, un tribunal fédéral a estimé que le démantèlement de l’agence par Musk et son Doge avait “probablement violé la Constitution”. Le juge Theodore Chuang a ordonné de rétablir l’accès du personnel aux courriels et aux locaux, “même si ce répit ne sera sans doute que provisoire” selon *The New York Times*. Après avoir passé en revue les activités de l’USAID, le gouvernement Trump a déclaré éliminer 83 % de ses programmes. Le reste pourrait faire l’objet d’une profonde réorganisation ; c’est du moins ce que propose une note interne obtenue par *Politico*. Il y est question de transformer l’USAID en une “agence pour l’assistance humanitaire internationale” sous la houlette du département d’État. De quoi servir davantage les intérêts géopolitiques de Washington.

des conditions préférentielles, prêts qui lui ont permis de construire des infrastructures, de stimuler sa croissance et de sortir de la pauvreté.

Pour Jeffrey Sachs, directeur du Centre pour le développement durable à l’université Columbia, le problème de l’aide internationale n’est pas qu’il y en a trop, mais pas assez : les pays pauvres reçoivent “des aides au compte-gouttes, si minimes qu’elles ne peuvent pas véritablement faire décoller leur économie”. “Pourquoi choisir entre la lutte contre le paludisme et l’éducation des enfants ?” s’interroge-t-il. “Il serait très facile de financer ces deux causes à la fois si les autorités américaines, britanniques, européennes et autres le voulaient vraiment.”

Par la force des choses, l’aide internationale évolue en même temps que les réalités géopolitiques. Dans les années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis consacraient 3 % de leur PIB à l’aide internationale, soit plus de dix fois plus qu’aujourd’hui. Une grande partie

↳ Dans l’immense camp de Balukhali-Kutupalong, qui accueille des réfugiés rohingyas, à Cox’s Bazar, dans le sud du Bangladesh.  
Photo Gabriele Cecconi

## SOURCE

**FINANCIAL TIMES**  
Londres, Royaume-Uni  
Quotidien  
ft.com

Fondé en 1888, le *Financial Times* est aujourd’hui le quotidien financier et économique de référence en Europe. Il n’y a pas une institution financière ou banque digne de ce nom qui ne reçoive un exemplaire de ce journal britannique reconnaissable à son papier rose saumon. Il a été racheté par le groupe japonais Nikkei en 2015.

de ces fonds a alors été injectée dans le plan Marshall [1948], qui a permis de reconstruire le Japon, ainsi que l'industrie et les infrastructures d'Europe.

Dans les années 1980 et 1990, les pays occidentaux se sont servi de l'aide internationale pour inciter les pays en développement, en particulier les pays d'Afrique qui s'étaient convertis au socialisme, à adopter des réformes pour ouvrir leurs marchés. Après l'effondrement du communisme, cette politique a été élargie à l'Europe de l'Est.

Au XXI<sup>e</sup> siècle, la guerre froide étant derrière nous, les grandes priorités sont devenues la lutte contre la pauvreté et la défense des droits des populations les plus pauvres. C'est ce que reflètent notamment les objectifs du millénaire pour le développement [2000] et les objectifs de développement durable [2015] des Nations unies.

La fermeture de l'USAID en février, du jour au lendemain, a des retentissements dans le monde entier. Avec un budget de 44 milliards de dollars par an, l'agence gérait plus de la moitié des quelque 70 milliards de dollars que les États-Unis consacrent au développement international, notamment sous la forme d'aide militaire.

## “L'aide internationale ? Nous [Africains] devons y penser comme à quelque chose qui appartient au passé.”

**Ngozi Okonjo-Iweala,**  
DIRECTRICE GÉNÉRALE DE L'OMC

En 2023, l'aide américaine représentait près de 30 % de l'aide internationale mondiale versée par 24 pays membres de l'OCDE, laquelle s'élève à quelque 223,3 milliards de dollars. À noter que l'aide de la Chine, apportée principalement sous la forme de prêts destinés à la construction de routes, de ports et d'aéroports dans le cadre de son programme des nouvelles routes de la soie, n'est pas prise en compte dans les chiffres de l'OCDE.

Samedi 1<sup>er</sup> février, lorsque le site Internet de l'USAID a été désactivé, les travailleurs de l'aide internationale, qu'ils distribuent de la nourriture dans le Soudan ravagé par la guerre, assurent l'éducation des filles dans l'Afghanistan des talibans ou luttent contre les ravages de la drogue en Colombie, se sont préparés au pire. Et même quand le secrétaire d'État, Marco Rubio, a émis une dérogation pour les programmes qui fournissent une assistance vitale, bon nombre d'organisations sont restées fermées.

**Alimenter les migrations.** Les coupes budgétaires actuelles mettent en évidence à quel point certains pays dépendent des aides, notamment dans le domaine de la santé. Francisca Mutapi, spécialiste de santé mondiale à l'université d'Édimbourg, rapporte qu'en 2021 un tiers du budget de la santé de la moitié des pays africains dépendait de financements externes.

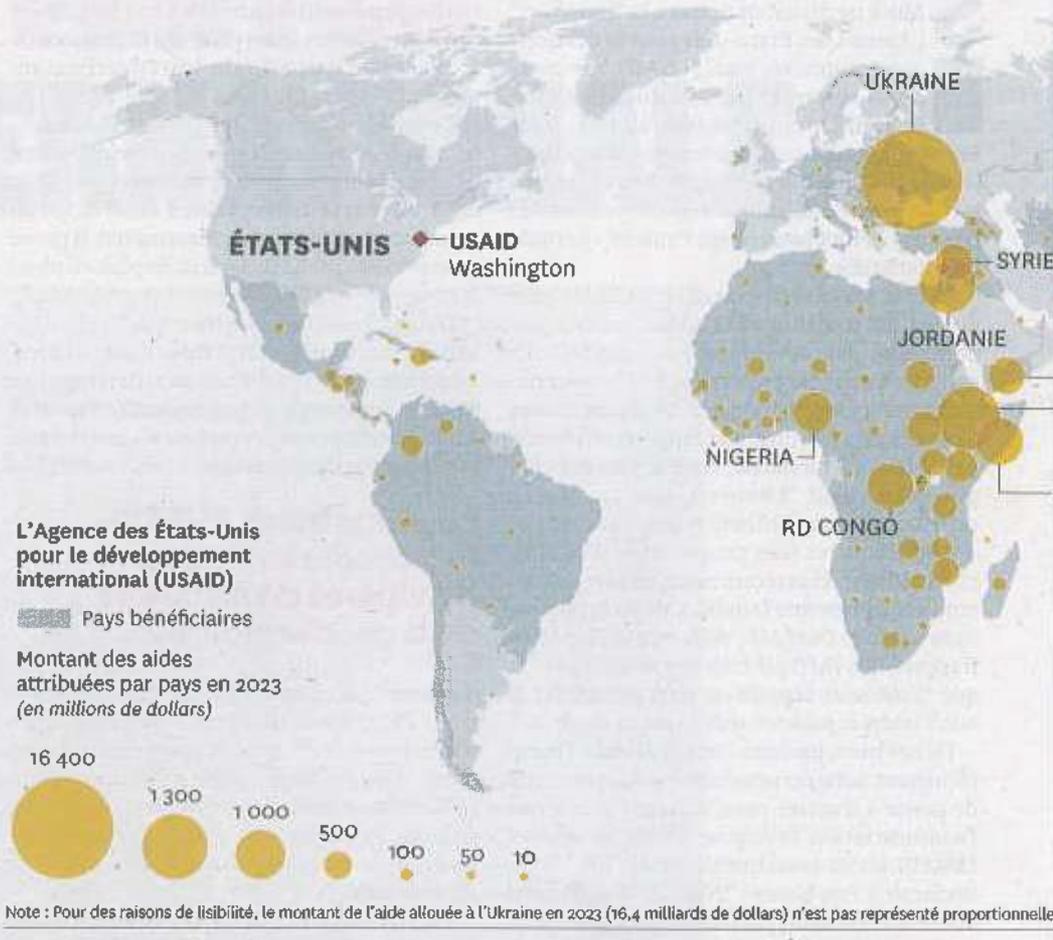
Chris Coons, sénateur démocrate du Delaware et ancien président du sous-comité sur l'Afrique de la commission des affaires étrangères de la

### Rencontre

#### RENDEZ-VOUS À SÉVILLE

Dix ans après Addis-Abeba, Séville accueillera, du 30 juin au 3 juillet, la 4<sup>e</sup> Conférence internationale sur le financement du développement. Le gel de l'aide américaine s'invitera certainement à l'ordre du jour, mais ce sera la dette des pays en développement qui occupera le cœur des débats. Comme le souligne *El País* en s'appuyant sur des chiffres du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), “56 pays consacrent 10 % de leur budget au paiement des intérêts, soit près de deux fois plus qu'il y a dix ans, et cela au détriment de l'éducation, de la santé et des services publics”. Une des solutions, préconisées notamment par l'Espagne, est la pratique des “échanges dette-nature”, qui consistent à réduire la dette d'un État contre son engagement à conduire des projets de développement ou de lutte contre le réchauffement climatique, par exemple.

## Gel de l'aide internationale américaine : une crise globale



Chambre des représentants, explique que certains républicains sont choqués par l'ampleur des réductions budgétaires : “Ils voulaient en finir avec le côté woke. Remanier un peu les choses, mais certainement pas laisser mourir de faim des enfants.”

Les réactions des pays bénéficiaires de ces aides se font pour l'heure plus discrètes. “Les gens pleurent, ils se plaignent que Trump ne nous donne plus d'argent”, commentait Uhuru Kenyatta, ancien président du Kenya, lors d'un sommet régional sur la santé à Mombasa en janvier. “Mais au lieu de pleurer, nous devons nous demander : ‘Que pouvons-nous faire pour subvenir à nos besoins?’” Ngozi Okonjo-Iweala, directrice générale de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), abonde en son sens : “En Afrique, nous devons changer de mentalité. L'aide internationale ? Nous devons y penser comme à quelque chose qui appartient au passé.”

Reste que les pays concernés ne pourront pas s'adapter en un claquement de doigts, réagit Ken Opalo, professeur associé à l'université de Georgetown, à Washington. “Jusqu'à présent, les gouvernements africains ne semblent pas avoir élaboré de plan sérieux en cas d'urgence. Ils sont purement et simplement dépendants des aides.”

Pour évaluer les répercussions de la suppression des aides, il faut commencer par déterminer leur utilité réelle. Or, selon Bright Simons, du groupe de réflexion Imani, elles avaient de moins en moins d'effets. Alors qu'auparavant les

pays riches cherchaient à stimuler la croissance des pays pauvres jusqu'à ce qu'elle atteigne un niveau qui leur permette de se transformer, ces derniers temps, estime-t-il, leurs objectifs ont été dilués. La bureaucratie qui se trouve derrière l'aide internationale – pensons aux 17 objectifs de développement durable des Nations unies, déclinés en 169 cibles – “s'affaisse sous son propre poids et se perd dans sa propre complexité”.

James Robinson, coauteur du livre *Why Nations Fail* [“Pourquoi les nations échouent”, inédit en français, 2012] et corécepteur du prix Nobel d'économie 2024, rejette ces critiques. “Je ne pense pas que l'aide internationale soit le problème, ni même la solution, dit-il. Si un puits est creusé dans une région rurale de Madagascar, c'est magnifique. Si un toit est installé sur une école de Sierra Leone, ce n'est pas un problème : c'est utile aux gens.” Les coupes actuelles, ajoute-t-il, ne feront qu'aggraver la pauvreté et l'insécurité, et alimenter les migrations. “Que risque-t-il de se passer si on coupe les vivres à des populations pauvres ? Elles seront encore plus désespérées et enclines à partir.”

L'Occident pourrait par ailleurs perdre de son influence, avertissent les experts. Lorsqu'il a créé l'USAID, en 1961, en pleine guerre froide, le président John F. Kennedy y voyait ouvertement un précieux outil diplomatique. “C'est une puissante source de pouvoir pour nous, avait-il déclaré au personnel recruté pour l'agence. Quand nous ne voulons pas envoyer de troupes américaines dans

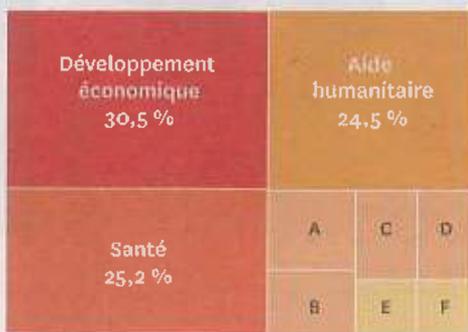


### Principaux fournisseurs de l'aide publique au développement

(membres du CAD\*, 2023, en milliards de dollars et en % du revenu national brut [RNB])



### Répartition de l'aide étrangère versée par les États-Unis (au cours de l'exercice 2023, par catégorie)



A Projets multisectoriels 4,5 %. B Assistance (logistique, administratif, technique...) aux différents programmes mis en place 3,8 %. C Démocratie et droits humains 3,6 %. D Missions de maintien de la paix et de sécurité 3,4 %. E Éducation et services sociaux 2,2 %. F Environnement 2,2 %.

les nombreuses zones où la liberté se trouve menacée, c'est vous que nous envoyons."

Même si ces aides ne suffisent pas toujours à conquérir les cœurs et les esprits, le fait est qu'elles y parviennent parfois. Le Pefpar, le plan d'aide d'urgence à la lutte contre le sida à l'étranger lancé par George W. Bush en 2003, a sauvé la vie de pas moins de 26 millions de personnes, ce qui lui a valu d'être couvert d'éloges.

Le sénateur Chris Coons explique que, dans le domaine de la santé mondiale, les programmes financés par les États-Unis aident les pays les plus pauvres du monde à gérer des épidémies de maladies infectieuses comme Ebola, Marburg ou la variole du singe [mpox], et évitent qu'elles ne se propagent dans le monde entier. Chris Coons ajoute que le travail d'ONG financées par les États-Unis contribue par ailleurs à dissuader les hommes jeunes avec peu de perspectives économiques de rejoindre des groupes terroristes ou des organisations de trafic d'êtres humains. En les supprimant, redoute-t-il, on risque de "créer un grand vide" qui laissera la voie libre "à la Chine, à la Russie, aux trafiquants et aux terroristes".

Du reste, l'Occident ne peut tout simplement pas se couper des problèmes du monde, estime Ayoade Alakija, spécialiste nigérienne de la santé mondiale. Qui cite un proverbe yoruba : "Quand on lance une pierre sur un marché, il faut être prudent, car on risque de frapper un parent."

Dorénavant, les aides ont de plus en plus de chances d'être soumises à des conditions, dans le cadre de négociations commerciales ou autres, prévoit Stefan Dercon, cet ancien membre du ministère du Développement international britannique qui enseigne à présent à l'école d'administration Blavatnik, à l'université d'Oxford. Le monde en a eu un avant-goût pendant la pandémie de Covid-19, lorsque la Chine, la Russie, les États-Unis et l'Europe ont cherché, souvent en vain, à se faire des amis dans les pays en développement avec ce que l'on a alors appelé la "diplomatie du vaccin".

**Nouveau type d'assistance.** Mais Bright Simons trouve "naïf" d'imaginer que les pays pauvres pourront se tourner vers la Chine ou d'autres puissances pour combler le vide laissé par l'Occident. "Les puissances géopolitiques montantes, comme les Brics, ne voient pas l'intérêt de soutenir le système d'aide internationale classique", souligne-t-il.

Ylva Lindberg, de Norfund, prédit un autre scénario : les subventions vont laisser place à des investissements à but lucratif dans des entreprises. Chaque année, Norfund investit déjà quelque 7,7 milliards de couronnes (soit 670 millions d'euros) dans des entreprises étrangères – depuis une ferme solaire en Inde jusqu'à une exploitation laitière au Malawi, en passant par une banque au Honduras. Comme

ses homologues au Royaume-Uni, en France ou en Allemagne, ce fonds injecte des capitaux dans des entreprises qui peinent autrement à accéder à des financements. Si ces investissements représentent aujourd'hui moins de 2 % des aides des pays de l'OCDE, selon Ylva Lindberg, ce chiffre pourrait bien doubler, voire tripler.

Les États-Unis aussi semblent être en train de prendre cette direction. Lors de son premier mandat, Trump a créé l'US International Development Finance Corporation (DFC), dotée d'un budget de 60 milliards de dollars pour investir dans divers projets menés dans des pays avec

## Selon Ylva Lindberg, du fonds d'investissement Norfund, les subventions vont laisser place à des investissements dans des entreprises.

des revenus intermédiaires à faibles. Même si le démarrage de la DFC a été lent, sous le mandat Biden, elle a financé un consortium de télécommunication en Éthiopie, une mine de graphite au Mozambique et un complexe plan de refinancement de la dette en Équateur.

Soulignons que la DFC a également approuvé un prêt de 553 millions de dollars au corridor de Lobito, une initiative majeure, menée par les Américains, pour construire une voie ferrée reliant les mines de Zambie et du Congo avec le port angolais de Lobito, sur la côte atlantique. Aux yeux des responsables américains, ce gigantesque chantier constitue un exemple de ce nouveau type d'assistance qui combine les intérêts stratégiques américains – en l'occurrence la lutte contre la mainmise chinoise sur des minéraux critiques – et le développement des pays bénéficiaires.

"Plutôt que d'exporter des matières premières vers la Chine, qui peut profiter de sa place dans la chaîne d'approvisionnement mondiale pour faire chanter les autres pays, c'est une solution gagnant-gagnant pour les Africains et les Américains", résume Peter Pham, un spécialiste de l'Afrique qui travaille actuellement à l'Atlantic Council, à Washington, et qui, selon certains, pourrait prochainement jouer un rôle de premier plan dans la nouvelle administration Trump.

En février, Trump a signé un décret présidentiel pour créer un fonds souverain, laissant spéculer que la DFC pourrait être intégrée à cette nouvelle organisation. "Au lieu d'être une institution de financement du développement, il s'agira sans doute d'avantage d'un instrument géopolitique", présume Ylva Lindberg. Les investissements commerciaux, ajoute-t-elle, ne remplaceront jamais les projets purement humanitaires comme la gestion d'urgence des catastrophes naturelles ou des crises migratoires. Aussi les choses vont-elles se durcir dans le domaine de l'aide internationale. "Je ne dirais pas que l'altruisme est mort, conclut-elle. Mais en règle générale, les intérêts nationaux occuperont beaucoup plus de place."

—David Pilling, publié le 4 mars

Chiffre  
**97 %**

### C'EST LA COUPE

que l'administration Trump entend effectuer dans les effectifs de l'USAID, qui pourraient passer "de plus de 10 000 collaborateurs à 290 environ", selon une information du **New York Times** parue au début de février. "Le personnel maintenu compterait surtout des fonctionnaires spécialisés dans la santé et l'aide humanitaire", ajoutait alors le quotidien new-yorkais.

## **L'aide publique au développement, un outil indispensable de la paix mondiale et des droits humains**

*Depuis 2014, la journée du 27 février est officiellement la journée mondiale des ONG. Une journée de célébration de toutes les organisations à but non lucratif qui contribuent, aux côtés des personnes et des institutions qui les soutiennent, à façonner un monde plus juste et plus durable. Cette journée est l'occasion pour Coopération SUD, collectif français de 184 ONG, de rappeler le rôle essentiel que joue l'aide publique au développement pour réduire les inégalités et construire la paix dans le monde.*

Les ONG travaillent au quotidien auprès des populations les plus vulnérables pour répondre aux crises, réduire la pauvreté et améliorer l'accès à des besoins essentiels : l'alimentation, la santé, l'éducation, l'eau, l'hygiène, ou encore la protection sociale. Elles le font avec leurs partenaires des pays où elles agissent ainsi qu'aux côtés des collectivités locales, d'universités, et d'entreprises privées. Pour mener à bien leur mission, les ONG font appel à différentes sources de financements : la générosité des Françaises et des Français, les fondations privées et l'aide publique au développement (APD).

L'APD est un engagement fort de la France qui trouve ses racines dans ses valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité, et dans sa mobilisation historique pour les droits humains. La France prend ainsi sa part en redistribuant une infime partie de sa richesse (moins de 0,5 %<sup>1</sup>) pour soutenir les populations vulnérables, frappées par la pauvreté et les crises.

De fait, l'APD permet de protéger les biens communs dont bénéficient aussi les Françaises et les Français (climat, santé, eau, éducation, paix, etc.). Elle contribue à l'image positive de la France à l'international, aux échanges culturels entre pays, et impacte positivement l'économie (notamment à travers les marchés publics remportés par des entreprises françaises<sup>2</sup>).

### **Protéger les populations vulnérables**

Le manque d'accès aux services essentiels entraîne souvent la multiplication d'épidémies, augmente l'insécurité et les déplacements de populations, ainsi que la mortalité. L'APD française permet aux ONG de protéger les populations vulnérables, en particulier les femmes et les filles.

Dans ce domaine, les financements français ont contribué à des progrès significatifs pour l'accès à l'éducation en Afrique au cours des dernières décennies, où la population non scolarisée en Afrique subsaharienne aux niveaux primaire et secondaire a baissé de 44 % en 2000 à 29 % en 2020<sup>3</sup>. Autre exemple, la France finance également la santé maternelle et infantile (achat de vaccins, appui aux centres de santé, etc.), contribuant ainsi à réduire de 50 % les décès des enfants de moins de 5 ans dans le monde depuis le début des années 2000. Par exemple, au Bénin, le nombre de ces décès est passé de 173 à 84 pour 1 000 naissances<sup>4</sup>. En parallèle, l'APD permet de financer l'éradication des maladies évitables telles que la poliomyélite, une maladie mortelle touchant principalement les enfants. Le nombre de cas a ainsi diminué de 99 % dans le monde depuis 1988<sup>5</sup>.

---

<sup>1</sup> OCDE, <https://www.oecd.org/fr/themes/aide-publique-au-developpement-apd.html>

<sup>2</sup> Rapport parlementaire (novembre 2024), [https://www.senat.fr/rap/124-144-34/124-144-34\\_mono.html](https://www.senat.fr/rap/124-144-34/124-144-34_mono.html)

<sup>3</sup> Unesco (février 2024), <https://news.un.org/fr/story/2024/02/1143352>

<sup>4</sup> Rapport parlementaire (octobre 2023), [https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/opendata/AVISANR5L16B1715-tIII.html#\\_Toc256000019](https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/opendata/AVISANR5L16B1715-tIII.html#_Toc256000019)

<sup>5</sup> Organisation mondiale de la santé, <https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/poliomyelitis>

Le coût humain de l'inaction collective peut être dramatique, comme l'a illustré l'épidémie de Covid-19 et ses répercussions en France. Comment se préparer à la prochaine épidémie sans solidarité internationale ?

### **Combattre les injustices et les inégalités**

Les ONG agissent également dans la lutte contre toutes les formes d'inégalités.

De nombreux projets financés par l'APD permettent de lutter contre les discriminations basées sur le handicap, le genre ; contre les violences sexistes et sexuelles, racistes ou liées à l'orientation sexuelle. Ces actions sont vitales pour les personnes concernées ; elles les protègent, améliorent leurs conditions de vie et leur insertion dans la société. À titre d'exemple, la réduction des écarts d'emploi entre les femmes et les hommes pourrait augmenter le PIB par habitant de 20 % dans toutes les régions du monde<sup>6</sup>.

La France finance aussi le recensement des violences basées sur le genre, notamment en Côte d'Ivoire et au Nigéria, où plusieurs ONG locales sont soutenues. Une urgence alors qu'1 femme sur 3 dans le monde est victime de violences au cours de sa vie. Plusieurs projets financés permettent par ailleurs l'accès des femmes et des adolescentes à des protections hygiéniques, indispensables pour leur santé et leur scolarisation quand on sait qu'1 fille sur 10 en Afrique subsaharienne manque l'école pendant son cycle menstruel, ce qui représente jusqu'à 20 % de l'année scolaire<sup>7</sup>.

D'ailleurs, selon la Banque mondiale<sup>8</sup>, l'absence d'éducation secondaire des filles coûte aux pays entre 15 000 et 30 000 milliards de dollars en pertes de productivité et de revenus par génération. De plus, un enseignement secondaire universel pourrait permettre de pratiquement mettre un terme au mariage d'enfants et de réduire jusqu'à 75 % les grossesses précoces<sup>9</sup>.

### **Lutter contre les conséquences mondiales des crises**

L'aide publique au développement est également un outil de réponse vitale aux conséquences des crises dans le monde (conflits armés, catastrophes climatiques, sanitaires, environnementales, etc.). Selon les Nations Unies, plus de 300 millions de personnes auront besoin d'une aide humanitaire d'urgence en 2025.

Les projets financés par la France permettent d'accompagner les populations victimes de conflits mais aussi de prévenir l'apparition de nouvelles crises dont les conséquences dépassent souvent le seul territoire où elles se déroulent : hausse mondiale des prix de denrées alimentaires et de l'énergie, tensions diplomatiques et insécurité.

Par exemple, au Soudan, les financements français participent activement à la réponse humanitaire des ONG où 20,3 millions de personnes, soit 42 % de la population, sont touchées par une insécurité

---

<sup>6</sup> Banque Mondiale (mars 2022), <https://blogs.worldbank.org/en/developmenttalk/how-much-would-gdp-capita-increase-if-gender-employment-gaps-were-closed-developing>

<sup>7</sup> Unesco (2014). Politiques rationnelles et bonnes pratiques en matière de d'éducation à la santé, Brochure 9, Education à la puberté et à la gestion de l'hygiène menstruelle

<sup>8</sup> Montenegro, Claudio; Wodon, Quentin; Nguyen, Hoa; Onagoruwa, Adenike (2018). Missed Opportunities: The High Cost of Not Educating Girls. The Cost of Not Educating Girls Notes Series. © World Bank, Washington, DC.

<sup>9</sup> Unesco (janvier 2024), <https://www.iicba.unesco.org/sites/default/files/medias/fichiers/2024/01/STUDY%202024-2%20Africa%20Teachers%20Reports%20Series.pdf>

alimentaire aigüe<sup>10</sup>. Aux portes de l'Europe, en Ukraine, l'APD française contribue également à la solidarité alors que 14 millions de personnes<sup>11</sup> sont en besoin d'assistance humanitaire.

### **Un outil strictement contrôlé et évalué**

Les financements investis par la France aux côtés de nombreux autres pays sont essentiels pour que les ONG mènent leurs actions.

Or, rappelons que ces financements représentent moins d'1 % du budget de l'État<sup>12</sup>, soit une infime partie des dépenses publiques.

Ces financements sont soumis à un contrôle strict afin de garantir leur pertinence et leur bonne utilisation. Chaque année, le budget global est ainsi évalué par l'administration française, puis contrôlé et voté par les parlementaires. Ensuite, chaque projet financé est contrôlé à l'euro près par des cabinets d'audit et d'évaluation indépendants. Les ONG sont soumises à d'importantes obligations de redevabilité, sur le plan financier comme sur la qualité et l'impact des projets menés<sup>13</sup>; avant, pendant et à la fin des projets.

Remettre en cause le bien-fondé de l'aide publique française au développement et son utilisation, c'est renier les valeurs de la France et sa responsabilité dans le monde. C'est tourner le dos à celles et ceux qui tous les jours travaillent dans les ONG, les collectivités et l'administration, auprès des plus démunis, pour nous assurer à toutes et tous un avenir durable et en paix. Rappelons que financer la santé des personnes les plus fragiles c'est se protéger collectivement, permettre l'éducation des filles et des femmes c'est leur offrir un avenir professionnel et permettre à leur pays de briser le cercle de la pauvreté, investir dans l'agroécologie c'est lutter contre la faim, promouvoir la cohésion sociale, la lutte contre les discriminations et soutenir le développement durable, c'est agir pour la paix.

---

<sup>10</sup> Nations Unies (avril 2024), <https://www.ungeneva.org/fr/news-media/news/2024/04/92794/les-dernieres-donnees-de-lonu-revelent-lampleur-du-risque-de-famine>

<sup>11</sup> Unicef, <https://www.unicef.fr/actions-humanitaires/europe-asie-centrale/aides-humanitaires-en-ukraine/>

<sup>12</sup> Gouvernement, [https://www.budget.gouv.fr/budget-etat/mission?annee=212&loi\\_finances=47&type\\_budget=43&type\\_donnee\\_budget=cp&op=Valider](https://www.budget.gouv.fr/budget-etat/mission?annee=212&loi_finances=47&type_budget=43&type_donnee_budget=cp&op=Valider)

<sup>13</sup> Rapport parlementaire (juillet 2024), [https://www.senat.fr/rap/r23-725/r23-725\\_mono.html#toc24](https://www.senat.fr/rap/r23-725/r23-725_mono.html#toc24)

# “Une belle occasion” pour repenser le modèle?

Partout, on redoute des conséquences catastrophiques après la suspension de l'aide américaine. Pourtant, certains, en Afrique notamment, y voient l'occasion de s'affranchir d'une trop forte dépendance vis-à-vis des pays donateurs.

**P**artout dans le monde le constat, pour ne pas dire l'effarement, a été le même : comment survivre au gel-des financements de l'USAID?

Le Péruvien Asier Hernando Malaxechevarria, fondateur de la plateforme Acápacá et ancien directeur d'Oxfam pour l'Amérique latine et les Caraïbes, tirait la sonnette d'alarme dans une tribune publiée dans **El País America** : “Cette mesure est un séisme sans précédent qui met en péril le système d'aide internationale mis en place depuis 1945 et préservé par tous les présidents américains jusque-là, ainsi que par tous les autres dirigeants du monde entier.”

De fait, souligne sur le site **Semafor Africa** le Kényan Ken Opalo, professeur à l'université de Georgetown, à Washington, “les exemples ne manquent pas sur la façon dont l'aide humanitaire a permis d'améliorer les conditions de vie de la population à grande échelle et dans le monde entier. Des maladies qui tuaient des centaines de milliers d'enfants par an ont été éradiquées ou contenues, et des millions de personnes ont été sauvées et ont pu retrouver une espérance de vie normale grâce à des initiatives comme le Plan présidentiel d'urgence pour la lutte contre le sida (Pepfar).” À elle seule, l'Afrique subsaharienne a reçu, en 2023, 12,1 milliards de dollars de l'USAID “dans le but d'améliorer les soins de santé, d'apporter une aide alimentaire et de renforcer la sécurité”, rappelle le chroniqueur zimbabwéen Tafi Mhaka sur le site d'**Al-Jazeera**.

Pourtant, en dépit de ces montants colossaux, un grand nombre de voix s'élèvent aujourd'hui pour affirmer que la décision brutale de l'administration Trump pourrait être une chance pour les pays les plus pauvres. Ou tout au moins “un déclic pour l'Afrique”, comme l'assène Tafi Mhaka. “Pour certains Africains, cette suspension de l'aide américaine offre une occasion en or à nos pays qui en dépendent de repenser les politiques et stratégies nationales de réponse aux

besoins essentiels des populations”, abonde le média malien **Bamada.net**.

Sur le média participatif haïtien **Rezonodwes**, l'écrivain haïtien Patrick Prézeau Stephenson va dans le même sens. Certes, note-t-il, pour son pays, le gel de l'aide américaine (400 millions de dollars environ chaque année) “représente une crise existentielle pour des millions de citoyens qui dépendent de cette aide pour la sécurité alimentaire, les soins de santé et la stabilité économique”.

Mais, ajoute-t-il aussitôt, “cette coupure brutale oblige également Haïti à se confronter à une réalité souvent éludée : la nécessité de repenser son modèle de développement et de réduire sa dépendance à l'aide extérieure”. Et de lister, en



s'appuyant sur les travaux de Jake Johnston, du Center for Economic and Policy Research, “les effets pervers sur le long terme” de la dépendance à l'USAID, “l'aide américaine [ayant] souvent servi les intérêts économiques des États-Unis plutôt que ceux d'Haïti” : “sabotage de l'agriculture locale, l'USAID [ayant] inondé le marché haïtien de produits agricoles subventionnés par les États-Unis”; “érosion de la souveraineté”, l'USAID ayant “contourn[é] les institutions gouvernementales haïtiennes au profit de sous-traitants étrangers”; “projets de développement ratés”, l'USAID ayant “financé des initiatives qui ont parfois causé plus de tort que de bien”.

“**Idéologie perverse**”. Dans leurs accusations contre l'aide au développement, d'autres vont plus loin. L'anthropologue sud-africaine Kathryn Mathers, qui déplore pourtant la fin de l'aide américaine, estime, sur le site **Africa Is a Country**, que “l'aide humanitaire s'est toujours inscrite au sein d'un projet néocolonial”. Le journaliste kényan Patrick Gathara va dans le même sens dans une tribune publiée par **Al-Jazeera**. À ceux qui mettent en avant “l'âme humaniste” de ces aides, il rétorque qu’“en réalité le système d'aide internationale est un outil de contrôle géopolitique qui a servi à perpétuer les inégalités plutôt qu'à les effacer, et ce grâce au contrôle de l'extraction des ressources à l'origine de ces mêmes inégalités”. Et d'enfoncer le clou : “L'industrie de l'aide a, de fait, hérité de la ‘mission civilisatrice’ du colonialisme.”

Adepté de la litote, Ken Opalo reconnaît lui-aussi que “de toute évidence, le modèle archaïque de

**“L'industrie de l'aide a hérité de la ‘mission civilisatrice’ du colonialisme”.**

**PATRICK GATHARA,**  
JOURNALISTE KÉNYAN DANS AL-JAZEERA

## • DÉVELOPPEMENT AFRIQUE

# « Ne coupez pas l'aide publique au développement, repensez-la ! »

## TRIBUNE

### Collectif

Dans une tribune au « Monde », des acteurs engagés souhaitent redéfinir la coopération et les partenariats, sans oublier d'inviter les premiers intéressés à la table.

Publié le 28 novembre 2024 à 11h00, modifié le 06 décembre 2024 à 14h23 | Lecture 3 min.

**D**ans un monde idéal, l'aide au développement n'existe pas. Dans un monde idéal, aucun enfant ne meurt dans une partie du monde d'une maladie inexistante dans une autre. Dans un monde idéal, aucun pays souverain ne dépend d'un autre pour alimenter son système de santé et préserver la vie de sa population. Mais nous ne sommes pas dans un monde idéal.

Les critiques sont nombreuses contre les politiques de développement des pays occidentaux, et nous en partageons une grande partie : maintien d'un système de dépendance, manque de traçabilité des fonds, acteurs locaux souvent oubliés, méthodologies et systèmes d'évaluation inadaptés, coûts de gestion de programmes exorbitants, programmes standardisés et identiques quels que soient leurs destinataires, mobilisation d'une expertise exogène et surtout déconnexion et méconnaissance totale des spécificités des contextes d'intervention.

### [Lire le décryptage | En France, la chute des aides au développement consterne les ONG et complique encore la diplomatie présidentielle](#)

Autant de critiques qui alimentent les sentiments antioccidentaux – particulièrement anti-France – et qui sont autant de grain à moudre dans la machine des populismes, de part et d'autre de la Méditerranée.

Impossible aussi de nier ce que cette aide a permis. Des millions de vies ont été sauvées, des millions d'enfants ont pu être vaccinés, des millions de mères ont pu survivre. Par ailleurs, des emplois ont été créés, des infrastructures permettant un accès à l'eau potable et aux sources d'énergie ont été construites, de nouvelles technologies ont pu être partagées.

## Conséquences délétères

Pour autant, une refonte totale du système de redistribution de ce qu'il convient de nommer solidarité internationale est nécessaire pour garantir une autonomisation toujours plus grande des pays récipiendaires.

A l'heure où la France redéfinit son budget, le gouvernement décide de couper de 34 % la partie consacrée à l'aide au développement. Elle passerait ainsi de 5,8 milliards d'euros en 2024 à 3,8 milliards en 2025, alors qu'elle ne représente que 0,6 % du budget total de l'Etat.

**Lire aussi | [« Les coupes budgétaires prévues dans l'aide au développement causeront de graves dommages, pour les plus vulnérables et pour la réputation de la France »](#)**

Il est également prévu de supprimer le Fonds de solidarité pour le développement, un dispositif qui permettait d'affecter automatiquement une partie des recettes de la taxe de solidarité sur les billets d'avion (210 millions d'euros) et de la taxe sur les transactions financières (528 millions d'euros) au financement de priorités telles que le climat, la santé mondiale ou l'éducation. Cette suppression intervient alors même que la taxe sur les billets d'avion devrait atteindre un niveau record de financement, estimé à 1 milliard d'euros.

Ces mesures prennent le contrepied total de la démarche amorcée depuis 2017 et ce désengagement aura des conséquences déléteres. L'aide au développement doit être profondément repensée, oui. Mais elle ne doit pas disparaître. Certains avancent que l'existence même de cette aide revêt une forme de redevabilité. Au-delà de cela, comme le disait Aimé Césaire : « *Il n'y a pas de réparation possible pour quelque chose d'irréparable et qui n'est pas quantifiable.* »

## Loin des populismes et du paternalisme

Nous sommes un groupe d'Africains et d'Européens, vivant sur les deux continents et pensons que la relation entre les Etats africains concernés et la France doit changer, qu'elle peut changer, et en mieux, loin des populismes et du paternalisme, dans une parfaite symétrie. Notre propos dépasse ici le cadre d'une inquiétude formulée sur des coupes budgétaires qui auront un impact direct sur des millions de gens.

Newsletter

« **Le Monde Afrique** »

Chaque samedi, retrouvez une semaine d'actualité et de débats, par la rédaction du « Monde Afrique »

**S'inscrire**

Plus fondamentalement, nous voulons plaider en faveur d'un nouveau système de solidarité internationale. Ainsi, redéfinissons la coopération. Redéfinissons les partenariats. Cessons de penser les solutions sans inviter les premiers intéressés à la table. Des solutions efficaces, des manières de faire autrement existent en nombre dans les esprits des personnes concernées. Il nous faut tirer les leçons de l'échec des politiques successives, souvent pensées loin du continent, et prêter l'oreille à ce qui se pense en son sein.

**Lire aussi | [« L'aide publique au développement doit être envisagée comme un investissement, et non comme un coût »](#)**

L'exigence de souveraineté exprimée par les jeunesses africaines résonne chez nous toutes et tous. Nous sommes convaincus qu'elle ne signifie pas un rejet pur et simple de l'autre, mais une volonté de rupture avec les logiques d'hier pour penser un monde plus équilibré dans lequel l'Afrique tracerait elle-même sa trajectoire de développement dans le cadre d'une coopération avec toutes les parties du monde sans exclusive.

Oui, dans un monde idéal, il n'y aurait pas d'aide publique au développement (APD). En attendant que ce monde advienne, ne la coupez pas, repensez-la.

🗣️ **Rosalie Aduayi Diop**, directrice à l'Institut de population, développement et santé de la reproduction de l'université Cheikh-Anta-Diop ; **Hamidou Anne**, auteur, politiste ; **Niagalé Bagayoko**, présidente de l'African Security Sector Network ; **Dougoukolo Ba-Konaré**, psychologue clinicien ; **Arame Gueye Sene**, socio-économiste, directrice à la Social Change Factory ; **Bamba Lo**, entrepreneur, cofondateur de PAP's ; **Kako Nubukpo**, économiste, ancien